



CINÉMA
Gus Van Sant sur la piste de l'éléphant G 1



VOYAGES
La face cachée du Caire F 1

ARTS
Luc Dionne: un auteur productif! H 1



ZOOM
L'obésité, un gros problème D 1



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE SAMEDI 1^{ER} NOVEMBRE 2003

Lise Gravel va perdre sa maison



Lise Gravel pensait bien vivre sa retraite dans sa petite maison.

Lac-Saint-Charles veut démolir une résidence construite sans permis il y a 27 ans

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

■ Lise Gravel, 60 ans, pensait bien vivre sa retraite dans sa petite maison de Lac-Saint-Charles avec ses trois chiens Jeep, Kanuk et Nicky. Jusqu'à ce que la Ville envisage de faire démolir sa demeure, construite sans permis il y a 27 ans dans une zone non résidentielle.

«Ça me ferait bien de la peine de partir», dit la dame en couvant du regard sa petite maison de la rue Du Sentier, à l'extrême ouest du territoire de Lac-Saint-Charles.

En 1976, Lise Gravel et sa famille ont construit un chalet en bois sur ce terrain situé dans un secteur reculé et zoné industriel, selon le plan de zonage de l'époque.

Propriétaire de quatre terrains qui totalisent environ 16 000 pi², M^{me} Gravel n'a jamais demandé de permis pour bâtir le camp d'été, mais elle dit avoir toujours payé ses taxes pour le terrain à la Ville de Lac-Saint-Charles, une somme d'environ 300 \$ par année.

Ce n'est qu'il y a trois ans que la dame a décidé de faire rénover le chalet et de l'habiter à l'année.

Elle a ensuite contacté la Ville pour obtenir une adresse civique. Ce n'est qu'à ce moment que la municipalité l'a découverte. «C'est vraiment très exceptionnel, dit l'ancien maire de Lac-Saint-Charles, Jean-Claude Bolduc. Elle nous a glissé entre les mains.»

Les inspecteurs ne savaient pas, poursuit M. Bolduc, qu'il y avait une construction sur le terrain. «Mais une fois que je l'ai su, l'hiver dernier, je ne pouvais pas me permettre de tolérer», dit le conseiller municipal, très désolé pour la dame.

Voir **PERMIS** en A 2 >

Montréal récolte la part du lion

Québec n'obtient que 7% des places en garderies privées

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ Dans la course pour obtenir des places à contribution réduite, la région métropolitaine de Montréal a décroché la part du lion, avec 78% des 3245 places accordées aux garderies privées, alors que la grande région de Québec en obtient à peine 7%.

C'est ce qui ressort de la répartition selon les régions dont a pu prendre connaissance LE SOLEIL. Depuis le mois dernier, alors que le gouvernement franchissait le cap des 3000 places promises en garderies privées, force est de constater que les libéraux ont dépassé leur cible.

Outre Montréal qui hérite de 1577 nouvelles places, 757 ont été attribuées en Montérégie, 208 à Laval, 189 dans Lanaudière et 101 dans les Laurentides. Les 244 places restantes sont égrenées dans le reste de la province, à raison de 43 au Saguenay-Lac-Saint-Jean, 20 en Mauricie, 26 en Estrie, 46 en Outaouais, 14 en Abitibi-Témiscamingue, 61 dans Chaudière-Appalaches et 34 dans le Centre-du-Québec.

Hélène Potvin, présidente de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE), s'inquiète de voir une si grande concentration dans la région métropolitaine de Montréal. «Ça démontre ce qu'on a toujours dit. C'est qu'en allant vers le privé, on perd en disparité et en équité au niveau des régions. Si le gouvernement continue sur cette lancée-là, on va avoir un sérieux problème.»

Trois régions, où on ne retrouvait déjà aucune place à 5 \$ en garderies privées, n'en ont pas obtenu davantage, puisque l'attribution de ces nouvelles places devait être le fruit de projets d'agrandissement d'installations existantes. Il s'agit du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. La Gaspésie, de son côté, qui compte 20 places au privé, n'en a pas obtenu davantage.

À la lumière de ces données, il resterait ainsi un peu moins de 12 000 places à autoriser à la grandeur du Québec pour atteindre l'objectif de 200 000 fixé par le gouvernement précédent. Quant à savoir si elles iront aux garderies privées ou aux centres de la petite enfance (CPE), le

Voir **MONTRÉAL** en A 2 >

QUÉBEC VIEILLIT...



AUJOURD'HUI

Le contesté palmarès

La région s'améliore. Les établissements privés demeurent encore les grands gagnants dans la région à l'intérieur du palmarès des écoles secondaires. **Page A3**

Impitoyable envers l'enfance

Dans toutes les cultures. Les mauvais traitements envers les enfants n'ont diminué qu'à mesure que nos conditions de vie se sont améliorées, affirme le D^r Jean Labbé, pédiatre au CHUL. **Page A6**

Le Chrétien de Vastel

«Chrétien, un Canadien pure laine». Le livre sur Jean Chrétien, qui vient de publier Michel Vastel, est un essai biographique basé sur 26 ans de «fréquentation» journalistique avec et autour de son sujet. **Page A12**

Changements à la retraite

Régie des rentes. L'impact des modifications variera selon l'âge de la retraite et le nombre d'années de cotisation. **Page B1**

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Habitat	E 1
Agenda	C 13	Le monde	A 17
Agenda cinéma	G 7	Petites annonces	E 17
Arts et vie	C 1	Plaisirs	H 1
Capitale et régions	A 10	Québec et Canada	A 12
Carrières	I 1	Sports	S 1
Cinéma	G 1	Statistiques	S 11
Décès	B 12	Télévision	C 5
Divertissements	H 5	Voyages	F 1
Économie	B 1	Zoom	D 1
Editorial	D 6		

LA MÉTÉO

Maximum 11, minimum -6
Passages nuageux. Venteux. Demain, passages nuageux. Lundi, ciel variable. Mardi, plutôt nuageux avec averses de pluie. Détails **page S16**.

Précipitations (avant hier)
Ce mois-ci: 119,7 mm Lan dernier: 82,7 mm
Cet été: 651,0 mm L'été dernier: 434,9 mm

QUÉBEC,
107^e ANNÉE, N° 301
FLORIDE, 2,60 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 2 \$
PLUS TAXES



1,73 \$ PLUS TAXES 6 27657 00076 6

TERRAINS CONTAMINÉS

Il sera maintenant difficile de contourner le ministère de l'Environnement

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
ALChampagne@lesoleil.com

■ La décision de la Cour suprême relative aux anciens terrains de l'Impériale (Esso), à Lévis, découragera les compagnies délinquantes de recourir aux tribunaux pour contourner leurs obligations environnementales.

«C'est une décision importante pour nous, parce qu'elle assoit notre autorité sur ces questions-là», a commenté le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair. La Cour suprême a confirmé unaniment le droit du ministère de s'impliquer et de tenter de régler le problème.

Cette décision est un pensez-y bien pour les industriels. À titre d'exemple, il y a au moins 680 terrains contaminés au Québec qui appartiennent ou

qui ont appartenu aux pétrolières. Ce chiffre a été compilé pour LE SOLEIL par François Meloche, à partir des données du ministère de l'Environnement. M. Meloche est analyste environnemental pour le Groupe investissement responsable, une division de Demers Conseil.

Son relevé dénombre 186 terrains sous la bannière Shell, 176 pour

Voir **CONTOURNER** en A 2 >

Mascarade de l'Halloween



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Le 31 octobre, dans une sombre et ténébreuse nuit, la rue Racine à Loretteville se transforme. Hier, elle accueillait sur son dos mille et une créatures prêtes pour la Mascarade de l'Halloween. La tortue Akim, quatre ans, participait à la fête sur les épaules de son papa, Bernard, tout comme la petite girafe Kyana, trois ans, bien installée sur son père, Mario. Les détails en **page A10**.

DEMAIN DANS LE SOLEIL

Les coureurs de risque



Journaliste réputé et auteur de livres remarquables, Georges-Hébert Germain a mis son incomparable talent au service des coureurs des bois en signant un ouvrage qui leur est consacré, *Les Coureurs des bois*. Un livre splendide qui porte un sous-titre provocateur: *La Saga des Indiens blancs*.
Dans le cahier Arts et vie

Lacroix et les succès de l'Avalanche



Notre journaliste Kevin Johnston a profité de son séjour à Denver pour s'entretenir avec Pierre Lacroix, le directeur général de l'Avalanche du Colorado. Une entrevue qui vous fera mieux comprendre les raisons des succès de cette équipe.

Dans le cahier Sports

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344	LE SOLEIL
	1-866-686-3344	LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec), G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randin, bureau 4, à Québec (Québec), G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.
Carrières et professions	686-3270	Envoi de publication - Numéro de convention 0470196. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730
Petites annonces	844-4444	
Promotion	686-3342	
Publicité détaillants	686-3435	
Publicité générale	686-3270	
Rédaction	686-3394	
Renseignements	686-3233	

LES SUITES

CONCOURS D'ÉCRITURE ET DE DESSIN

144 fois OUI pour « Un souvenir heureux »

Voici une très bonne nouvelle: 144 enseignants (es) se portent volontaires pour être les responsables des concours d'écriture et de dessin 2003-2004 du SOLEIL dans les écoles secondaires publiques et privées des régions de Québec, de Chaudière-Appalaches, de l'Est du Québec et de Charlevoix-Côte-Nord. Cette bonne nouvelle est le premier signe d'un franc succès.

À la fin de la période d'inscription, 69 écoles ont confirmé leur participation au concours de dessin ouvert aux élèves de première et de deuxième secondaire alors que 75 écoles sont engagées dans les concours d'écriture; ces activités se tiennent sous le thème Un souvenir heureux.

Cette participation annoncée place la neuvième saison parmi les plus populaires depuis la création de cette activité, en 1995. La direction du SOLEIL remercie d'ailleurs les enseignants (es) pour leur indéfectible appui à ce projet.

C'est donc maintenant au tour de ces 144 enseignants (es) de propager la bonne nouvelle à leurs collègues et aux élèves. Les modalités des concours sont déjà entre leurs mains ainsi que des affiches couleur que les élèves des écoles inscrites pourront voir dans leur environnement.

À la remise des prix en mai 2004, LE SOLEIL distribuera 3000 \$ en argent aux finalistes et aux grands gagnants, sans oublier la participation fidèle de Larousse, un partenaire de longue date. Et le projet d'une exposition de dessins fait son chemin...

Ces finalistes et ces gagnants seront choisis par des jurys que préside la romancière Chrystine Brouillet et le caricaturiste André-Philippe Côté. M^{me} Brouillet travaillera en compagnie de l'animatrice et comédienne Tania Kontoyanni et de l'animateur et humoriste François-Étienne Paré; pour sa part, M. Côté sera assisté de l'artiste peintre Céline White et de Michel Boucher,

étudiant en arts visuels à l'Université Laval. L'autre, comédienne et animatrice Francine Ruel est la marraine de cette activité depuis son lancement.

PROCHAINES ÉTAPES

Les élèves intéressés à illustrer un souvenir heureux sont conviés à se mettre tout de suite au travail. Notre journal publiera très bientôt les premiers dessins acheminés par les responsables du concours.

Pour l'écriture, c'est le temps d'en discuter en classe, de débattre du thème, de trouver les plus beaux souvenirs, puis de rédiger des textes de style libre, de 500 mots ou moins. Dans chacune des écoles, les responsables peuvent tenir un concours pour déterminer quel texte sera proclamé le champion et que notre journal soumettra à la lecture des juges. Chacune des écoles doit acheminer son texte champion pour le 1^{er} avril 2004.

Si ces concours suscitent beaucoup d'intérêt et donnent lieu à d'autres activités dans votre école, n'hésitez surtout pas à nous les communiquer. Nous les partagerons avec nos lecteurs.

Les juges comme nous au journal avons très hâte de voir les dessins et de lire les textes.

Pour plus d'information, communiquez avec LE SOLEIL en demandant M^{me} Marcelle Bérubé au 686-3394 ou, sans frais, au 1 866 686-3394, ou par courriel à concours@lesoleil.com.

Gilles Ouellet
Coordonnateur de ces concours
concours@lesoleil.com



Chrystine Brouillet



André-Philippe Côté

MONTREAL

Suite de la Une

ministère a arrêté sa décision. Le scénario privilégié, présentement à l'étude au sein de comités ministériels, devrait être rendu public d'ici quelques semaines, assure-t-on au bureau de Carole Thérberge, ministre déléguée à la Famille.

M^{me} Potvin attend avec impatience de connaître les intentions du gouvernement, dont elle ignore « l'orientation et la date à laquelle ça va tomber ». Elle constate avec étonnement le dépassement des 3000 places promises. « D'où viennent les 245 places de plus? Est-ce que ce sont des places qui ne se concrétiseront pas dans les CPE? S'ils prennent ça sur les 12 200 places qui restent, qu'est-ce qu'on doit en comprendre? », s'interroge-t-elle, craignant que Québec favorise le privé au réseau public des CPE.

TROIS SCÉNARIOS

À la fin août, M^{me} Thérberge et son collègue Claude Béchar, ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, ont invité différents groupes à venir se prononcer sur trois scénarios de développement, soit de confier les quelque 12 000 places restantes exclusivement en milieu familial, uniquement en garderies ou par un développement partagé entre garderies et haltes-garderies.

Deux mois après avoir tenu des consultations

publiques sur l'avenir des services de garde, impossible de savoir lequel des trois scénarios du ministère a été retenu, ni si des modifications ont été apportées en cours de route. Même chose pour les trois scénarios sur le financement, qui préconisaient tous l'abandon du 5\$.

RÉPARTITION RÉGIONALE DES PLACES AUTORISÉES

Bas-Saint-Laurent	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	43
Capitale nationale	169
Mauricie	20
Estrie	26
Montréal	1577
Outaouais	46
Abitibi-Témiscamingue	14
Côte-Nord	0
Nord-du-Québec	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0
Chaudière-Appalaches	61
Laval	208
Lanaudière	189
Laurentides	101
Montérégie	757
Centre-du-Québec	34

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

CONTOURNER

Suite de la Une

Impériale, 134 pour Ultramar et, enfin, 119 pour Pétro Canada. Quelques vérifications supplémentaires ont ajouté 64 terrains au bas mot pour Irving. Bref, les cas sont légion. « J'en ai retrouvé facilement un à côté de chez nous », dit M. Meloche.

À Québec, les exemples ne manquent pas. Les terrains de l'ancien dépôt pétrolier Irving près du chemin du Foulon et de la côte Gignac. Nombre de stations-service. Sans compter les alentours de la raffinerie Ultramar. Les propriétaires de ces terrains ne sont pas tous des hors-la-loi, mais le jugement aura la vertu de décourager ceux qui auraient le goût d'essayer de contourner les règles environnementales.

« Je ne veux pas empêcher les gens de recourir aux tribunaux, dit encore le ministre Mulcair, mais ça va enlever l'idée qu'on peut contourner le ministère. »

Thomas Mulcair estime aussi que d'autres dossiers débloquent à la suite de cette décision, et pas seulement avec l'industrie pétrolière. Il affirme que le ministère est en négociation avec plusieurs industries en ce moment, mais ne veut pas citer d'exemples.

Rappelons que le jugement de la Cour suprême oblige la compagnie pétrolière Impériale à mener une étude de caractérisation, puis à décontaminer les lieux de façon appropriée.

Les compagnies concurrentes disent cependant

que ce jugement ne leur apporte pas de « pression » supplémentaire.

Chez Pétro-Canada, M. Andrew Pelletier affirme qu'il y a déjà un programme de décontamination qui permet à la compagnie de rencontrer les exigences du ministère. Supposons que nous devions fermer une station-service, illustre-t-il. Le terrain est caractérisé par la compagnie, les résultats transmis au ministère qui édicte alors les exigences de décontamination en vertu de l'usage prévu du terrain. « Nous voulons être transparent », affirme-t-il.

Même son de cloche de Sonia Larin, chez Shell. « Ça fait partie de nos actions dans le cadre du développement durable. »

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Pour sa part, François Meloche croit que l'Impériale pourrait faire face à d'autres dossiers du même ordre. Un de ces dossiers est ouvert à Lake Bridge, en Alberta, où le gouvernement provincial ordonne la décontamination d'un site.

Pour l'analyste financier et environnemental, les compagnies auront besoin de consacrer de plus en plus d'argent dans leurs programmes de décontamination. L'Impériale, encore elle, a déjà investi plus de 50 millions \$ pour la réhabilitation de son ancienne raffinerie de Montréal-Est.

M. Meloche voit aussi l'occasion de séparer le bon grain de l'ivraie: « Quand les compagnies dépensent leur argent en poursuites devant les tribunaux plutôt qu'en décontamination, il y a un problème. »

PERMIS

Suite de la Une

Résultat, le service juridique de la Ville a étudié le dossier de M^{me} Gravel et a conclu que la maison avait été bâtie illégalement sur un terrain qui n'a jamais permis la construction résidentielle. De zone industrielle qu'il était, il est maintenant classé zone agro-forestière.

Le conseil d'arrondissement de la Haute-Saint-Charles et le comité exécutif de la Ville vont maintenant demander à la Cour supérieure un ordre de démolition de la maison.

Lise Gravel admet volontiers qu'elle est dans l'illégalité. « Mais il y en a plein d'autres autour qui se sont fait construire sans permis et qui ont obtenu un permis ensuite », constate-t-elle.

Lorsqu'elle a contacté le bureau d'arrondissement, Lise Gravel s'est fait dire « de traverser le pont lorsqu'elle serait rendue à la rivière ». Elle espérait pouvoir prendre un arrangement avec la Ville et payer ses taxes ou une amende pour être en règle.

Depuis, plus de nouvelles. C'est LE SOLEIL qui lui a appris que la Ville demandait la démolition.

L'ancienne travailleuse de Couvoir Québec, une entreprise d'élevage de dindonneaux, est devenue invalide au travail il y a quelques années après un cancer du poumon.

Célibataire et sans enfant, la dame a bien essayé de vivre en appartement, mais elle préfère de beaucoup résider près de ses frères et sœur à Lac-Saint-Charles, dans un coin rempli d'arbres... même si son voisin est un ferrailleur!

« Ça me fait une place pour rester jusqu'à ce que j'aille à l'hospice, comme on dit! lance-t-elle. J'ai mis beaucoup d'efforts pour que ça soit potable et viable. »

Lise Gravel n'utilise pas les services de la Ville, non accessibles pour plusieurs résidents de ce secteur. Elle a fait aménager un puits, une fosse sceptique et un champ d'épuration.

Les deux gros chiens Jeep et Kanuk ont leur enclos, à côté de la petite roulotte pour le cam-

ping d'été et de la vieille souffleuse, dont la dame se sert pour déneiger elle-même son chemin.

À l'intérieur, la cuisine peinte en jaune est propre et coquette, avec ses rideaux à carreaux rouge et blanc. Sur les étagères, plein de cadres avec les photos des neveux et des nièces et, dans un coin, des instruments de musique. « Avec des amis, on joue des fois le samedi soir », raconte la guitariste.

La Ville affirme qu'elle n'avait pas d'autre avenue que de demander la démolition de la maison. « On ne peut pas laisser les gens s'installer n'importe où sans permis, dit Jean Savard, directeur de l'arrondissement de la Haute-Saint-Charles. La maison ne nuit pas, mais elle ne respecte pas le zonage », résume le fonctionnaire, qui n'a jamais vu une situation pareille en 27 ans de carrière.



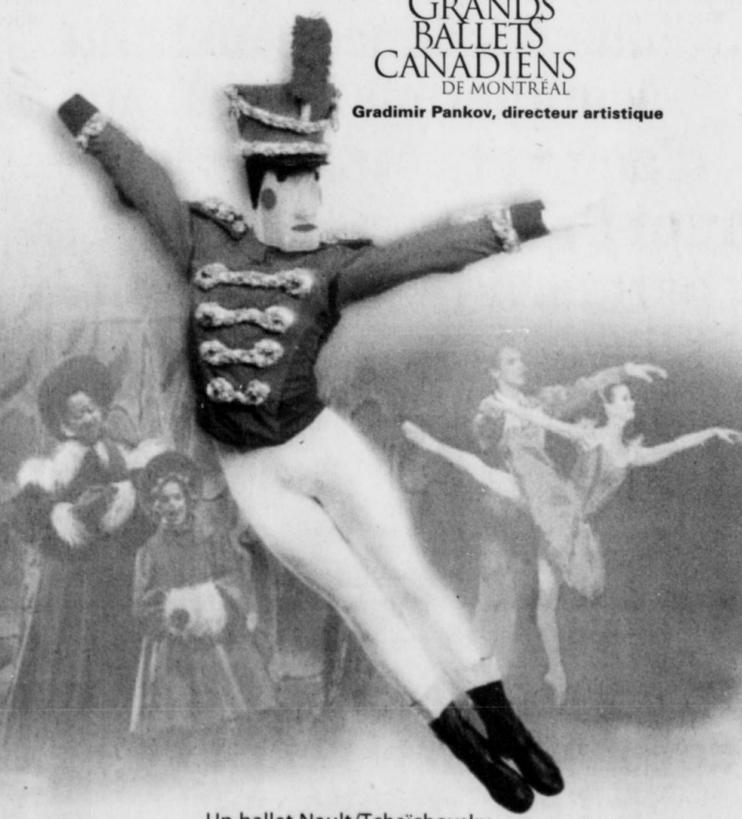
LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER
La cuisine peinte en jaune est propre et coquette.

La Maison Simons présente

CASSE NOISETTE

LES GRANDS BALLETS CANADIENS DE MONTREAL

Gradimir Pankov, directeur artistique



Un ballet Nault/Tchaïkovsky

Grand Théâtre de Québec
5 décembre, 19 h 30
6 et 7 décembre, à 14 h et 19 h 30

simons

Naviguez et achetez vos billets www.grandtheatre.qc.ca

Billetterie 643-8131 1 877 643-8131

Radio-Canada

LE SOLEIL

Billetech

OSO
Orchestre symphonique de Québec

Grand Théâtre de Québec
Québec

ACTUALITÉS

PALMARÈS DES ÉCOLES SECONDAIRES

Québec améliore sa performance

Les établissements privés demeurent encore les grands gagnants dans la région

MARIANNE WHITE
MWhite@lesoleil.com

■ Vous vous demandez si l'école de fiston est performante ou à quel établissement envoyer votre fillette? Le magazine *L'actualité* publie cette année encore son controversé palmarès des écoles secondaires et les établissements privés prennent la tête une fois de plus. Plusieurs écoles publiques ont toutefois gravi des échelons. Petit tour d'horizon.

La région de Québec a affiché une performance légèrement meilleure que l'an dernier, sa première école se classant au 22^e rang des 455 institutions compilées.

Le collège Jésus-Marie, à Sillery, conserve la position de tête pour une quatrième année consécutive. La directrice adjointe, Doris Dion, ne veut pas pavoiser, mais elle estime que ce classement vient confirmer la qualité de l'enseignement offert. « On travaille dans le sens de l'encadrement et de la qualité du milieu de vie, comme on le fait depuis des années », a-t-elle indiqué hier.

Le collège est accessible aux jeunes filles seulement et M^{me} Dion ne cache pas que cela influe certainement sur le classement.

MONTÉE EN FLÈCHE

L'école secondaire de Saint-Marc, à Saint-Marc-des-Carières, continue sur sa lancée et a fait un bond prodigieux cette année en passant du 142^e au 73^e rang. Elle détrône ainsi l'école secondaire de Roberval, qui avait la pole position des établissements publics l'an dernier.

La directrice, Martine Talbot, se réjouit de voir son école progresser ainsi. Les enseignants ont fait beaucoup de travail pour garder les jeunes en classe vers la fin de l'année, insiste-t-elle. « Grâce à des contrôles, des concours et des récompenses, on a réussi à contrer l'absentéisme. C'est un gros point », a-t-elle expliqué hier. Son école offre également une très

grande diversité d'options, malgré un plus petit nombre d'élèves.

D'autres écoles publiques ont aussi connu des remontées intéressantes, comme l'école secondaire de Donnacona, l'école secondaire Roger-Comtois de Loretteville et l'école secondaire La Camaradière.

Les deux dernières figurent d'ailleurs dans un nouveau minipalmarès que les auteurs de l'étude ont fait cette année et qui souligne les établissements qui ont connu la plus nette progression depuis cinq ans.

« Cela met en valeur les écoles qui se sont améliorées afin qu'elles parta-

gent leurs trucs avec les autres », a expliqué Richard Marceau, professeur à l'École d'administration publique (ENAP) et chercheur associé à l'Institut économique de Montréal.

Les chercheurs sont aussi revenus cette année avec la valeur ajoutée qui vient souligner la part de l'établissement dans les résultats obtenus par les élèves.

Le collège Jésus-Marie conserve la position de tête pour une quatrième année consécutive

Du côté des écoles privées, le collège Saint-Charles-Garnier, le Séminaire Saint-François, le Petit Séminaire de Québec et l'Externat Saint-Jean-Eudes ont amélioré leur performance, tandis que le Mont-Saint-Sacrement et le Séminaire des Pères Maristes ont chuté.

Un bulletin contesté mais utile

■ Syndicats, commissions scolaires, écoles publiques, écoles privées, chaque année, les voix sont nombreuses pour dénoncer le palmarès. Et cette livraison ne fait pas exception.

Alors que certains affirment que l'étude réalisée par l'Institut économique de Montréal et l'Institut Fraser manque de crédibilité, le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, a affirmé qu'il s'agissait d'un portrait incomplet.

« *L'actualité* base son analyse sur quelques données et compare des écoles qui ne vivent pas les mêmes réalités », a-t-il dit, ajoutant que des écoles étaient dévalorisées.

Les auteurs de l'étude répliquent eux, que les parents apprécient grandement cet outil permettant de faire des choix éclairés.

« Ça incommode le système de voir

des parents qui ont de l'information pour prendre des décisions et qui posent des questions aux gestionnaires », a-t-il dit.

Un sondage CROP publié dans *L'actualité* montre justement que 74 % des gens sont favorables à la publication d'un bulletin sur le rendement des écoles secondaires du Québec. Chez les 18-34 ans, ils sont 80 % à donner leur accord.

Pour plus de détails, vous pouvez consulter les sites Internet de *L'actualité* (www.lactualite.com) et de l'Institut économique de Montréal (www.iedm.org). M.W.

LE PALMARÈS DES ÉCOLES DE LA RÉGION DE QUÉBEC

Rang 2002/1998-2002	Nom de l'établissement	Ville	Secteur
22/15	Collège Jésus-Marie	Sillery	Privé
28/37	Collège Saint-Charles-Garnier	Québec	Privé
51/41	Séminaire Saint-François	Saint-Augustin	Privé
56/26	École Marcelle-Mallet	Lévis	Privé
56/41	Petit Séminaire de Québec	Québec	Privé
60/57	Collège de Lévis	Lévis	Privé
60/90	Externat Saint-Jean-Eudes	Charlesbourg	Privé
66/107	École secondaire François-Bourrin	Beauport	Privé
70/61	Juvénat Notre-Dame du Saint-Laurent	Saint-Romuald	Privé
73/37	École Jésus-Marie de Beauceville	Beauceville	Privé
73/118	École secondaire St-Marc	St-Marc-des-Carr.	Public
85/112	Séminaire des Pères Maristes	Sillery	Privé
88/41	École secondaire Mont St-Sacrement	Valcartier	Privé
88/83	Collège de Champigny	L'Anc.-Lorette	Privé
97/78	École secondaire de Robebelle	Ste-Foy	Public
103/61	Académie St-Louis	Québec	Privé
107/97	École du Mont-Ste-Anne	Beauport	Public
107/205	École secondaire St-Patrick	Québec	Public
110/112	École secondaire Donnacona	Donnacona	Public
116/118	Polyvalente des Abénaquis	Saint-Prosper	Public
121/150	Polyvalente de Saint-Damien	Saint-Damien	Public
125/121	École secondaire Albert-Carrier	Thetford Mines	Public
142/121	Polyvalente de Charlesbourg	Charlesbourg	Public
146/112	Polyvalente Veilleux	St-Joseph de Bce	Public
146/190	École secondaire La Camaradière	Québec	Public
146/190	Polyvalente L'Ancienne-Lorette	L'Anc.-Lorette	Public
146/190	Polyvalente Benoît Vachon	Sainte-Marie	Public
146/229	Polyvalente Bélanger	Saint-Martin	Public
166/129	École St-Pierre et des Sentiers	Charlesbourg	Public
180/254	École secondaire Roger-Comtois	Loretteville	Public
180/272	École secondaire de Saint-Paul	St-Paul de Montminy	Public
180/272	Polyvalente des Appalaches	Sainte-Justine	Public
193/177	École secondaire les Etchemins	Charny	Public
193/244	Polyvalente de Black Lake	Black Lake	Public
202/190	École secondaire de Neufchâtel	Québec	Public
202/nd	École Le Sommet	Charlesbourg	Public
202/455	Polyvalente de Saint-Georges	Saint-Georges	Public
202/455	École Pointe-Lévy	Lévis	Public
202/455	École secondaire Beauvillage	Saint-Agapit	Public
232/129	École Cardinal-Roy	Québec	Public
232/254	Centre éducatif St-Aubin	Baie-St-Paul	Public
249/157	École secondaire de la Seigneurie	Beauport	Public
280/294	Polyvalente de Disraéli	Disraéli	Public
297/129	École secondaire Louis-Jobin	Saint-Raymond	Public
297/205	École secondaire de la Courville	Beauport	Public
297/229	École secondaire du Plateau	La Malbaie	Public
297/229	École Joseph-François-Perrault	Québec	Public
309/294	École Jean-de-Brébeuf	Québec	Public
325/229	École sec. Compagnons-de-Cartier	Ste-Foy	Public
325/283	École secondaire de Saint-Charles	Saint-Charles	Public
336/254	École sec. Samuel-de-Champlain	Beauport	Public
336/455	Polyvalente Saint-François	Beauceville	Public
351/221	École secondaire Bon-Pasteur	L'Islet-sur-mer	Public
358/221	École secondaire Pamphile-Lemay	Sainte-Croix	Public
378/294	École secondaire Q.H.S.	Québec	Public
383/229	École sec. Louis-Jacques-Casault	Montmagny	Public
408/294	École Dollard-des-Ormeaux	Shannon	Public
416/389	École secondaire Vanier	Vanier	Public
449/421	École Boudreau	Vanier	Public

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

Moral d'acier et rapidité ont permis de sauver le bras de Louis Côté

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — Louis Côté, 18 ans, sait qu'il a pu compter sur une armée d'hommes et de femmes pour lui venir en aide le soir du 16 octobre, lorsqu'il a été victime d'un accident qui lui a sectionné un bras pendant son quart de travail à la scierie Bardeaux Lajoie, de Saint-Euzèbe, au Témiscouata. Grâce à son moral d'acier, jumelé à la rapidité d'intervention, il peut encore aujourd'hui compter les cinq doigts de sa main droite. Une histoire hors du commun.

Selon le D^r Sylvain Blanchet, responsable de l'urgence au Centre hospitalier de Notre-Dame-du-Lac, où la victime est arrivée peu après 19 h le jeudi 16 octobre, il ne doit s'écouler qu'un maximum de six heures entre l'ampputation d'un membre et le retour du flux sanguin dans celui-ci. « Nous avons décidé de tenter la greffe, vu l'âge du patient et la coupure, qui était franche. Nous avons agi vite, mais il y a eu plusieurs délais », dit-il.

Pendant qu'un médecin refermait les vaisseaux sanguins du bras amputé



Louis Côté a eu le bras tranché, le 16 octobre, lorsqu'il travaillait dans une scierie du Témiscouata. La greffe effectuée à l'Hôpital général de Montréal devrait lui permettre de retrouver l'usage de son bras.

pour arrêter le saignement, un autre s'affairait au téléphone pour trouver un hôpital susceptible d'accueillir le patient. Il a fallu une heure et demie pour en trouver un qui accepte de recevoir ce cas, qui nécessitait une intervention chirurgicale de 11 heures.

« Lorsque l'Hôpital général de Montréal nous a donné le feu vert, je suis monté dans l'ambulance avec une équipe et nous avons pris le chemin de l'aéroport de Rivière-du-Loup », poursuit M. Blanchet.

Heureux hasard, l'avion-ambulance



Roger et Rachel Côté ne tarissent pas d'éloges envers tous ceux, collègues et personnel hospitalier, qui se sont occupés de leur fils.

se trouvait sur la Côte-Nord, face à Rivière-du-Loup. Il n'a eu qu'à bifurquer pour prendre le chemin de la rive sud. Ambulance et avion sont arrivés au même moment à l'aéroport, à minuit, cinq heures après l'accident et, à peine une heure avant le délai fatal, Louis Côté était sur la table d'opération, où plusieurs spécialistes ont réussi à remettre son bras en place.

PARENTS SOULAGÉS

Le cœur de Rachel Côté a fait un tour lorsque son époux, Roger, l'a jointe pour lui dire qu'il était arrivé quelque chose à leur fils, Louis. « J'étais très stressée. J'ai trouvé le trajet jusqu'à la maison très long », dit-elle.

« Je n'ai pu voir mon fils que beaucoup plus tard, il était déjà endormi. Le temps passe tellement lentement. Durant les 11 heures où il a été opéré, nous étions sans nouvelles. C'était inquiétant. » Ce n'est que le lendemain après-midi qu'elle a entendu la voix de Louis. « Il était tellement content d'avoir encore sa main », dit-elle, en louangeant les progrès de la médecine.

Denis Lajoie, propriétaire de la scierie où l'accident est survenu, est heureux d'avoir toujours donné de l'importance à la sécurité, même si cet accident était le premier à survenir en 30 ans. « Lorsque je suis arrivé à l'usine, l'ambulance avait été appelée, Louis était conscient et un de mes employés lui

prodiguait déjà les premiers soins. Je me suis rendu chez ma mère, qui habite à côté, pour chercher une glacière afin de récupérer son bras, qui était dans un convoyeur à rebus, 75 pieds plus loin. Nous l'avons trouvé en 10 secondes. Je savais que c'était bon signe.

« Personne ne s'est énervé. Tous ont bien réagi et je les félicite », affirme M. Lajoie, ajoutant que la partie la plus difficile fut l'arrivée des policiers. « Lorsqu'ils ont dit de ne pas bouger et de ne toucher à rien, nous avons cru qu'ils pensaient que l'un de nous était responsable. Finalement, je réalise qu'ils ont bien fait leur travail, mais ce fut plus difficile que l'accident en tant que tel. »

Aujourd'hui, tous sont très fiers des résultats. Rachel Côté ne tarit pas d'éloges envers ceux qui sont intervenus. « Je suis très confiant. Louis a un moral terrible. Ils ont dit qu'il ne pourrait se servir de sa main avant deux ans? Je gage qu'il pourra dans un an », conclut Denis Lajoie, qui compte aller voir son jeune employé à Montréal bientôt.

Quant au D^r Blanchet, bien qu'il soit aussi fier du travail de l'équipe de l'hôpital de Notre-Dame-du-Lac, il souhaite que Québec mette en place un service centralisé, une sorte de 9-1-1, réservé aux réimplantations. « Cela éviterait les délais et serait moins compliqué que de téléphoner à droite et à gauche pour tenter de trouver quelqu'un. »

INCORPORATION DES GROUPES
PROFESSIONNELS

Le cas des médecins chatouille le PQ

Québec nie que son projet permettra
aux toubibs de payer moins d'impôt

ALEXANDRA PERRON
APerron@lesoleil.com

Des médecins qui se regroupent en compagnies. Des médecins qui vendent des actions. Et surtout, des médecins qui économisent de l'impôt. Ce projet chatouille Louise Harel, critique en matière de santé, qui craint les pertes fiscales. À bas les préjugés, lance pour sa part Gérard Caron, pdg de l'Ordre des comptables agréés du Québec, premier groupe de professionnels à avoir adopté le règlement d'incorporation.

Ce n'est pas pour ça (tirer profit sur le plan fiscal) qu'on a fait ça, martelle-t-elle hier. Les avantages à la loi 169, adoptée en juin 2001 et autorisant les membres des 45 ordres professionnels du Québec à se regrouper en société, sont d'un tout autre ordre selon lui. « Ça permet d'avoir une structure plus moderne, d'être plus multidisciplinaire, d'ouvrir la porte à du financement qui permet de faire des choses qu'on n'aurait pas pu faire autrement et ça limite la responsabilité » par rapport aux erreurs des confrères.

Comme pour les comptables, les médecins devront détenir au moins 51 % de leur compagnie.

M^{me} Harel conseillait de son côté de questionner le ministère des Finances sur l'existence d'évaluations des pertes fiscales que pourrait encourir le gouvernement. Elle réagit ainsi à la réponse du ministre du Revenu, Lawrence Bergman, qui a indiqué jeudi ne pas pouvoir fournir de chiffres à ce sujet, « comme le règlement n'était pas encore adopté ».

« Jamais le ministère des Finances ne peut laisser passer un dossier comme celui-là, qui est majeur. On

parle de rémunération de 3 milliards \$ par année aux docteurs », a-t-elle soulevé hier.

Joint en fin de journée, Luc Monty, sous-ministre adjoint aux politiques fiscales, a informé « qu'il nous reviendrait » plus tard sur la question des évaluations disponibles. Par ailleurs, il a précisé que l'incorporation des professionnels « n'a pas pour but de sauver de l'impôt ».

Gérard Caron indique toutefois qu'avant que la loi 169 ne soit adoptée, un dossier a été monté et des études ont été faites pour le ministère des Finances. « Tous les experts ont conclu qu'il n'y avait pas d'impact significatif et mesurable qui puisse affecter les revenus fiscaux du gouvernement. »

DIVIDENDES IMPOSABLES

Une autre question tourmentait M^{me} Harel au bout du fil. « Ces entreprises (de médecins), auront-elles droit de profiter du congé fiscal de cinq ans décrété pour les nouvelles compagnies ? »

La réponse est venue du ministère du Revenu. « Seuls les médecins qui débutent leur pratique en se consti-



« On parle de rémunération de 3 milliards \$ par année aux docteurs », s'inquiète Louise Harel, critique péquiste en matière de santé.

tuant une société » pourront en profiter, a fait savoir Manon Tremblay, conseillère en communication au ministère.

Par ailleurs, elle a tenu à préciser que le salaire d'un médecin reçu par la société est imposable. De plus, les dividendes versés par la société aux actionnaires, en l'occurrence les médecins, sont aussi imposables.

« La société a droit à certains avantages, mais a aussi des obligations. Par exemple, elle aura à faire des contributions d'employeur sur sa masse salariale et elle devra payer une taxe sur son capital versé », a ajouté M^{me} Tremblay.

Elle précise aussi que les médecins n'ont pas à percevoir de taxes pour les services de santé, mais qu'ils « doivent payer la TPS et la TVQ sur leurs achats taxables, comme les équipements ou la location de locaux ».

En s'incorporant, les médecins verront augmenter leurs frais de comptable, d'avocat, de fiscaliste, reconnaît M. Caron. « Ça peut être un désavantage. Chacun devra poser un jugement selon ses besoins et le mode de fonctionnement qui lui est propre. » Mais la loi existe et, selon lui, il peut être avantageux de faire le saut pour ceux qui offrent des services directement au public, de façon assez autonome.

Un ado sur trois dit souffrir d'un problème de santé chronique

TORONTO (PC) — Près d'un adolescent sur trois souffre d'un problème chronique qui l'empêche de se déclarer en santé, révèle une étude de Statistique Canada publiée hier.

Ces résultats ont été obtenus après un sondage effectué auprès de 12 700 Canadiens âgés de 12 à 17 ans. Ils démontrent que 29 % des jeunes déclarent souffrir d'une affection chronique, dans la plupart des cas d'asthme, de bronchite, de maux de dos ou de migraine. Ce constat s'élève à 36 % dans le cas des filles âgées de 15 à 17 ans.

Les données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2000-01 traduisent uniquement la propre perception des adolescents sur leur état de santé et n'ont pas été vérifiées par des spécialistes de la santé.

La santé mentale est apparue comme l'aspect sur lequel les garçons se distinguent le plus des filles. Dans la catégorie des 15 à 17 ans, 2,0 % d'entre eux ont notamment affirmé avoir souffert de dépression dans l'année précédente, contre 11 % des filles.

Les résultats de l'étude permettent d'ailleurs de conclure que la dépression réduit de façon significative la possibilité que les adolescents se déclarent en excellente ou en très bonne santé.

SÉDENTARITÉ

D'autre part, les habitudes de vie sédentaires se sont reflétées dans les perceptions exprimées par les jeunes, avec 17 % des garçons et 26 % des filles de 12 à 14 ans qui ne font pas d'exercice durant leurs loisirs. Ces chiffres sont plus élevés du côté des 15 à 17 ans, soit 21 % des garçons et 36 % des filles qui se disent sédentaires.

Toujours chez les plus vieux, 14 % des adolescents — dont un nombre légèrement plus élevé de filles — ont admis fumer quotidiennement.

Selon le D^r Brian McCrindle, qui dirige une clinique de cholestérol pour enfants dans un hôpital de Toronto, l'adolescence est précisément l'âge où la santé doit être prise au sérieux. « La santé des enfants se détermine considérablement par leur mode de vie », dit-il.

Alors que les résultats publiés par Statistique Canada indiquent que seulement 4,0 % des enfants peuvent être considérés obèses, M. McCrindle constate plutôt au fil de ses recherches qu'au moins un enfant sur trois a un poids excessif. « Si personne ne s'en préoccupe, nous serons aux prises avec une épidémie de jeunes adultes qui souffriront de problèmes cardiaques », affirme-t-il.

Mais la D^{re} Beth Abramson, de la Fondation des maladies du cœur, croit que la tendance peut encore être renversée. « Des changements mineurs dans la diète et un peu plus d'exercice, même après une grosse journée, peuvent faire la différence », dit-elle. « Les adolescents doivent prendre conscience qu'en optant pour le format de frites géant, ils obtiennent aussi plus de gras. »

Une équation que les jeunes ne résoudre pas toujours, avec 10 % d'entre eux qui disent manger moins de deux fruits ou légumes par jour.

La D^{re} Abramson insiste sur l'importance de changer les habitudes des adolescents pour qu'ils adoptent des comportements qui favorisent la santé. « Quand on voit des mannequins très minces, qui fument et ne font pas d'exercice, on envoie le mauvais message », explique-t-elle. « Nous voulons des jeunes actifs physiquement, qui mangent bien, ne fument pas et ne font pas d'embonpoint. »

À LIRE AUSSI :
■ Un gros problème Page D 1
■ Solution collective Page D 4

Les CLSC contre la fermeture de certaines urgences 24 h

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

L'Association des CLSC met le ministre de la Santé en garde: il y aura une levée de boucliers contre la disparition de services 24 h 7 jours.

Hier, nous vous révélions que toutes les urgences du Québec sont présentement évaluées par les libéraux. À terme, plusieurs centres de santé ou CLSC pourraient perdre la leur, la voir muter en clinique de jour. Les patients devraient alors prendre la route de l'hôpital le plus près.

La directrice générale de l'Association des CLSC et CHSLD du Québec, Andrée Gendron, rappelle au ministre Couillard qu'une des assises de son programme électoral est l'accessibilité des soins. « S'il n'est pas capable d'avoir des urgences 24 heures pour les populations éloignées, on ne parle plus d'accessibilité », évalue-t-elle.

Elle fait également valoir que les urgences des centres de santé et des CLSC ont été implantées dans plusieurs territoires québécois parce que les hôpitaux sont distants. « On s'en va vers la solution la plus coûteuse en regroupant les soins en milieux hospitaliers, loin des gens », craint-elle.

M^{me} Gendron aimerait aussi savoir pourquoi il est question de couper des fonds à la première ligne de soins. D'autant plus que le réinvestissement dans les services de proximité devait être une priorité.

Notons que le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, a assuré au SOLEIL vouloir garantir à tous les citoyens un « accès à des soins d'urgence 24 heures par jour, sept jours par semaine, à une distance raisonnable ». Aucune fermeture n'a été décidée pour l'instant. Le gouvernement est à l'étape de la réflexion.

L'UNIQUE
RÔTISSERIE PARISIENNE
à Québec

VENEZ VOIR, humer et déguster notre poulet « fermier » à la broche ou notre pièce de viande du rôti-seur, selon le marché.

Servi avec purée ou frites et salade verte Boston.

84, RUE DALHOUSIE, TERMINAL DE CROISIÈRES
VIEUX-PORT, QUÉBEC

418-692-4455
WWW.LECAFEDUMONDE.COM

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7	Tirage du 2003-10-31	Le Mini	Tirage du 2003-10-31
01 16 18 21 31 40 42	Complémentaire (11)	NUMÉROS	LOTS
		696345	50 000 \$
		96345	5 000 \$
		6345	250 \$
		345	25 \$
		45	5 \$
		69634	1 000 \$
		6963	100 \$
		696	10 \$
Panco	Tirage du 2003-10-31	Extra	Tirage du 2003-10-31
01 03 06 07 09 15 26 27 33 38		NUMÉRO	
39 41 42 43 47 51 52 53 58 66		866200	
Quintessence	Tirage du 2003-10-31		
837 8729			

LES MODALITÉS D'ENCAISSEMENT DES BILLETS GAGNANTS PASSERONT AU VERSO DES BILLETS. EN CAS DE DISPARITÉ ENTRE CETTE LISTE ET LA LISTE OFFICIELLE DE L-Q, CETTE DERNIÈRE A PRIORITÉ.

LE LUNDI ET LE MARDI À 19h SUR LE RÉSEAU TVA

Laissez parler votre cœur...
Le don effectué suite à un décès est un geste d'espoir.
Il suffit de quelques minutes pour le faire.
Une carte témoignant de votre sympathie et de votre générosité sera envoyée à la famille éplorée.
1 888 473-4636

Service d'automne LESSARD HYUNDAI

Spécial no. 1 Vidange d'huile et changement de filtre à 19,95\$ avec inspection GRATUITE en 19 points

Spécial no. 2 Entretien du système de refroidissement à 39,95\$

Spécial no. 3 Mise au point Hyundai à 59,95\$ (4 cyl.)
Bougies Platine ou iridium en sus.

Spécial no. 4 Entretien des freins avant à partir de 89,95\$
(pièces et main-d'œuvre comprise)

Spécial no. 5 Rabais de 15% sur les lames d'essuie-glace Hyundai

Spécial no. 6 Entretien de la boîte automatique à 64,95\$
Main-d'œuvre seulement.

Pour 4,99\$ de plus (valeur de 29,99\$) obtenez ce sac à dos avec parapluie télescopique, étui amovible pour téléphone cellulaire, pochette en toile pour bouteille d'eau avec sangle robuste.

659, Boul. St-Joseph, Québec
Entre Pierre-Bertrand et Laurentien
623-5471

Prenez rendez-vous au HYUNDAI

Pièces et service ouvert le soir jusqu'à 21h.

\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$

Si vous êtes un homme ayant des troubles érectiles, nous apprécierions votre collaboration à une étude visant à améliorer les traitements futurs de cette condition. S.V.P. contactez Stephen Murphy, sans frais, du lundi au samedi, entre 9 heures et 20 heures HNE, au 1-800-361-1318 pour savoir si vous êtes admissible.

Des produits d'animaux clonés sur nos étagères? Une agence américaine étudie cette éventualité

WASHINGTON (AFP) — Un rapport de l'agence américaine pour la sécurité alimentaire (FDA) estimant sans danger le lait et la viande issus d'animaux clonés ouvre la voie à la commercialisation de ce type de produits aux États-Unis.

« Les produits comestibles issus de clones normaux et en bonne santé ou de leur progéniture ne semblent pas poser de risque accru pour la consommation alimentaire comparé à des produits issus d'animaux non clonés », affirme le résumé du rapport de la FDA publié hier.

La FDA n'a pas encore pris la décision d'autoriser ou non la commercialisation de produits alimentaires issus d'animaux clonés. Le rapport complet qui doit être publié d'ici la fin de l'année pourrait l'encourager à donner son feu vert l'an prochain.

« Nous n'avons pas autorisé pour le moment l'entrée des animaux clonés dans la chaîne alimentaire. Cette décision n'a pas été prise. Le moratoire reste effectif jusqu'à ce que nous examinons les données », a assuré Lester Crawford, directeur adjoint de la FDA, lors d'une conférence de presse.

Aucune réglementation n'interdit aux États-Unis la vente de produits alimentaires issus d'animaux clonés ou de leur progéniture, mais la FDA a demandé aux éleveurs tentés par le clonage d'observer un moratoire.

L'agence estime sans danger le lait et la viande issus d'animaux clonés

Certains agriculteurs sont intéressés par le clonage animal pour améliorer la qualité de leurs troupeaux en copiant les meilleurs animaux. Étant donné le coût d'un animal cloné, il est peu probable qu'il soit envoyé directement à l'abattoir. Le lait et la viande de sa progéniture ont en revanche plus de chance d'entrer dans la chaîne alimentaire.

La publication de la version résumée du rapport de la FDA a suscité une vive réaction parmi les organisations de consommateurs américains.

« Toutes les données (contenues dans le rapport) viennent de groupes qui soutiennent le clonage animal », a dénoncé Carol Tucker Foreman, la responsable de la politique alimentaire à la Fédération des consommateurs d'Amérique (CEA).

« La FDA semble agir sous la pression politique pour promouvoir le clonage animal, au lieu de promouvoir la santé publique », a-t-elle ajouté dans un communiqué.

« Nous ne proposons pas d'interdire le clonage animal. Nous demandons que le pays ait un débat sur l'utilisation appropriée de ce clonage », a-t-elle déclaré, estimant que les produits issus d'animaux clonés devraient être « clairement étiquetés comme tels ».

Conscient de l'inquiétude de nombreux consommateurs américains, Lester Crawford a multiplié les déclarations prudentes.

« Il y a une inquiétude au sein de la société concernant cette technologie. Aussi nous attendons des réactions et des commentaires » sur ce rapport émanant de consommateurs, d'associations et de groupements professionnels avant que la FDA prenne une décision, a-t-il dit.

Des moutons, des veaux, des souris, des lapins et des porcs ont été clonés avec succès depuis la naissance en 1996 du premier animal clone au monde, la brebis Dolly.

Dolly, née après 276 tentatives qui avaient produit de nombreux animaux anormaux, a été euthanasiée en février dernier, car elle souffrait d'anomalies chromosomiques et d'une maladie pulmonaire incurable.

Les policiers pourront continuer à saisir des échantillons de sang

La Cour suprême du Canada tranche en leur faveur dans un jugement unanime

■ OTTAWA (PC) — Dans le cadre d'un jugement rendu à l'unanimité, hier, la Cour suprême du Canada a maintenu le droit des policiers canadiens de saisir, à des fins d'analyse génétique, des échantillons de sang de personnes qu'ils croient être des criminels particulièrement violents.

L'affaire ayant donné lieu à cette décision constituait la première mise à l'épreuve de la loi, adoptée en 1998, qui permet aux enquêteurs de la police de saisir des échantillons d'ADN dans certaines causes de viol et d'homicide, à la condition toutefois qu'ils soient munis d'un mandat émis par un juge.

Cette cause était surveillée de près, l'analyse de l'ADN étant devenue l'un des plus importants outils disponibles afin d'établir la culpabilité ou l'innocence d'un accusé.

La juge Louise Arbour, écrivant au nom de ses collègues du plus haut tribunal du pays, a rejeté les arguments avancés par un homme reconnu coupable de viol qui affirmait que ses droits constitutionnels avaient été brimés lorsque la police avait exigé de lui qu'il fournisse un échantillon d'ADN. La loi comporte des dispositions qui protègent de façon adéquate les suspects, a-t-elle assuré.

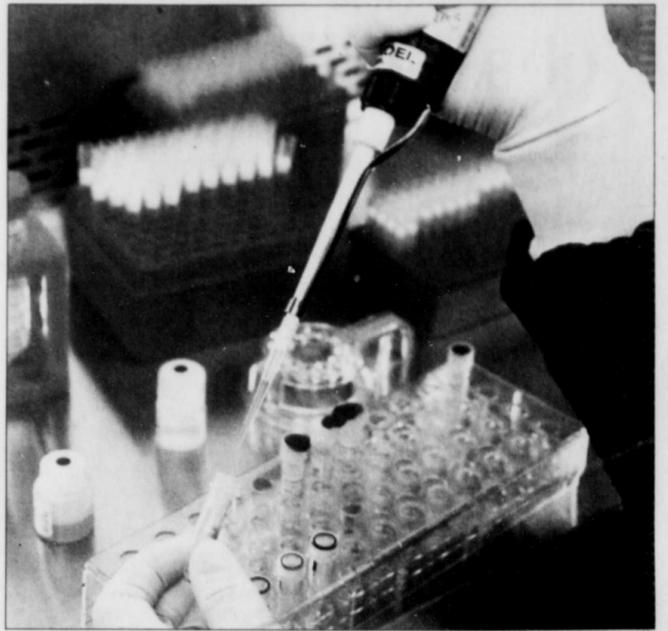
« De façon générale, les dispositions relatives aux mandats ADN établissent un juste équilibre entre l'intérêt

du public à ce que la loi soit appliquée et le droit des particuliers à la dignité et à l'intégrité physique ainsi que leur droit de contrôler la divulgation de renseignements personnels les concernant », a écrit M^{me} Arbour.

La législation exige de la police qu'elle obtienne un mandat d'un juge provincial, qui doit estimer qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction a été commise par la personne en cause.

La loi avait été contestée par un homme accusé d'avoir agressé une adolescente de 14 ans qui, ultérieurement, était devenue enceinte puis avait subi un avortement. La police avait extrait l'ADN du fœtus et les experts avaient conclu que l'accusé pouvait en être le père.

Les arguments de l'homme, dont on ne peut rendre l'identité publique, avaient tout d'abord été rejetés par un tribunal de première instance puis par la Cour d'appel de l'Alberta, avant que la Cour suprême ne s'y oppose à son tour.



La loi, adoptée en 1998, permet aux enquêteurs de saisir des échantillons d'ADN dans certaines causes de viol et d'homicide, s'ils sont munis d'un mandat.

DISPARITION DE CECILIA ZHANG Des oiseaux de papier comme symbole d'espoir

TORONTO (PC) — Un millier de grues de papier ont été suspendues à travers le hall de l'école de Cecilia Zhang, la fillette de neuf ans portée disparue depuis plus de 10 jours, à Toronto, afin d'exprimer l'espoir qu'elle puisse rentrer chez elle saine et sauve.



Cecilia est disparue depuis 10 jours.

Les oiseaux — qui symbolisent l'espoir au sein de la culture chinoise — ont été fabriqués par les écoliers, les membres du personnel et les parents d'élèves de l'école publique Seneca Hill afin de montrer que leurs pensées étaient avec Cecilia et sa famille,

ont fait savoir vendredi des responsables de l'établissement.

M^{me} Chadband a ajouté que les enfants, les parents et les responsables de l'école tentaient de faire face à l'enlèvement de la fillette, survenu le 20 octobre. Cecilia Zhang, seule enfant de Raymond Zhang et Sherry Xu, a été portée disparue après que sa mère eut découvert sa chambre vide, peu avant que la fillette ne doive se rendre en classe.

La police n'a dévoilé aucune information nouvelle, hier, au sujet des efforts menés afin de retrouver la fillette. Elle avait toutefois bon espoir que le segment portant sur sa disparition devant être diffusé dans le cadre de l'émission de télévision *America's Most Wanted*, aujourd'hui, puisse lui permettre de trouver une piste à suivre.

Un climat de terreur pendant 12 ans Un homme résidant à Saint-Lazare aurait agressé sexuellement ses deux filles pendant une longue période

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

Un homme de 67 ans résidant aujourd'hui à Saint-Lazare, dans le comté de Bellechasse, est soupçonné d'avoir agressé sexuellement ses deux filles pendant 12 longues années, en plus d'avoir fait vivre toute sa famille dans un insupportable climat de terreur. Une histoire sordide qui rappelle étrangement celle du « Bourreau de Beaumont ».

Selon les seules informations rendues publiques par la Sûreté du Québec, hier, le sexagénaire a été arrêté à son domicile de la rue Principale, jeudi matin.

Ses deux filles, qui résident dans la capitale, auraient porté plainte au Service de police de la Ville de Québec l'an dernier. Comme le suspect demeurait à Lévis au moment où la plainte a été portée, la police lévisienne a hérité de l'enquête. Aujourd'hui, le sexagénaire habite la municipalité de Saint-Lazare, ce qui explique pourquoi la

Sûreté du Québec s'est retrouvée avec le dossier. Les gestes reprochés à l'accusé auraient été commis à Lévis, à Montmagny et à Saint-Ferréol-les-Neiges entre 1970 et 1982. Aujourd'hui dans la trentaine, les filles du sexagénaire auraient donc passé une bonne partie de leur vie à subir les assauts de leur père.

Jusqu'à maintenant, un seul chef d'accusation a été porté contre le résidant de Saint-Lazare, soit celui de s'être livré, entre le 1^{er} janvier 1980 et le 31 décembre 1982, à des attouchements sexuels sur une de ses filles. La Couronne a cependant annoncé que plusieurs autres accusations seront déposées lors de l'enquête sur remise en liberté du prévenu, lundi.

Outre les agressions répétées sur ses deux filles, le sexagénaire aurait utilisé presque quotidiennement de violence physique à l'endroit de sa conjointe et de son fils. « Toute la famille vivait dans un climat de terreur », a résumé l'agent Richard Gagné, porte-parole de la SQ.

Vous avez des difficultés de sommeil?

- Vous avez plus de 25 ans.
- Vos difficultés de sommeil sont présentes depuis au moins 6 mois.
- Vous aimeriez retrouver un sommeil plus réparateur.

Une équipe de l'Université Laval vous offre la possibilité de bénéficier **sans frais** d'une évaluation de votre sommeil. Vous pourriez également recevoir **gratuitement** un traitement s'adressant spécifiquement à vos problèmes de sommeil.

Pour obtenir plus d'information, veuillez nous contacter au 656-2131, poste 6978.



Ensemble sushi



LE COIN CULINAIRE
PLACE LAURIER 653-5878

SALON de la glisse

et des sports d'hiver 2004
ski alpin / snowboard / ski de fond / raquette

31 octobre, 1^{er} et 2 novembre 2003

Partagez vos expériences avec des passionnés comme vous!

Planifiez votre prochain voyage à l'une des destinations hivernales les plus réputées d'Amérique du Nord. Procurez-vous un billet de saison pour votre montagne préférée. Éclairez vos choix pour des équipements d'hiver dernier cri. Promotions spéciales et prix à gagner.

ATOMIC / HEAD / ROSSIGNOL / SALOMON

JAY PEAK / MASSIF DE LA PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS / MONT SAINTE-ANNE
SKI BANFF / STONEHAM / STOWE / SUNSHINE VILLAGE ET PLUSIEURS AUTRES.

Salon de la glisse un coupon par personne

Nom : _____ Âge : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Tél. : _____

Tout participant doit avoir 18 ans ou plus. La valeur des prix offerts est d'environ 800 \$. Aucune photocopie ne sera acceptée. Déposez ce coupon à l'endroit prévu à cet effet au salon.



Nouveau cette année! L'événement se tient sous un immense chapiteau chauffé sur le stationnement de La Vie Sportive. Entrée gratuite. 600, rue Bouvier, Québec.

En collaboration avec
LE SOLEIL



Où stationner? Au stationnement de la FTQ.

SÉJOURS LINGUISTIQUES
IMMERSION de QUALITÉ POUR TOUS
Une équipe dynamique à votre service!

ANGLAIS à partir de 819\$
CANADA, ÉTATS-UNIS, EUROPE

ESPAÑOL à partir de 749\$
AMÉRIQUE LATINE, ESPAGNE

2 semaines
Cours + hébergement + repas

SOIRÉE D'INFORMATION le 10 décembre 1-800-463-2265

L'Histoire a longtemps été impitoyable envers l'enfance

Les mauvais traitements n'ont diminué qu'à mesure que nos conditions de vie se sont améliorées

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

De tout temps et dans toutes les cultures, des enfants ont été maltraités, négligés, abusés. Seule notre sensibilité à cette réalité a évolué, à mesure que nos conditions de vie s'amélioraient. Car il ne faut pas se leurrer: notre capacité à prendre soin des enfants dépend autant de notre environnement social que de notre bonne volonté et notre bon cœur.

Guerres, famines, ostracisme, pauvreté, maladie, croyances religieuses, ignorance sont autant de conditions influençant le parcours d'un parent.

Pédiatre au CHUL, le Dr Jean Labbé a livré cette semaine un exposé fascinant sur les mauvais traitements imposés aux enfants à travers les âges en Occident, lors du 1^{er} Colloque québécois sur la maltraitance envers les enfants et les adolescents, qui s'est tenu à Montréal.

Accompagnée d'images anciennes parfois troublantes, comme cette gravure représentant des mères jetant leurs nouveaux-nés dans un cours d'eau, cette présentation a permis de constater que la reconnaissance de l'enfance comme période spécifique de la vie, avec ses besoins propres, n'est que bien récente.

De l'exploitation dans les usines à l'abandon en passant par l'emballage, les bambins en ont bavé

Ainsi, dans l'Antiquité grecque et romaine, le droit à l'existence n'existait tout simplement pas à la naissance. L'infanticide, soit la mise à mort d'un bébé de moins d'un an, était aussi bien utilisé comme moyen de contrôle des naissances que pour éliminer les enfants illégitimes, handicapés ou du «mauvais» sexe.

Ce n'est que sous l'influence du christianisme que l'empereur Valentinien 1^{er} en fera un crime punissable de la peine de mort, en 374.

Mais malgré cet interdit, la pratique s'est poursuivie à large échelle jusqu'au XX^e siècle.

Entre 1832 et 1862, 5591 cas sont recensés en France. Et à la même époque,

on retrouve chaque année de 300 à 1200 cadavres de poupons dans les caniveaux de Londres.

Ici même, dans la seule ville de Québec, 392 cas ont fait l'objet d'une enquête entre 1660 et 1969!

L'interdiction de l'infanticide a par ailleurs ouvert la porte à un autre phénomène: l'abandon. Alors que l'on compte 40 000 enfants abandonnés en France en 1789, il y en a 127 507 en 1833.

Dans les villes de Québec et Montréal, 14 632 nouveaux-nés ont été abandonnés dans les hôpitaux entre 1824 et 1845.

Ces petits prenaient souvent le chemin des hospices, dont le premier a été fondé à Milan, en 787. Ils n'étaient pas sauvés pour autant, puisque avant la découverte de moyens remplaçant d'allaitement, le taux de mortalité dans ces établissements variait de 50 à 90%!

Un autre phénomène a marqué le Moyen-Âge: l'oblation. Peu de temps après le sevrage, le petit enfant est confié à une communauté religieuse... pour la vie.

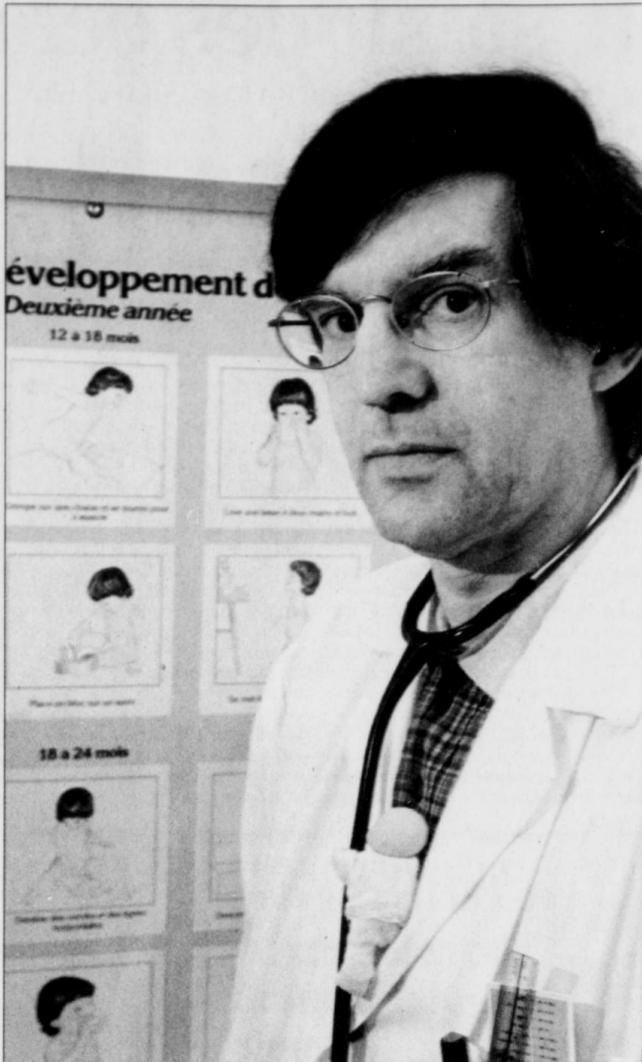
À un point tel qu'au XI^e siècle, 85% des moines sont des oblates. Ce n'est qu'à la fin du XII^e siècle que le pape donne aux adolescents le droit de décider eux-mêmes de continuer la vie religieuse ou non.

CONTRAIRES AUX BESOINS

Pendant longtemps, la survie au quotidien des petits enfants s'est avérée un véritable parcours du combattant.

Pour toutes sortes de raisons, croyances religieuses, mythes, ignorance, ils ont été confrontés à de nombreuses pratiques contraires à des besoins considérés aujourd'hui élémentaires.

Par exemple, l'emballage, qui consistait à bander tout le corps du bébé, du cou aux orteils dès la naissance.



« Dans les mêmes conditions, lance le pédiatre Jean Labbé, aurions-nous fait mieux » que les parents qui ont dû élever leurs enfants dans un monde beaucoup plus dur que le nôtre ?

À l'âge de quatre mois, on lui libérait les bras et les jambes. Le reste ne voyait le soleil qu'à 12 mois. Évidemment, les petits corps étaient atro-

phiés et souvent déformés. Mais c'était bien pratique, puisqu'on pouvait les attacher à un clou pendant que l'on vaquait à ses occupations!

Autre pratique, « l'allaitement mercenaire », qui a atteint un sommet en France au XVIII^e siècle.

Sur 21 000 naissances à Paris en 1780, seulement 1800 bébés ont été nourris par leur mère. Un autre groupe de 200, plutôt chanceux malgré tout, a bénéficié d'une nourrice à domicile. Les 19 000 autres ont été envoyés en nourrice à la campagne. Leur taux de mortalité est de 66%, comparativement à 18% pour un nourrisson allaité par sa mère.

Ceux qui n'en mouraient pas étaient ramenés à leurs parents inconnus vers trois ans, après le sevrage. Quand on connaît aujourd'hui l'importance du lien d'attachement...

L'usage de calmants pour calmer les pleurs excessifs ou faire dormir les bambins a aussi créé des ravages.

En Angleterre, au XIX^e siècle, l'opium est l'une des principales causes de mortalité des bébés.

La lutte à la masturbation a quant à elle suscité tout un lot de punitions plus draconiennes les unes que les autres: bains très froids, pénis bandés, mains attachées. Et quand l'enfant est trop rebelle, cautérisation des organes génitaux au fer rouge!

ABUS

Enfin, grandir est encore là bien souvent synonyme de souffrance.

L'exploitation au travail, allant de la mutilation d'enfants pour les envoyer mendier jusqu'aux semaines de 72 heures dans les usines de textile de la Révolution industrielle anglaise, a causé la mort d'un nombre incalculable de jeunes.

L'abus sexuel n'a pas été en reste. Dans la Grèce antique, la pédérasterie est un mode de vie ritualisé et accepté. Au Moyen-Âge et à la Renaissance, les adultes se livrent à des jeux sexuels avec les moins de sept ans, estimant qu'avant cet âge, ils ne sont pas sexualisés.

Et tout cela est sans compter les abus psychologiques, comme amener des enfants assister à des exécutions publiques pour leur donner l'exemple, et les abus physiques commis au nom de l'éducation.

L'espace manquant pour tout raconter, nous reprendrons la conclusion du Dr Labbé: « Dans les mêmes conditions, aurions-nous fait mieux? »



ICI, vous pouvez atteindre de nouveaux sommets. Pays aux cultures uniques, aux villes accueillantes, aux paysages à couper le souffle et à l'histoire fascinante, le Canada est sans contredit l'un des plus beaux pays au monde.



COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME



CANADIAN TOURISM COMMISSION

Le Canada est un pays où le choix d'activités à pratiquer est aussi vaste que les horizons. Et c'est aussi vrai cette saison: parcourez l'un des 40 parcs nationaux, pêchez sur l'un des innombrables lacs d'eau douce, enchaînez kilomètre sur kilomètre de piste cyclable ou dévaliez, en ski ou en planche, l'une de nos nombreuses montagnes.

Vous êtes plutôt amateur d'activités intérieures? Vous avez encore une fois l'embarras du choix: des milliers de centres de villégiature et de relais santé, de superbes restaurants, du ballet, des concerts, du théâtre. Tout pour le plaisir des sens, sans vous ruiner.

Il y a tant à faire ICI, au Canada... et y voyager est non seulement pratique, c'est aussi abordable. Ne tardez surtout pas: vous n'avez que quelques mois pour profiter de la plus magique des saisons.



Une généreuse nature

Pour obtenir une liste d'idées-vacances séduisantes, consultez votre agent de voyages ou visitez www.voyagecanada.ca/ici



Le créateur publicitaire Jacques Bouchard déplore que des chaînes comme McDonald's aient opté pour la pub mondialisée alors qu'elles ont été admirablement bien servies par des agences québécoises. « Ce sont les anglos qui disent qu'une bonne traduction vaut mieux qu'une mauvaise création. »

Jacques Bouchard part en guerre contre la pub adaptée

Le père des « 36 Cordes sensibles des Québécois » invite la relève à résister à la mondialisation publicitaire

CLAUDE VAILLANCOURT
Cvailancourt@lesoleil.com

Le créateur publicitaire Jacques Bouchard, considéré comme l'un des pères de la publicité au Québec, a invité cette semaine la nouvelle génération de publicitaires à relever le défi que pose la mondialisation et à éviter de tomber dans le piège de l'adaptation des réclames que préconisent maintenant les grandes chaînes commerciales.

L'auteur du livre *Les 36 cordes sensibles des Québécois*, qui a longtemps dirigé l'agence de publicité BCP, soutient que « la traduction (des messages publicitaires) qu'on appelle maintenant adaptation, c'est de la même merde ».

« Quand vous traduisez, a-t-il spécifié aux membres de la Société des communicateurs de Québec, il ne se passe rien. Il n'y a ni événement économique, ni événement culturel. »

La remarque du publicitaire, aujourd'hui à la retraite, tient du fait que des grandes chaînes, comme McDonald's, ont décidé de souscrire à la publicité mondialisée alors que pendant plusieurs années, elles ont été admirablement bien servies par des agences québécoises qui particularisaient leurs produits. « Ce sont les anglos qui disent qu'une bonne traduction vaut mieux

qu'une mauvaise création, a plaidé le B de l'agence BCP. Il va falloir vous lever, vous battre, et voir à quoi ressemble votre industrie. »

M. Bouchard dit ne pas vouloir donner de conseils. Mais ses propos étaient écoutés de façon religieuse (une ancienne corde sensible) par les publicitaires, pour la plupart en début de carrière, qui s'étaient rassemblés dans un bar de Québec à l'occasion de cet entretien.

Dans son exposé, M. Bouchard a retracé l'histoire de l'industrie de la publicité au Québec et les efforts des pionniers de sa génération pour se débarrasser des traductions à partir des années 1950. Les luttes de BCP et d'une agence comme Cossette ont ensuite porté leurs fruits, ce qui a amené Bouchard à publier, en 1978, son livre qui fait école dans le milieu publicitaire québécois.

De retour de France, où il a tâté la vie de châtelain pendant quelques années, M. Bouchard a constaté, avec les participants, que la majorité des 36 cordes sensibles qu'il avait détectées sont toujours valables.

S'il devait en ajouter une autre, a-t-il fait remarquer, ce serait la montée des Québécoises après la Révolution tranquille. L'ouverture des Québécois sur le monde est un autre aspect qui le fascine depuis son retour de France.

EN BREF

Le Conseil du statut de la femme plaide pour la poursuite de l'enquête sur la prostitution

La présidente du Conseil du statut de la femme, Diane Lavallée, souhaite que la police de Québec poursuive ses efforts pour contrer la prostitution juvénile. En entrevue sur les ondes de TQS, jeudi, M^{me} Lavallée a affirmé que l'opération Scorpion n'avait révélé qu'une infime partie de la réalité. Selon une étude réalisée pour le compte du Conseil du statut de la femme et dont les résultats ont été rendus publics en mai 2002, entre 500 et 800 jeunes se livreraient à la prostitution à Québec. É.F.

L'authentique
SKI BAZAR
STONEHAM

OUVERT!
Nouvelle marchandise à chaque semaine

**Mont
Toubillon**

ENDROIT IDÉAL
pour un
BRUNCH
EN GROUPE
OU EN FAMILLE
Tous les dimanches

Enfants de 5 ans et moins
GRATUIT

Musicien

Réservez dès maintenant
Buffets du soir le
25 décembre et 1er janvier
(dès 17h)

**Super Party
Saint-Sylvestre**
Décor et atmosphère survoltés!
Orchestre Deadlock sur place

Réservez tôt :
849-4418

Venez célébrer notre 15^e anniversaire

Complétez votre garde-robe d'automne et courez la chance de la gagner!

15 chèques cadeaux de 1000\$ à gagner

Grand tirage le 23 décembre 2003.

Qualité, grand choix, approche personnalisée, retouches et ajustements.

Boutique
JOSÉE LAURENT
L'expression parfaite de l'élégance

654-1388 · PLACE STE-FOY

» EN RAPPEL «

VENTE anniversaire

François Lôté
COLLECTION

Samedi et dimanche
seulement

50%
COLLECTIONS

François Lôté COLLECTION
Guy Laroche PARIS
François Lôté LUXE COLLECTION

Costume, pantalons, veston, manteau hiver, cuir, etc.

Exemples :

Guy Laroche PARIS
**Manteau
hiver classique**
Courant 995 **495\$**

Guy Laroche PARIS
Cuir
Choix de 15 modèles
50%

François Lôté COLLECTION
Veston
laine et cachemire
Courant 695 **295\$**

Beaucoup d'autres offres en magasin

Complexe Germain-des-Prés, Sainte-Foy
657-1760

La démocratie? Une utopie qui se porte mal

Le journaliste et essayiste Laurent Laplante se montre pessimiste quant au respect du principe de société

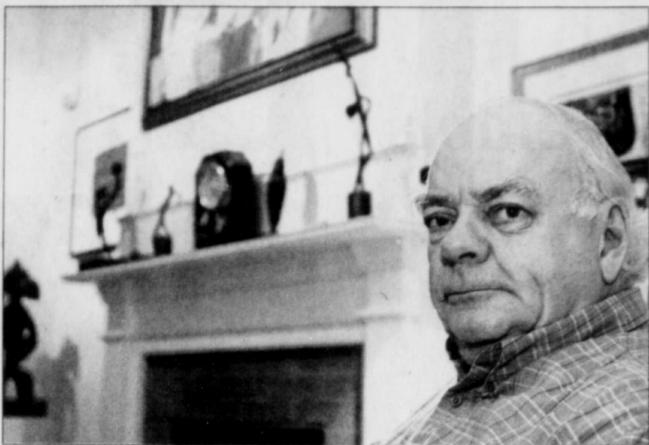
ANNE-MARIE VOISARD
AMVoisard@lesoleil.com

La démocratie? Une utopie qui se porte mal. Des exemples? Pas besoin pour ça d'aller en Irak. Paul Martin, bientôt couronné, achève de concrétiser « un coup d'État tranquille, non sanglant... il fait sauter le chef ».

Le journaliste et essayiste Laurent Laplante n'y va pas par quatre chemins. Ça promet pour lundi soir, 19h30, au Musée de la civilisation, car il est l'un des quatre invités au débat mensuel « Participe présent » organisé par le Musée en collaboration avec la radio de Radio-Canada, l'Université Laval, LE SOLEIL et la librairie Pantoute.

Les autres ne sont pas dépourvus de brio. Il s'agit de Jean-Pierre Charbonneau, ex-ministre responsable de la réforme des institutions, Diane Lamoureux, professeur de sciences politiques à l'Université Laval et membre de D'abord solidaires, mouvement créé à l'initiative de Françoise David, enfin du politologue et professeur émérite, Vincent Lemieux.

Le thème de la soirée est donc une question. « La démocratie est-elle dans un cul-de-sac? » Sans aller jusqu'à répondre oui, Laurent Laplante constate qu'elle n'est pas en gran-



Laurent Laplante participera au débat « La démocratie est-elle dans un cul-de-sac? », lundi, au Musée de la civilisation, en compagnie de trois autres invités.

de forme». Oui, à son avis, c'est une utopie, car « il y aura toujours des Bush à travers le monde ». Mais n'empêche! « C'est avec les utopies qu'on fait des progrès », continue celui qui a beaucoup réfléchi sur le sujet, notamment pour avoir publié quatre albums destinés aux adolescents. Intitulés *La démocratie (J'aime ça!)*, *Je la recon-*

nais!, *Je l'apprends!*, *Je l'invente!*, ces ouvrages, illustrés par Paul Berryman, sont disponibles aux éditions MultiMondes.

LE RENARD DANS LE POULAILLER

Les élections sont une chose. Voter, c'est un aspect important de la démoc-

ratie. Mais ça ne se résume pas à ça, estime M. Laplante, qui ne se prive pas de critiquer le rapport Béland (Claude, ancien président du Mouvement Desjardins) sur la réforme des institutions démocratiques, non pas pour ce qu'il propose, mais pour ses silences. Le même reproche est adressé à l'ex-ministre Charbonneau. « C'est la périphérie qui a fait l'objet d'un débat. Toutes les conditions d'exercice de la démocratie sont escamotées. »

Le journaliste avance en preuve la concentration de la presse. « Ça n'a jamais été pire. » Il nomme TVA, Vidéotron, *Le Journal de Montréal*. « Ce n'est plus de l'information, mais de la mise en marché du spectacle. » Que pense-t-il de *Loft Story*? « Je ne regarde pas cette émission. »

Il n'est pas tendre non plus à l'endroit des partis politiques, incluant le PQ et sa loi sur les lobbyistes, « anti-démocratique par définition » parce que le lobbyiste n'existe que pour « court-circuiter la relation entre le peuple et le pouvoir ». D'où son interprétation métaphorique de la loi et du Code de déontologie: « Landry a défini l'horaire du renard qui entre dans le poulailler. »

Tant à Québec qu'à Ottawa, les récents conflits d'intérêts n'ont pas manqué de faire réagir l'essayiste.

C'est le cas du voyage gratuit de l'ex-ministre André Boulerice sur les ailes de Royal Air Maroc et de son plaidoyer d'innocence. « Je ne pensais pas... » De même pour les excursions de pêche d'Allan Rock et compagnie au domaine du riche Irving, à Restigouche. « Ce Irving, dont on parle, a mis 100 000 \$ dans la cagnotte du Parti libéral, souligne M. Laplante, avant d'interroger: « Pensez-vous que le demandeur de rien ensuite? »

Devant ces faits, il y en a qui disent: « Moi, je ne veux pas aller voter. Ils sont tous pareils les partis ». Le journaliste-essayiste, qui se qualifie de « Don Quichotte », refuse de jeter le blâme. Sur le fond, il est d'accord. « On pense que les gens ont à choisir (plus à droite avec Jean Charest, plus à gauche avec Bernard Landry), alors que ce sont les stratèges qui décident de tout. » Et force est de constater qu'ils réussissent. « On vote sur des images. » En témoin *Le temps des girouettes* (VLB), la dernière campagne électorale racontée par André Pratte, éditorialiste en chef à *La Presse*.

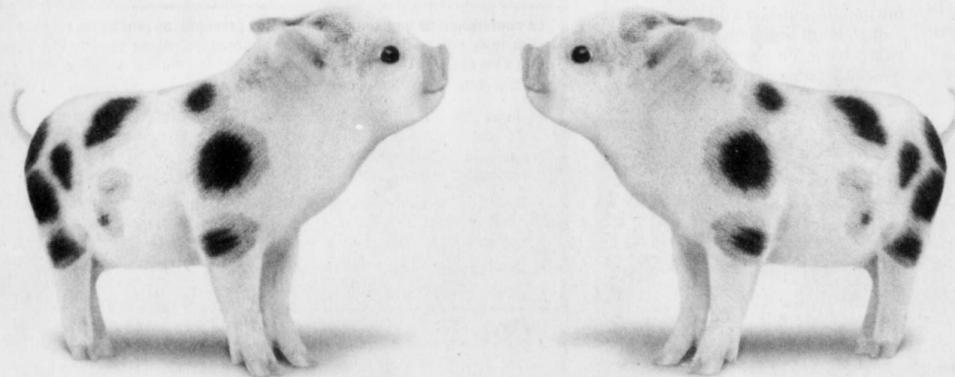
PAS DE « BOSS », PAS DE CENSURE

À ceux que surprendrait la virulence de ses propos, Laurent Laplante répond: « Vous ne lisez pas mes éditoriaux. » Il en écrit deux par semaine depuis cinq ans, accessibles à tous via le Web, à l'adresse suivante: www.cyberie.qc.ca/dixit. « Pas de boss, pas de censure, liberté totale d'expression », se plaît-il à dire.

Conférencier recherché, le journaliste indépendant, récipiendaire du prix Olivar-Asselin, est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Pour en finir avec l'olympisme* (Boréal). Plus récemment, il ajoutait une nouvelle corde à son arc, le polar, en publiant *Des clés en trop, un doigt en moins* (L'Instant même). Le roman met en scène un grand-père qui veut tuer sa bru. Or l'auteur a lui-même deux fils, Éric et Maxime (porte-parole de l'Union paysanne) qui lui ont donné respectivement deux et cinq petits-enfants. « J'ai deux brus vivantes », sent-il le besoin de préciser.

Un nouveau polar est rendu chez l'éditeur. Sortira aussi d'ici peu un essai, *Les enfants de Winston* (Anne Sigier). Le titre reprend le nom du héros de 1984, par George Orwell. « Dans quel état vont être nos enfants avec Big Brother? », s'inquiète Laurent Laplante. « Dire le fond de ma pensée, j'ai toujours été comme ça. Si ça ne va pas, je m'en vais. »

Qui se ressemble s'assemble.



Voici le nouveau forfait
TELUS à TELUS.

Pour 25\$ par mois*, vous obtenez :

- Les appels locaux** et les messages textes¹ illimités entre abonnés TELUS
- 100 minutes de jour la semaine
- 1 000 minutes d'appels locaux le soir et le week-end
- La boîte vocale, l'appel en attente et l'appel conférence

De plus, pour parler en toute liberté à qui vous voulez, vous bénéficiez de **6 mois d'appels locaux illimités¹** à la signature d'un contrat.



Maintenant 149,99\$
Avec un contrat de 2 ans GRATUIT

LG TM520

le futur est simple™

TELUS
mobilité™

Pour en savoir plus sur cette super offre, visitez un marchand ou un détaillant TELUS Mobilité autorisé ou telusmobilité.com dès aujourd'hui.

FUTURE SHOP

Best Buy

Staples

La Source

Home

Max

Walmart

WAL-MART

Zellers

Offre valable jusqu'au 31 décembre 2003 au Québec seulement. *Taxes, frais d'interurbain, frais d'itinérance, temps d'attente additionnel, services payables à l'usage, redevances d'utilisation mensuelles et frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 en sus. ** Les appels locaux illimités d'un sans-fil à l'autre s'appliquent aux appels faits à d'autres appareils TELUS Mobilité ou reçus d'autres appareils TELUS Mobilité. † La messagerie textuelle est offerte avec nos appareils numériques seulement dans nos zones de couverture numérique. La messagerie textuelle illimitée comprend les messages textes envoyés par les clients TELUS Mobilité et reçus par ceux-ci. La messagerie textuelle illimitée ne comprend pas les services privilégiés de la messagerie textuelle. ‡ Mes mobiles: † Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ans. Obtenez 6 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 3 ans. Nouvelles mises en service seulement. TELUS Mobilité, telusmobilité.com et le logo TELUS Mobilité sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Toutes les autres marques de commerce appartiennent à leur propriétaire respectif. © 2003 SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE

140038
BOUTIQUES TELUS MOBILITE
ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

QUÉBEC

Galerias de la Capitale

Place Fleur-de-Lys

Place Laurier

Expert-Cell Télécom
5237, boul. Wilfrid-Hamel,
local 115

F.M. Électroniques
41, rue Saint-Vallier Est

Beauport

Cité Sans-Fil
Kiosque Promenades Beauport
3333, rue du Carrefour, kiosque 5
DOT Électronique enr.
371, rue Armand-Paris

Charlesbourg

F.M. Électroniques
Kiosque Carrefour Charlesbourg
8500, boul. Henri-Bourassa

Chicoutimi

Communications Télésignal
(Chicoutimi)
1660, boul. Saint-Paul, bureau 116
Radio-Orde inc.
1265, rue Bersimis

Dolbeau

Radio-Orde inc.
348, 8^e Avenue

Donnacona

Radio Shack
Place Donnacona
325, rue de l'Église

La Malbaie

Services Info-Comm
1005, boul. de Comporté

Lévis

Dumoulin Électronique
Kiosque Normand Nadeau
1200, boul. Alphonse-Desjardins

Québec

Expert-Cell Télécom
5237, boul. Wilfrid-Hamel,
local 115
Communication B.V.
670, rue Bouvier, local 108
F.M. Électroniques
41, rue Saint-Vallier Est
Informatique Mercier inc.
4750, boulevard Wilfrid-Hamel

Rimouski

Kiosque Carrefour Rimouski
419, boul. Jessop, Carrefour
Rimouski
Le Club Papeter
192, rue Saint-Germain Est

Saint-Félicien

Communications Télésignal
Lac-Saint-Jean
961, boul. Hamel

Sainte-Foy

CyberPC inc.
3280, chemin Ste-Foy
Place Sainte-Foy

Saint-Jean-Christophe

Atelier Électronique Fiset inc.
1006, rue du Parc Industriel,
local 103

Sainte-Anne-de-Beaupré

DOT Électronique enr.
9749, boul. Ste-Anne

Vanier

Radio-Orde inc.
550, rue Marais, bureau 140

Le SRAS doit continuer d'être au centre des discussions

TORONTO (PC) — L'auteur principal d'un rapport d'enquête sur l'épidémie de SRAS à Toronto a invité hier les autorités médicales à poursuivre leurs démarches sur le plan politique malgré l'arrivée de nouveaux dirigeants à Ottawa et en Ontario.

« Le travail avec les politiciens nous apprend qu'il n'y a rien comme le bruit pour les faire bouger », a dit le Dr David Naylor, qui s'adressait à des représentants du réseau de santé publique canadien.

Selon lui, il faut continuer à sensibiliser les nouveaux représentants fédéraux et le gouvernement de l'Ontario, élu au début du mois, aux ratés du système de santé révélés par la crise du SRAS.

« Le travail avec les politiciens nous apprend qu'il n'y a rien comme le bruit pour les faire bouger », a dit le Dr David Naylor

Le rapport Naylor sur la crise du SRAS au Canada, publié le mois dernier, recommandait une véritable refonte du système de santé publique, avec comme fer de lance une nouvelle agence nationale de santé publique, qui serait semblable aux centres de contrôle de la maladie américains, dirigés par un médecin-chef. Il préconisait aussi l'injection, à même les coffres fédéraux, de 700 millions \$ d'argent neuf par an, dans le secteur de la santé publique, d'ici 2007.

« Les gouvernements sont peut-être en transition, mais les problèmes, eux, ne changent pas », a dit le Dr Naylor, qui a reconnu que les difficultés financières de l'Ontario vont peut-être ralentir les changements souhaités dans le secteur de la santé.

« Nous devons reconstruire les structures et il faut au moins recommencer à investir dans le réseau », a dit le Dr Naylor.

EN BREF

Très léger surplus
de 107 000 \$

■ À sa troisième et avant-dernière évaluation budgétaire pour 2003, la Ville de Québec enregistre un très léger surplus de 107 000 \$ sur un budget de 807 M\$. Les dépenses ont été de 4,5 M\$ supérieures à ce qui avait été prévu, notamment en raison d'un dépassement de 1,6 M\$ aux équipements motorisés. « Ces dépenses excédentaires sont la conséquence, d'une part, de l'augmentation du prix du pétrole et, d'autre part, du recours accru aux services extérieurs pour la réparation des équipements, écrit la Ville. Le recours aux services extérieurs est justifié par l'absence d'employés au travail. Il a été impossible de vérifier tard en après-midi hier si cette « absence d'employés » était un résultat des mises à la retraite. Le service des ressources humaines a dû déboursé 675 000 \$ de plus; l'administration des conventions collectives et le paiement de vacances ont été plus coûteux que prévu. En contrepartie, les revenus dépassent de 4,6 M\$ les prévisions, notamment en raison

d'une hausse de 3 M\$ des ventes de vapeur. I.M.

Patrick Blais
remis en liberté

■ LÉVIS — Patrick Blais, ce Lévisien de 27 ans chez qui les policiers ont effectué une importante perquisition d'armes, mercredi, a pu recouvrer sa liberté au terme de son enquête sur cautionnement, hier matin. Blais, qui fait face à une vingtaine de chefs d'accusation relatifs à la possession d'armes prohibées, à l'entreposage négligent d'armes à feu et au recel, a dû s'engager pour un montant personnel de 2000 \$ avec dépôt d'argent. Il devra également s'abstenir d'acquiescer ou de garder des armes durant toute la durée des procédures judiciaires. L'enquête de la police de Lévis n'a pas permis jusqu'à maintenant d'établir l'origine des armes saisies — dont plusieurs ont été volées — ni de déterminer si elles ont déjà été utilisées pour commettre des crimes. Le prévenu devra revenir en cour le 27 novembre pour son enquête sur remise en liberté. É.F.

MEURTRE DE
JULIEN LACLETTE

Jean-
Pascal
Tremblay
veut être
libéré

RICHARD HÉNAULT
RHenault@lesoleil.com

Accusé du meurtre prémédité d'un trafiquant de drogue, en 1999, Jean-Pascal Tremblay, un éducateur dans un centre jeunesse âgé de 24 ans, a demandé hier à la Cour supérieure de le mettre en liberté provisoire en attendant son procès.

Lui et un complice ont été arrêtés en juin pour le meurtre de Julien Laclette. Ce présumé complice, Frédéric Lanoue, 24 ans, n'a été accusé que de complicité après le meurtre, de complot, d'enlèvement de Laclette et de vol qualifié.

Lors de l'arrestation, la police avait indiqué que, le jour de sa disparition, le trafiquant de 20 ans, dont le corps n'a jamais été retrouvé, a quitté son domicile avec plusieurs milliers de dollars en poche pour aller se réapprovisionner en stupéfiants. Les policiers indiquaient que Tremblay et son complice avaient tué Laclette pour s'emparer de son argent. L'arrestation du jeune éducateur sans antécédents judiciaires avait ensuite bouleversé les autres employés du Centre jeunesse de Chaudière-Appalaches où il travaillait depuis peu.

Devant le juge Richard Grenier, de la Cour supérieure, la procureure de la Couronne, Me Lyne Morais, s'opposait hier à la mise en liberté de Tremblay. Rien de la preuve exposée au juge ne peut toutefois être rapporté au public puisque l'avocat de l'accusé, Me Réjean Lavoie, a obtenu une ordonnance de non-publication.

Pour le ministère public, l'enquêteur Harold Bernatchez, de la Sûreté du Québec, a expliqué la preuve dont on dispose à l'encontre de Tremblay. Par la suite, l'accusé, sa mère et son père se sont fait entendre. Les plaidoiries ont débuté, mais on a dû en reporter la suite à jeudi prochain car il fallait vérifier le contenu de certains enregistrements faits par la SQ.

Parade des jouets



LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

La Parade des jouets annuelle des pompiers de Québec aura lieu aujourd'hui, en basse-ville, à compter de 18 h. Il s'agit d'un défilé de chars allégoriques, de mascottes, de fanfares, d'amuseurs publics, etc, au long duquel le public est invité à donner des jouets et de l'argent au profit des enfants déshérités. Le défilé partira d'Héma-Québec, 325 de la Croix-Rouge, empruntera de la Couronne, le boulevard Charest, la rue du Pont, pour se terminer à l'intersection de la 3^e Avenue et de la 14^e Rue. Cette initiative des pompiers a permis de distribuer des jouets à quelque 1000 enfants pauvres, à la Noël de 2001 et de 2002. De midi à 16 h aujourd'hui, le Village enchanté recevra les enfants, dans le parc de l'Université de Québec, au coin Charest et de la Couronne.

Spectaculaire!



LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

Un nouveau belvédère, qui offre un point de vue spectaculaire sur la rivière Saint-Charles a été inauguré ces jours derniers en présence du maire Jean-Paul L'Allier et quelques autres membres du conseil municipal. Située aux abords de la rue Racine, dans le district de Loretteville, la nouvelle infrastructure surplombe la chute Kabir Kouba et son canyon. Le belvédère, érigé au coût de 135 000 \$, permettra de contempler ce site naturel exceptionnel. Demain, de 11 h à 16 h, la Corporation du parc de la falaise et de la chute Kabir Kouba soulignera la présence du nouveau belvédère par une fête populaire à laquelle participera le groupe de musiciens Kabir Percussions.

PG IMPORTANTE EXPOSITION et VENTE DE TABLEAUX canadiens et québécois

Invitation de Pierre Garant

LIEU: HÔTEL CLARION QUÉBEC (Salle Champlain) (anciennement Holiday Inn de Ste-Foy) 3125, boul. Hochelaga, Sainte-Foy

DATE: Le dimanche 9 novembre 2003 de 10h à 16h

L'authentique **SKI BAZAR** STONEHAM

OUVERT! Nouvelle marchandise à chaque semaine

Le Centre d'expertise en transport intermodal du collège François-Xavier-Garneau, en collaboration avec le CRCDO, vous convie à un

DÎNER-CONFÉRENCE (transport aérien)

Turbulences dans le ciel... Y a-t-il une accalmie?

DATE: Le mercredi 19 novembre 2003, à 11 h 30
ENDROIT: Hôtel Delta Québec 690, boul. René-Lévesque Est, Québec
COÛT: 48,00 \$ (taxes incluses)

Monsieur Jacques Roy, Ph. D., expert en transport aérien et conférencier de renommée internationale

La conférence de monsieur Jacques Roy présente les tendances récentes dans le domaine du transport aérien et aborde les enjeux de cette industrie. Elle s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à ce domaine et qui veulent obtenir des réponses aux questions suivantes:

- Quels sont les véritables enjeux du transport aérien et comment peut-on expliquer la crise que traverse l'industrie du transport aérien?
- Quelle est la nature des ententes de « ciel ouvert » ou « open skies » et quelles en seront les conséquences?
- Quelles sont les conditions de succès des transporteurs à tarifs réduits?
- Le projet d'un train à haute vitesse dans le corridor Québec - Windsor, est-ce viable? Pour qui et à quelles conditions?
- Quelles sont les perspectives d'avenir pour l'industrie, pour le Canada et pour le Québec?

Pour information et inscription (418) 687-5851 poste 2433

COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU Service de la formation continue

CRCDO

AÉROPORT DE QUÉBEC

www.cegep-fxg.qc.ca/sfc



SAX

CONDOMINIUM • QUÉBEC

Découvrez le tout-inclus Sax à partir de 136 000 \$*

La formule du tout-inclus Sax, exclusive au Groupe Kevlar, est faite pour vivre la vie dans tous ses états, sans tracas. Vous achetez, vous entrez, tout y est! Vraiment tout: électroménagers, stores horizontaux en bois, douche en verre, parquet de bois franc... Il ne reste plus qu'à imaginer les couleurs.

* Toutes taxes incluses

Rien ici n'est comme ailleurs. Visitez notre Bureau - Vente & visite dès aujourd'hui et découvrez, dans un environnement privilégié et spécialement aménagé, le style de vie Sax.

Bureau - Vente & visite 781, rue de Belmont, Sainte-Foy T 418.650.1533 www.sax-quebec.com Du lundi au jeudi: 13h00 à 19h00 Samedi et dimanche: 13h00 à 17h00 Vendredi: fermé

En vente maintenant!

Le confort urbain signé KEVLAR

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

HALLOWEEN

Une foule de créatures bizarres

ALEXANDRA PERRON
APerron@lesoleil.com

■ Le 31 octobre au Québec, c'est jour de fête. À l'école, au travail, dans les bars et, bien sûr, dans la rue. Une rue en particulier se transforme ces soirs de sombre et ténébreuse nuit. Hier, la rue Racine à Loretteville accueillait sur son dos mille et une créatures prêtes pour la Mascarade de l'Halloween.



Fort excité, Charles, quatre ans, jouait à Spiderman hier.

Pour une deuxième année, les gens du coin ont envahi cette petite artère, invités par l'organisme d'animation Horizon C.R.M.V. Un des coordonnateurs, Éric Légaré, souligne d'ailleurs que la tradition de l'Halloween était déjà bien implantée par les commerçants de la place.

Pour agrémenter la fête et ravir les enfants, cracheurs de feu, échassiers, monocyclistes, distributeurs de bonbons et maison hantée figuraient au menu.

Déguisé en aborigène, Frédéric, cinq ans et demi, n'aurait manqué pour rien au monde cette activité, lui qui est un fan de gommes et de suçons. Félix, neuf ans, en Cat in the Hat, participait aux activités avec cousins et amis. « C'est le fun. Il y a plein de choses à faire et c'est éclairé. On a moins de chance de se faire frapper. »

Ce côté sécuritaire, Sylvie Carrier, venue avec ses trois enfants pour une deuxième année, dit fort l'apprécier. « C'est une belle initiative, une belle activité bon enfant. C'est plaisant, il y a beaucoup de parents costumés. »

Alors que Richard Vézina, de la police de la Ville de Québec, évaluait la foule à 4000 personnes vers 19h, Éric Légaré était confiant d'atteindre les 5000 visiteurs, comme l'an dernier.

FESTIVAL D'AUTOMNE

L'assistance était plus discrète et moins agitée un peu plus tôt à la place d'Youville où s'ouvrait le tout premier Festival d'automne de Québec, le nouveau petit frère du Festival d'été.

La programmation de cet événement est constellée de références aux sciences. Devant le Cabaret du Capitole, un magicien s'affairait à présenter des tours pseudo-scientifiques devant deux écrans grand format, dont l'un était relié à une caméra infrarouge. À côté, des tableaux géants faisaient bouger des formes pourtant immobiles. Tout est dans l'art de l'illusion d'optique. Des effets qui ont bien plu à Jean-Simon, neuf ans, et à Nicolas, trois ans, venus de France goûter d'un peu plus près à l'Halloween.

Dans le Salon bleu du Capitole, Yvon Fortin, enseignant au Collège F.-X.-Garneau, explique « La Cascade », une réaction en chaîne de 189 événements pour... éteindre une chandelle.

Jacques, un résident de Québec qui prenait part aux activités, veut laisser la chance au cou-



À peine une heure après le début de la cueillette, Huguette Savard n'avait presque plus de bonbons. Les enfants qui ont envahi la rue Racine pour la Mascarade, comme Fiona, deux ans et Harrison, cinq ans et demi, ne cessaient d'affluer en masse chez elle.

reur. Mais dans son livre à lui, festival est synonyme de fête, d'ambiance, de musique, plus que de science qui a un caractère « peut-être un peu trop sérieux ».

Pas au goût de Régis Labeaume, président du Festival, qui soutient qu'il s'agit de « démythifier les sciences sans être trop sérieux, justement ». C'est pourquoi la magie, les artistes de la rue, l'OSQ, notamment, font partie intégrante du programme.

Toutes ces activités, un concept pensé par la Ville, l'Office du tourisme et d'autres instances, se poursuivent aujourd'hui, gratuites pour la plupart.

Et dans la journée, les écoliers étaient un peu

plus énervés qu'à l'habitude. À l'école primaire Saint-Jean-Baptiste, les 253 élèves étaient vêtus de colorés costumes faits de matériaux recyclés, le thème, cette année.

« C'est ma mère qui m'a fait mon costume d'elfe, et sans patron », a souligné Xavier-Alexandre, d'une classe de cinquième année. Blanche, déguisée en robot, a aussi travaillé fort avec sa maman à assembler boîtes et tuyaux de sècheuse.

Tous ont défilé dans le quartier à l'heure du midi et quelques-uns ont apporté des mini citrouilles décorées aux personnes âgées du Manoir Salaberry. Et, petit bonheur de la journée, la cloche de la fin des classes a sonné à 13h30.

PROGRAMME SAGE AUX SPORTS

Pour contrer l'alcool au volant

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Avec son tout nouveau programme de conducteurs désignés Sage aux sports, la chaîne de restaurants La Cage aux sports souhaite aider à « sauver des vies et des carrières ».

Élaboré en collaboration avec la Sûreté du Québec et le Service de police de la Ville de Québec, le programme lancé hier par la Cage aux sports vise à encourager les membres d'un groupe d'amis à se partager le rôle de conducteur désigné.

Pour devenir membre de Sage aux sports, le candidat doit accepter que la validité de son permis de conduire fasse l'objet d'une vérification par les autorités policières. Le candidat doit en outre s'engager à ne consommer aucune boisson alcoolisée lors des soirées où il assumera son rôle de chauffeur désigné.

« Comme notre clientèle est principalement composée de jeunes adultes qui aiment festoyer autour d'un événement sportif, il fallait se trouver une façon de les encourager à ne pas conduire en état d'ébriété, a expliqué le président et chef de la direction de la Cage aux sports, Jean Bédard.

« Les employés ont une procédure à suivre en matière d'alcool, mais il y a des limites à ce qu'ils peuvent faire pour empêcher un client de prendre

sa voiture en état d'ébriété, a ajouté M. Bédard. Il y a deux ans, le gérant de la Cage aux sports de Granby avait presque dû se battre avec un gars saoul qui voulait absolument prendre son char. Le gérant avait finalement réussi à l'amener dans un hôtel, mais la tâche n'avait pas été facile. »

TÊTES DURES

Selon Carl Thibodeau, serveur à la Cage aux sports du boulevard Hamel, les trois quarts des clients qui ont abusé d'alcool refusent de se laisser conduire. « On a beau insister pour qu'ils laissent leur voiture ici, ça ne donne rien. Les clients en état d'ébriété ont souvent la tête dure. Et pour nous, c'est un peu délicat d'appeler la police, surtout quand c'est un client régulier... »

En conférence de presse, hier, le directeur de la sécurité routière à la Sûreté du Québec, Robert Poëtie, a salué l'initiative de la Cage aux sports. « C'est la première fois qu'on se fait offrir quelque chose comme ça, et je peux vous dire que ça m'a agré-

ablement surpris. Tant mieux si ça provoque une réaction en chaîne... »

BARRAGES ROUTIERS

Par ailleurs, les différents corps policiers du Québec effectueront, entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} décembre, leur 12^e opération de contrôle routier dans le but de contrer l'alcool au volant.

« Lorsque les contrôles routiers sont publicisés, les conducteurs perçoivent davantage le risque d'être arrêtés et sont ainsi plus enclins à modifier leur comportement et à éviter de conduire avec les facultés affaiblies », écrit la SAAQ dans un communiqué.

« Les effets positifs d'une interception dans un contrôle routier continuent de se faire sentir même après ces opérations. Un conducteur intercepté, qu'il soit en infraction ou non au moment de l'échange avec les policiers, conserve une impression durable. La répétition d'une telle opération sur une base régulière et étalée sur plusieurs années arrive à produire un effet direct sur le comportement des conducteurs. »

Depuis 1998, plus de un million d'automobilistes québécois ont été interceptés dans des barrages routiers. En 2002, l'alcool était responsable de 31 % des décès survenus sur nos routes.

La Ville de Québec passe du bleu au blanc

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

La Ville de Québec passe du bleu au blanc. Ses nouveaux camions et voitures de service seront désormais complètement ou à moitié immaculés.

Dans sa refonte graphique, la Ville a décidé d'abandonner le bleu typique de l'ancienne Ville de Québec. « On a décidé de changer parce qu'on se ramassait avec une flotte arc-en-ciel, dit Jacques Perron du service des communications. D'année en année, on n'avait jamais exactement le même bleu. »

Jusqu'à il y a cinq ans, l'ancienne ville de Québec sablait ses véhicules neufs et les repeignait avec « son » bleu, une pratique abandonnée parce qu'elle coûtait 500 000 \$ par année.

Au camaïeu de bleu est venu s'ajouter avec la fusion toutes les couleurs des anciennes villes. Par exemple, les camions de Beauport, de Charlesbourg et de Saint-Augustin sont jaunes, ceux de Charlesbourg blanc et vert, et ceux de Cap-Rouge sont bleu et vert.

Avec la couleur blanche, continue Jacques Perron, il n'y aura pas de

nuance. La couleur sera plus uniforme.

La moitié des 1500 véhicules, soient les véhicules légers, seront blancs. Les véhicules lourds garderont leur boîte de chargement ou leur éterne bleu.

La Ville n'a pas l'intention de repeindre massivement sa flotte de véhicule. « S'il y a de la rouille ou si on doit faire un travail de carrosserie, là, on va les peindre en blanc, explique Jacques Perron. Sur un horizon de 10 ou 15 ans, on va donc avoir des camions de toutes les couleurs. »

Les véhicules blancs de la Ville viendront s'ajouter à ceux, de la même couleur, du Réseau de transport de la capitale et du gouvernement provincial.

Pour leur part, les camions de pompiers deviendront progressivement tous rouges — Sainte-Foy en a encore des jaunes — et les voitures de police seront blanches avec un nouveau design.

La Vieille Capitale avait une flotte arc-en-ciel

DEMAIN DANS LE SOLEIL

cahier Québec

Vie de
carte postale!

Jour et nuit, les touristes se relaient dans le quartier Petit Champlain, investissent les boutiques et mitraillent de leurs flashes les vieux murs. Mais derrière la carte postale se cachent pour les citoyens le plaisir d'une vie en ville grouillante, de rencontres chaleureuses et l'impression d'être en voyage toute l'année. Portait d'un petit coin de paradis.

AGENDA FAMILLE

Visite chez Astérix ou Vénus

Intéressant retour vers le passé dans les grands musées de Québec

Les jeunes de la grande région de Québec sont privilégiés. Comme ceux de Montréal d'ailleurs. Tout leur est à portée de la main.

Ce n'est pas le cas de tous les autres gamins qui sont nés dans les régions périphériques.

Alors imaginez les gens de ma génération, les gars et les filles, aujourd'hui dans la cinquantaine, qui avaient eu le malheur de voir le jour dans une petite localité située bien loin en région. Notre première chance de voir le monde s'est présentée à l'occasion d'Expo 67, à Montréal. C'est là qu'on a rencontré nos premiers groupes ethniques, c'est là qu'on a goûté à nos premières épices venues de pays aux noms parfois étranges.

Aujourd'hui, l'univers est au bout de la souris d'un clavier d'ordinateur ou, mieux encore, d'un court trajet en autobus pour les jeunes chanceux qui vivent à Québec ou Montréal.

Cette réflexion, bien sincère, m'incite à vous parler de deux belles expositions qui ont présentement cours à Québec et qui, ma foi, peuvent nous amener, les plus jeunes comme les plus vieux, à passer un agréable après-midi, surtout s'il pleut autant que ces derniers jours.

La première, *Astérix et les Romains*, est accessible depuis une semaine au Musée de la civilisation de Québec. La seconde, *Vénus et Caïn*, prend place au Musée national des beaux-arts de Québec.

Certes, la seconde fait plus sérieuse que la première mais, dans tous les cas, on est loin de l'époque où l'on se présentait dans un Musée, les fesses et les dents serrés, avec interdiction

de laisser paraître la moindre expression de contentement ou de surprise. L'Art — avec un grand A, vous l'avez remarqué — était quelque chose de sérieux et que l'on devait prendre avec des pincettes.

Aujourd'hui, les musées sont devenus des lieux conviviaux où les « Pas touche » sont passés de mode, où la parole s'ajoute au prix du billet. Il suffit d'aller visiter le copain Astérix pour vivre cette belle complicité muséale. De la place publique du village où le poissonnier et le forgeron nous interpellent — comme dans la bande dessinée — jusqu'à la case de sortie où les héros d'Uderzo trinquent comme les bons Gaulois qu'ils et que nous sommes, le vrai et l'imaginaire se confondent. Quelle belle façon d'examiner massues, lances, casques, fibules, glaives et masques équestres.



Claude Vaillancourt
@lesoleil.com

Dans le passé, j'ai toujours cru que seuls les dinosaures issus des sévères cours classiques — dont je suis — pouvaient saisir toutes les subtilités des propos tenus dans cette bande dessinée. Mais une exposition comme celle-ci démontre le contraire.

Nos héros gaulois et leurs ennemis romains nous offrent un univers fantastique que nous fait agréablement découvrir l'équipe du Musée de la civilisation, en collaboration avec le Rijksmuseum de Leiden, aux Pays-Bas. Du côté des Plaines, soit au Musée national des beaux-arts de Québec, des efforts aussi louables sont faits pour intéresser la famille à découvrir comment le passé a forgé notre présent ou comment la symbolique de l'art des cavernes — qui me rappelle mes premiers dessins — s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Le titre de l'exposition est évocateur : Caïn, le premier être, selon nos récits, né d'un homme ou d'une femme, le premier meurtrier, le premier cultivateur et le premier constructeur de ville, et Vénus, la déesse aux for-



Au Musée de la civilisation, l'exposition *Astérix et les Romains* est accessible depuis une semaine. De la place publique du village où le poissonnier et le forgeron nous interpellent — comme dans la bande dessinée — jusqu'à la case de sortie où les héros d'Uderzo trinquent, le vrai et l'imaginaire se confondent.

mes sculpturales qui hantait nos pensées juvéniles.

Venue d'Espagne, où elle a été présentée le printemps dernier, l'exposition partira pour Paris à l'hiver 2004. Et pour saisir toute la subtilité des 73 œuvres présentées, il vaut mieux se munir de l'audioguide, disponible à la billetterie au coût de 2,50 \$.

Notons que plusieurs activités gratuites sont aussi offertes, en après-midi, les samedis et dimanches. Jusqu'à la fin du mois, à 13h, 14h et 15h, on offre la possibilité aux jeunes de bricoler des fresques d'animaux sur les parois d'une caverne. À 13h encore, petit cinéma, *L'ère de glace*, et à 15h, *Le petit dinosaure* et *La vallée des merveilles*.

Après le Festival d'été et avant le Carnaval d'hiver, Québec tente cette année un premier Festival d'automne, un festival branché sur la science et l'Halloween. Un budget de près de 375 000 \$ pour cette première expérience.

Le principal des activités se déroule dans les environs de Place d'Youville.

Si certaines me laissent pantois, comme La Cascade, j'aurais accroché, hier, au spectacle de patinage artistique préparé sous la direction d'Alain Goldberg, sur la patinoire de la Place. Aujourd'hui, j'irais à la grande randonnée costumée qui a lieu sur les Plaines.

Par ailleurs, lancement aujourd'hui des activités des Lacets d'or à l'anneau de glace Gaétan-Boucher. Musique d'ambiance, animation spéciale et nombreux prix de présence. Admission gratuite aux familles détentrices du Guide de la famille.

ÉCRIVEZ-NOUS!

Où sortir en famille pour découvrir la région et profiter de la vie sans que ça coûte trop cher? Vous avez des idées ou suggestions de lieux ou thèmes qui pourraient inspirer cet agenda famille.

Écrivez-nous à redaction@lesoleil.com.

À SAVOIR

Les adresses:

- Musée national de la civilisation, 85, Dalhousie, Québec, Téléphone: (418) 643-2158. www.mcqm.org
- Musée national des beaux-arts de Québec, Parc des Champs-de-Bataille, Québec, Tél.: (418) 643-2150. www.nba.qc.ca
- Festival d'automne: www.infestival.com/faq/index.asp

ACTIVITÉS DIVERSES

SAGWA ET SES AMIS. Spectacle pour enfants présenté à 13h dans le mail central de Place Laurier, suivi d'une rencontre avec les enfants.

L'HALLOWEEN AUX GALERIES DE LA CAPITALE. Dès 9h: chaque enfant costumé recevra des bonbons chez les marchands participants identifiés par un bouquet de ballons et un tour de manège gratuit. Spectacle «La sorcière est disparue» dans la cour centrale des Galeries de la Capitale à 11h et 13h30.

COMMUNAUTÉ BAH'A'IE DE QUÉBEC. «Matin spirituel» à 8h au Centre baha'i, 75, rue d'Auteuil. Info: 692-3955.

LE RÉSEAU DES INTÉRIEURS ET DES JARDINS ANCIENS DE QUÉBEC. Deux circuits inusités: les cimetières anciens du Vieux-Québec et les cimetières-jardins ou la plénitude du dernier repos en nature. À 13h: cimetières-jardins. À 19h: cimetières anciens du Vieux-Québec. Circuits d'une durée de 3 heures chacun. Inscription obligatoire au 647-4347. Coût: 15\$.

«TRÉSORS ET SUPERSTITIONS». Circuit pédestre guidé. Histoire des croyances et des secrets de la ville de Québec. À 20h30. Coût: 16\$. Réservation: La Compagnie des Six-Associés 692-3033. Jusqu'au 1er novembre.

«CRIMES ET CHÂTIMENTS». Circuit pédestre guidé. Histoire des crimes et des châtiments du régime français à 1900. À 20h. Coût: 16\$. Réservation: La Compagnie des Six-Associés 692-3033. Jusqu'au 1er novembre.

CENTRE SATHYA SAI BABA. 1040, rue Belvédère, local 213, Québec. Méditations et études des enseignements de l'avatar Satya Sai Baba. Entrée gratuite. Information: 663-1682.

CONFÉRENCES

CERCLE JUNG DE QUÉBEC. Atelier cinématographique jungien avec Jean-François Vézina, psychologue, sur le film «Le fabuleux destin d'Amélie Poulain». De 9h30 à 12h30 à la Maison de la psychologie, 975, rue Salaberry. Coût: 30\$.

FONDATION DU MOUVEMENT DU GRAAL. Soirée conférence sur le thème «Les pouvoirs spirituels de l'être humain». À 19h00 à l'Hôtel Universel, 2300, ch Sainte-Foy, Québec. Entrée: 10\$. Réservation: 652-9763.

CAUSERIE SUR LES PROJETS D'AMÉRIQUE CHEZ L'ESCARBOT ET CHAMPLAIN animée par Bernard Emond, professeur chargé de cours à Paris IV, spécialiste en littérature canadienne française et particulièrement celle des débuts de la Nouvelle-France. Spécialiste de l'Acadie et secrétaire général du prix France-Acadie, auteur d'un ouvrage sur Marc Lescarbot, à 20h à l'ancien couvent de Neuville, 652 rue des Érables. Entrée libre. Info: 876 2209

L'HORIZON FAMILLES MONOPARENTALES DE SAINTE-URSULE. 1090, ave de Liège, Sainte-Foy. Déjeuner-causerie demain à 10h30: «Comment trouver la liberté intérieure?». Entrée: 5\$, membres: 2\$. Info: 651-8027.

MARCHÉS AUX PUCES

L'ORDRE FRANCISCAIN SÉCULIER. «Super Bazar» au profit de la mission à Corail en Haïti. De 9h à 20h et demain de 10h à 17h au Centre récréatif Saint-Roch, 230, du Pont (coin Prince-Édouard).

RÉSIDENCE LE FOYER DE CHARLESBOURG DU CLSC-CHSLD. La Source, 7150, boul. Cloutier. Marché aux puces au profit des loisirs des personnes âgées de 10h30 à 16h et demain de 10h30 à 16h. Info: 628-0396 ou 628-0456.

LA BASILIQUE-CATHÉDRALE NOTRE-DAME DE QUÉBEC. 20 rue Buade. Bazar aujourd'hui de 10h à 20h et demain de 10h30 à 17h30.

ACTIVITÉS SOCIALES

LES FILLES D'ISABELLE. Soirée dansante avec l'orchestre Gagné à 20h au Centre récréatif de St-Henri. Info: 882-2886.

LES AMIS DE LA DANSE. Danses sociales et en ligne avec la Disco Mania à 20h au Centre communautaire Paul-Bouillé, Charny. Info: 831-8205.

CENTRE RÉCRÉATIF ST-FRANÇOIS D'ASSISE. 16, Royal-Roussillon. Soirée Halloween (costumes), à 20h (danses en ligne et sociales avec disco). Entrée: 7\$. Info: 529-0140.

CLUB IMPRÉVU. célibataires 30-45 ans. Demain: brunch-rencontre à 10h au Saint-Germain, 2750, chemin Sainte-Foy. Info: 874-3724.

CLUB PRIVILÉGE. Club social pour gens libres de 45 à 59 ans. À 18h: souper-rencontre chez Greco, 2300, chemin Sainte-Foy (réserver aujourd'hui avant 12h). Demain à 11h: déjeuner-rencontre et randonnée pédestre à la rivière Montmorency (réserver aujourd'hui avant 22h). Téléphone: 990-2002.

GRUPE SYNC BALLROOM. Soirée de danse sociale à 21h au Pavillon Maurice-Pollack, U. Laval. Info: 660-6419 ou 658-6923.

SOIRÉE DE DANSES SOCIALES à 20h à L'Abri du danseur, 18, boul. Johnny-Parent, Loretteville. Apportez votre consommation. Info: 661-6925.

CLAIRE DE LUNE RENCONTRE. Pour personnes seules et célibataires. Quilles et billard; animation, jeux; buffet à minute. À 20h30 à la Salle de quilles de Val-Bélair, 1545, de l'Innovation. Coût: 20\$. Rés.: 842-5339.

SOIRÉE DE DANSE EN LIGNE à 20h au sous-sol de l'église St-Rodrigue, 4760, 1^{er} Avenue, Charlesbourg. Info: Michelle Houle 666-6611.

VERT L'AVENTURE PLEIN AIR. Club sportif. À 18h: Danse énergique au Charlotte, 575, Grande-Allée. Demain: randonnée pédestre à La Montagne, Cap-Tourmente. Inf. 687-2396.

SOIRÉE DE DANSES EN LIGNE ET SOCIALES avec le Carrefour Liberté, 2165, avenue Royale, Beauport. Inf. Gill ou Martin au 666-7056.

SOIRÉE-RENCONTRE pour gens seuls de 35 ans et plus, sam. à 18h au pub Le Gîte, 5155, boul. Hamel. Buffet, animation et chansonnier. Dim. à 11h, brunch et Speed Dating au Buffet Jad'Or, 623, bl. Hamel. Info: 872-0730.

DÉJEUNER-RENCONTRE ACCUEIL CHALEUREUX pour les 48-65 ans, demain à 9h30, à l'Hôtel Québec, Sainte-Foy. Inf.: Gigi 659-1716.

GENS SEULS. déjeuner-rencontre «Au Petit Coin Breton», Sainte-Foy, tous les dimanches à 10h. Information: 836-1771.

DÉJEUNER VEUFES ET VEUFES ET GENES LIBRES. Les dimanches à 10h30 au restaurant «Feu rouge», 2800, boulevard Laurier. Info: 681-3169 ou 652-1247.

CENTRE FEMMES D'AUJOURD'HUI. 2480, chemin Sainte-Foy. Demain de 11h à 13h: Café-Croissants. Information: 651-4280.

CLUB VOLKSMARCHE NORD-SUD DE LORETTEVILLE. Marche guidée culturelle «Eglise St-Sauveur» départ demain à 13h du Parc Victoria (5,10km). Info: 845-2746 ou 843-1349.

CLUB DE MARCHÉ LES MILLE-PATTES DE ST-ROMUALD. Marche de 5 km, 2 fois/semaine le dimanche à 10h et le mardi à 19h. Info: 839-8675.

CLUB AMITIÉ-RENCONTRES pour les célibataires de 35 ans et plus, brunch-buffet demain à 11h et Slow Dating au Buffet Jad'Or, 623, boul. Hamel. Info: 872-0730.

CARREFOUR LIBERTÉ. 2165, Robert-Giffard, Beauport. Danses canadiennes, sociales et en ligne. Demain de 14h30 à 22h (souper à 17h30). Info: 666-7056.

LE CLUB DES AÎNÉS LES SAULES. Soirée dansante demain à 19h30 au centre communautaire Les Saules. Entrée: 6\$. Info: 688-1859, 877-2413.

LES PETITES ANNONCES DU SOLEIL
844-4444

Jazz

Résidence pour gens heureux

Votre retraite, vous l'avez bien méritée.

Et si vous avez choisi Jazz, c'est pour en profiter pleinement. Alors, profitez-en! Nos espaces communautaires incluent une multitude de services pratiques et de divertissements: piscine intérieure et spa, salle à manger, salon de coiffure, dépanneur, même un grand salon bibliothèque pour se laisser «jazz».

À Sainte-Foy, juste à deux pas de l'avenue Myrand

Grands 2 1/2, 3 1/2 et 4 1/2

En location maintenant!

Jazz, le mieux-vivre signé KEVLAR

K KEVLAR

Bureau - Visite & location
777, rue de Belmont, Sainte-Foy
Tél.: **418.650.5553**
www.residence-jazz.com

Heures d'ouverture

Lundi au jeudi:
10h00 à 17h00

Samedi et dimanche:
13h00 à 17h00

Vendredi: *fermé*

LE QUÉBEC ET LE CANADA



Michel Vastel a «fréquenté» Jean Chrétien pendant 26 ans de façon journalistique.

Les hauts et les bas d'un Canadien pure laine

Le chroniqueur politique Michel Vastel publie un essai biographique sur Jean Chrétien

RAYMOND GIROUX
RGIroux@lesoleil.com

OTTAWA — Non, disons-le tout de suite, il ne s'agit pas d'une biographie de Jean Chrétien au sens classique du terme que publie le journaliste Michel Vastel sur le premier ministre du Canada à deux semaines de la fin de son règne comme chef du Parti libéral.

L'auteur définit plutôt son *Chrétien, un Canadien pure laine* comme un essai biographique basé, dit-il en entrevue, sur 26 ans de «fréquentation» journalistique avec et autour de son sujet.

Le lecteur pourra y voir sans se tromper une longue chronique racontant les hauts et les bas du futur retraité qui, croit M. Vastel, rend justice au premier ministre.

S'il trouve la fin de régime «désolante, par moments», il prévient aussitôt le collègue qui l'interviewe qu'il ne faut pas y voir un jugement sur l'ensemble de l'œuvre.

«Il faut lui donner le crédit du redressement financier du pays, soutient-il. Paul Martin n'aurait pas réussi ce qu'il a réussi sans l'appui de Jean Chrétien. Il a été un bon premier ministre, au début, mais il a eu des bas qui ont annulé ses hauts.»

M. Vastel a réalisé durant sa carrière plusieurs entrevues et une quantité innombrable de chroniques et de portraits dans plusieurs quotidiens, dont LE SOLEIL, et le magazine *L'Actualité*, et leur lecture confirme qu'effectivement, il n'était jamais très loin de M. Chrétien.

Le chroniqueur a consacré son été à se relire et à se réécouter, utilisant ainsi plusieurs passages inédits faute d'espace pour les publier, et a ressorti de ses classeurs une série d'entrevues que lui avait accordées l'ancien ministre Marcel Massé.

Le côté intéressant de ces entrevues se trouve autant dans leur contexte que dans leur contenu: MM. Massé et Vastel avaient convenu de se rencontrer après le référendum de 1995 dans le cadre d'un ouvrage que préparait le journaliste sur l'entre-deux référendums.

Cet arrangement témoigne d'une chose: au moins un ministre d'Ottawa croyait que les péquistes dirigés par Lucien Bouchard retourneraient en campagne référendaire à relativement court terme et était prêt à ouvrir son jeu pour l'histoire.

Mais il n'y a jamais eu d'autre référendum, et ces conversations perdues reprennent vie — et ce, sans jamais évoquer la moindre intervention militaire, comme le suggère le biographe anglophone de M. Chrétien, Lawrence Martin.

«Je ne crois pas à cette hypothèse, raconte M. Vastel, sauf si des connards avaient commencé à foutre le bordel à la place Guy-Favreau (où se trouvent les bureaux fédéraux, à Montréal). Il aurait bien fallu assurer la protection des édifices.»

M. Massé, rappelle M. Vastel dans son livre, a eu vite fait de céder sa place dans le dossier Québec à plus dur que lui, Stéphane Dion. Mais ses réflexions bien consignées par le journaliste permettent de comprendre, ce qu'on ignorait à l'époque, pourquoi le ministre a perdu son poste.

M. Chrétien est selon lui revenu d'une tournée mondiale amorcée par les funérailles du premier ministre d'Israël, Yitzhak Rabin, tout changé.

Parti «sombre, très fatigué, psychologiquement ébranlé» selon les mots de son directeur de cabinet, Jean Pelletier, il reçoit, pratiquement une volée de bois vert de ses homologues, y compris du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali.

Ce dernier, que les souverainistes croyaient pourtant dans leur camp lorsqu'il devint le grand patron de la Francophonie, lui asséna le coup de massue, selon M. Vastel.

«Si vous acceptez des sécessions aussi facilement que cela, il va y avoir 500 nouveaux États et le monde sera ingouvernable», dit M. Boutros-Ghali. Les Catalans piaffaient d'impatience et auraient imité les Québécois dans la minute, d'après M. Massé.

Le message de la communauté internationale était clair: «Tiens ton bout», résume M. Vastel au bout du fil.

Au retour de M. Chrétien au pays, le plan A se retrouva sur le brûleur arrière et le plan B, celui de la ligne dure, reçut le feu vert.

«Il est incroyable que le premier ministre se soit sorti du dérapage référendaire», dit M. Vastel. Les gens d'affaires comme Guy Saint-Pierre, Laurent Beaudoin et Jean Coutu l'implorèrent alors de s'effacer du décor, rappelle-t-il.

«Mais finalement, les Canadiens aiment bien M. Chrétien, dit l'auteur. S'il y avait des élections demain matin, il les gagnerait. Ce sont le parti et les élites du pays qui le mettent dehors.» Il n'y a rien là pour faire oublier ce qu'il décrit comme le complexe «rural» de celui qui prendra sa retraite d'ici février.

«Ce que j'admire chez un politicien, c'est la réussite», affirme M. Vastel. Et, dans le fond, M. Chrétien, ce n'est pas un échec. La loi sur la clarté, c'est dégueulasse, mais c'est efficace!

Une déception pour M. Vastel? Oui, le fait que le premier ministre a décidé «de ne pas mourir au Québec, d'acheter un appartement à Ottawa. Cela me choque beaucoup, cela dit tout, c'est clair qu'il n'est pas à l'aise à Montréal. D'où le «Canadien pure laine» du titre.

CHRÉTIEN, UN CANADIEN PURE LAINE, par Michel Vastel. Les Éditions de l'Homme, 256 pages, 24,95\$. En librairie le 4 novembre.

À LIRE AUSSI:
■ Extraits du livre Page D 2

«Ce que j'admire chez un politicien, c'est la réussite»

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ADQ

Toutes les idées soumises à des «corvées» de réflexion

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

■ Bons d'études, ouverture des salles d'opération au privé et même la fameuse et controversée *flat tax*, toutes les idées de l'ADQ, y compris ses idées fortes, seront soumises à des «corvées» de réflexion, en fin de semaine, lors du Conseil général de la formation politique, à Québec.

C'est ce qu'indique Marie Grégoire, présidente de la commission politique de l'Action démocratique du Québec et une des rares vedettes du parti de Mario Dumont.

En entrevue téléphonique, M^{me} Grégoire indique qu'elle ne veut pas prendre position personnellement face aux trois propositions les plus identifiées à l'ADQ. À la veille du congrès qui porte sur le thème du choc démographique, elle précise que ces propositions n'apparaissent pas dans le cahier des congressistes.

Leur maintien ou non dans la vision que défend l'Action démocratique reviendra à la base partisane, suggère-t-elle. «Ces idées ne disparaîtront pas comme ça, dit-elle dans un premier temps. Mais on (les militants) fera l'inventaire de ce qui est présent.

«On regardera la situation actuelle et on l'adaptera. Est-ce que ça veut dire proposer la même chose qu'on a proposé, il y a quatre ans? Ou amener une nouvelle solution qu'on voit émerger dans des sociétés qui ressemblent aux nôtres?»

Celle qui a représenté pendant quelques mois Berthier à l'Assemblée nationale ne reprend pas directement l'exemple des salles d'opération qui pourrait louer le secteur privé. «Mais pour ce qui est d'une présence cohérente du privé en santé, peut-être que les participants à cette corvée en viendront à la conclusion de maintenir cette approche.» Cela n'exclut pas de poser «certains bémols».

Autre exemple, le «bon d'éducation». Fondamentalement, explique-t-elle, cela reflète une question de choix et de valeurs. «Est-ce que ce sera un «bon» ou autre chose? Le principe du choix demeurera, mais peut-être que le moyen changera.»

ANIMÉ PAR LE PRAGMATISME

Tout au long de l'entrevue, Marie Grégoire tient à faire ressortir que son parti est animé par le pragmatisme. «L'apparition du privé en santé, ce n'est pas un dogme. C'est une position incontournable pour que mes parents continuent d'avoir des services de santé, demain.

«C'est (...) toujours dans la perspective de se donner une marge de manœuvre. Pour pouvoir continuer de donner ces services dans 15 ans, dans 20 ans (...) et aussi pouvoir continuer d'investir en éducation ou en culture.»

Elle glisse au passage que des changements de cap dans les soins à prodiguer ne sont pas une invention récente. Elle signale que naguère, les soins d'optométrie étaient gratuits au Québec.

«On a décrété que les personnes entre tel et tel âge devraient dorénavant payer. On ne s'est pas roulé par terre. Cela fait en sorte qu'on peut donner une certaine accessibilité. Il faut faire des choix, tranche M^{me} Grégoire. Il faut avoir le courage de faire des débats.»

Elle se défend que l'ADQ vise à se «repositionner vers le centre» sur l'échiquier politique. «On change pas nos valeurs. Pour moi, se repositionner, c'est faire abstraction de ce que tu es. Une compagnie qui se repositionne le fait



«On regardera la situation actuelle et on l'adaptera. Est-ce que ça veut dire proposer la même chose qu'on a proposé, il y a quatre ans? Ou amener une nouvelle solution qu'on voit émerger dans des sociétés qui ressemblent aux nôtres?», demande l'adéquate Marie Grégoire.

pour aller chercher une plus grande part de marchés. Ça dépend comment tu le fais. Si tu l'adaptes pour mieux répondre aux besoins... On est à s'adapter.»

En fin de semaine, la «série de corvées d'idées a pour trame de fond le vieillissement de la population», souligne-t-elle. Il s'agit d'un thème qui lui est particulièrement cher. Il y a le défi de «la solidarité intergénérationnelle», mais c'est aussi que cela «me tient à cœur parce que je suis une maman», laisse-t-elle tomber.

Six mois après avoir été battue dans sa circonscription, par Alexandre Bourdeau, incidemment le plus jeune député à siéger en ce moment à l'Assemblée nationale, Marie Grégoire est peu encline à vouloir se représenter pour siéger à Québec. Le travail auprès de la population de Berthier a été «trippant». Mais la vie à l'Assemblée nationale a été «très difficile».

Elle se dit cependant incapable de mettre en croix sur la possibilité de redevenir, un jour, députée. «C'est mon fils (âgé de huit ans) qui m'a dit: «Maman, tu ne peux pas dire jamais» parce que je lui dis toujours ça. C'est pour ça que je vais être sage et que je vais vous dire que je ne puis dire «jamais». Je vais suivre ses doux conseils.»

Les défusions inquiètent la députée libérale Liza Frulla

MICHEL CORBEIL
MCorbeil@lesoleil.com

Toute députée fédérale qu'elle soit maintenant, Liza Frulla suit avec inquiétude la tangente que prend au Québec le dossier des «défusions» municipales. Mais elle refuse d'y voir le reflet d'une querelle linguistique opposant anglophones et francophones.

De passage dans la région de Québec pour participer à une campagne de financement de sa formation politique, l'élue de la région de Montréal a soutenu que le mouvement repose avant tout sur l'insatisfaction à l'égard des services rendus à la communauté.

«C'est clair, je dis que je suis inquiète (à l'égard des défusions appréhendées), a-t-elle lancé en substance au SOLEIL. Je viens de Montréal, moi. Je suis très amie avec Gérard Tremblay qui a aussi été mon collègue (comme ministre sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa).

«Mais je ne veux pas qu'on amplifie cela (le mouvement sécessionniste par rapport aux nouvelles villes élargies) comme étant un débat linguistique. Les motivations des défusionnistes sont les mêmes partout. Que l'on soit à La Baie, à Saint-Bruno, à Saint-Lambert ou à Westmount.»

La libérale a indiqué que l'ex-maire de Westmount, Peter Trent, résume bien le fond de l'histoire lorsqu'il soutient que des citoyens estiment «que ça marchait mieux quand les villes étaient plus petites».

Selon elle, l'insatisfaction tourne autour du fait que les populations mécontentes croient qu'elles «avaient de meilleurs services avant les fusions, qu'elles avaient un contrôle sur les cols bleus». À Westmount, a-t-elle donné comme exemple, les éboueurs

vont cueillir dans certains cas les détritiques dans le garage ou l'arrière-cour des citoyens.

Liza Frulla en a profité pour blâmer au passage toute l'attention accordée par les médias au Mouvement national de libération du Québec et à son chef Raymond Villeneuve. Sept des membres du Mouvement ont été appréhendés pour méfaits à l'ex-hôtel de ville de Baie-d'Urfé, dans l'ouest de Montréal.

Elle a laissé entendre qu'elle est à ranger dans le camp de ceux qui croient qu'une fois les regroupements effectués, il faut les maintenir. «J'étais contre, a-t-elle souligné. Ils ont fusionné quand même. Combien cela coûtera-t-il (pour revenir en arrière)?»

La politicienne estime qu'une véritable décentralisation des pouvoirs

vers les arrondissements représente une solution. Elle s'est réjouie que le ministre québécois des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, ait clairement établi qu'il n'y aura pas de retour aux villes telles qu'elles existaient avant les fusions.

SYMPATHIE

Par ailleurs, M^{me} Frulla n'a pas caché sa sympathie pour deux des ministres qui ont défrayé les manchettes, ces derniers jours, pour avoir séjourné au luxueux chalet de pêche de la famille Irving, au Nouveau-Brunswick. Selon elle, Jane Stewart (Resources humaines) et Claudette Bradshaw (Travail) ne sont pas auteurs de malversations, mais victimes du contexte électoral.

«Que Jane Stewart soit (montrée du doigt) *coast to coast*, je n'accepte pas ça. Bradshaw, je n'accepte pas cela. Jane me l'a dit, on a droit à notre vie (privée). Si on connaît person-

nnellement, et d'avant (les événements reprochés) des gens qui sont riches et célèbres (comme les Irving), ce n'est pas parce que tu es en politique que tu ne peux plus leur parler.

«Je m'excuse rien, je suis pour un code d'éthique, mais nous sommes rendus proche d'une élection, a-t-elle glissé. Il faut comprendre la dynamique.»

Dans ce dossier, d'autres ministres se sont retrouvés sur les charbons ardents pour avoir accepté l'hospitalité de la même famille influente. C'est le cas de Robert Thibault (Pêcheries), de David Anderson (Environnement) et d'Allan Rock (Industrie), un politicien qui a nourri, un temps, l'ambition de succéder au premier ministre Jean Chrétien.

Quant à LE SOLEIL a demandé si certains membres du cabinet Chrétien ne sont pas exposés à la critique dans cette affaire, M^{me} Frulla a laissé tomber que c'est «peut-être» le cas. «Mais ça va donner une leçon aux autres.»



Liza Frulla

Le BQ relancera le débat nationaliste

Les bloquistes miseront sur la reconnaissance du Québec lors de la prochaine campagne électorale

SYLVAIN LAROCQUE
Presse canadienne

■ OTTAWA (PC) — Désirant contrer l'arrivée imminente de Paul Martin à la tête du Parti libéral et la naissance d'une nouvelle formation de droite sur la scène fédérale, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, entend bien marquer des points en relançant le débat nationaliste lors de la prochaine campagne électorale, attendue au printemps.

Le Bloc, qui tire de l'arrière dans les intentions de vote face aux libéraux, compte bien remettre sur le nez de ces derniers leur rejet unanime, plus tôt cette semaine, d'une motion bloquiste demandant aux Communes de reconnaître que le Québec forme une nation. La vaste majorité des alliés et des conservateurs ont aussi voté contre la motion.

« C'est évident que la campagne va porter sur cela, lance le chef bloquiste en entrevue. (...) Quand ils (les libéraux) voudront nous parler de la reconnaissance du Québec, on va leur dire: "Regardez, sur la nation québécoise, vous avez tous voté contre, Paul Martin en premier lieu. Alors comment pouvez-vous prétendre reconnaître ce qu'est le Québec moderne d'aujourd'hui quand vous niez son existence même?" »

CONSEIL GÉNÉRAL À DRUMMONDVILLE

Les bloquistes sont réunis en conseil général, cette fin de semaine à Drummondville, afin de peaufiner leur « plan d'action » en vue de la prochaine élection. Ils adopteront leur budget de campagne, qui profitera grandement de la nouvelle loi sur le financement politique prévoyant une subvention stable de l'État aux partis fédéraux reconnus.

« On va être en meilleure position pour faire une bonne campagne », estime M. Duceppe.

Mais si le Bloc québécois se sent d'attaque quand il s'agit de s'en prendre à Paul Martin et à la nouvelle droite unifiée, il semble plus vulnérable lorsque vient le temps de présenter un projet de souveraineté renouvelé aux Québécois.

Au lendemain de la défaite du Parti québécois aux élections d'avril dernier, Bernard Landry et Gilles Duceppe avaient convié le mouvement souverainiste à un travail de réflexion sur la modernisation de l'option. Or, cette tâche ne pourra pas être terminée avant le prochain scrutin fédéral, admet le chef bloquiste.

« Ce n'est pas vrai qu'on va, en trois ou quatre mois, tout adapter, raffiner, peaufiner le concept de la souveraineté dans le contexte de la mondialisation, affirme-t-il. On va prendre le temps qu'il faut. Ce n'est pas l'échéancier fédéral qui va décider pour ça. (...) Les gens qui ne débattent plus, n'avancent plus. »

Cette réalité ne devrait toutefois pas empêcher les souverainistes de voter pour le Bloc, martèle M. Duceppe. « Parce qu'on attend que le projet souverainiste soit vraiment prêt, entre-temps, on voterait pour Paul Martin? Mais ça n'a pas de bon sens », dit-il.

DÉNONCER MARTIN

Le coprésident du « comité du contenu » du Bloc, le député Pierre Paquette, fait d'ailleurs remarquer que Paul Martin n'a encore fait aucune proposition pour répondre aux revendications traditionnelles du Québec sur le plan constitutionnel. « Le débat se pose carrément entre la souveraineté et le fédéralisme tel qu'il fonctionne actuellement, souligne-t-il. Ça, c'est nouveau. »

Même si le Bloc recueille actuellement 35 % des intentions de vote au Québec, contre 50 % pour les libéraux, Gilles Duceppe assure qu'il ne se sent pas menacé par Paul Martin. Mais il ne manque pas une occasion pour dénoncer celui qui constituera l'opposant le plus sérieux de toute sa carrière.

« Je ne mésestime jamais l'adversaire, mais je suis très confiant parce que cet homme — on va le démontrer — dit des choses et fait le contraire », soutient M. Duceppe, en faisant allusion au fait que l'ancien empire commercial de M. Martin payait des impôts à la Barbade plutôt qu'au Canada. « C'est complètement immoral », ajoute-t-il.

« Est-ce qu'on veut voter pour un parti qui s'enlève sur les États-Unis, comme Martin veut le faire », lance le chef bloquiste, qui se dit « convaincu » que sans les pressions de son parti, Ottawa aurait participé à la guerre en Irak.

Et face à la création d'un nouveau parti de droite, issu de la fusion annoncée entre l'Alliance canadienne et les conservateurs, Gilles Duceppe promet de ne pas adapter les positions du Bloc pour les rendre plus attrayantes aux yeux de certains électeurs.

« Moi, je ne cherche pas une idée pour contrer le nouveau parti, jure-t-il. Je ne fonctionne pas de même. Je me dis: "Quelle question se pose, quelle est notre position sur ça?" Si le nouveau parti de droite a la même position que nous, je m'en fous; tant mieux, dans le fond. »



Julie Boulet

Les sociétés de transport en commun restent sur leur appétit

La ministre Boulet n'offre pas de solution à court terme

MONTRÉAL (PC) — Le représentant des neuf sociétés québécoises de transport en commun qui font face à un manque à gagner de 90 millions \$ n'a pu que déplorer, hier, que la ministre déléguée aux Transports, Julie Boulet, n'ait à leur offrir que des pistes de solution à moyen et long termes.

« On espère que d'ici quelques jours ou quelques semaines, le gouvernement va nous proposer des solutions pour régler ce problème à court terme », a dit Jean-Jacques Beldié, président de l'Association du transport urbain du Québec.

« M^{me} Boulet a parlé de privatisation, des solutions à moyen et à long termes, mais pour régler notre budget de 2004, chacune des sociétés a besoin d'un apport additionnel qui viendra soit du gouvernement, soit des usagers, soit des villes. On ne peut pas laisser ça seulement aux usagers et aux villes », a soutenu M. Beldié, en marge d'un colloque sur le partenariat public-privé dans les transports collectifs.

Se faisant plus pressant, il a indiqué qu'« aucune société de transport au monde n'a réussi à se maintenir en vie et progresser sans l'apport des gouvernements supérieurs ».

La ministre Boulet, qui prononçait une allocution dans le cadre de ce colloque, a pour sa part affirmé que la véritable date-but pour les so-

ciétés de transport était le début de 2004 et que des rencontres étaient prévues avec des représentants du ministère des Finances et du Conseil du trésor, de façon à ce que des propositions puissent être faites à la fin de cette année.

M^{me} Boulet a dit miser sur les partenariats public-privé, par exemple pour l'entretien et l'exploitation des réseaux de transport, qui auraient entraîné des économies là où ils ont été réalisés.

« Il faut être plus performant », a-t-elle martelé. La ministre s'est dit consciente que de parler de public-privé « va amener des discussions avec les syndicats », mais « l'intérêt commun des citoyens et de la collectivité doit primer », a-t-elle ajouté.

La ministre a souligné aux gestionnaires des sociétés de transport que la gestion des trains de banlieue de la région de Montréal, confiée au privé, a permis de réduire les coûts de 24 %.

À ce propos, Florence Junca-Adenot, présidente-directrice générale de l'Agence métropolitaine de transport qui exploite justement les trains de banlieue, a recommandé que les expériences public-privé soient introduites avec douceur et de façon graduelle.

« Il ne faut pas que ce se soit perçu comme un geste de blâme pour les gestionnaires, les employés et leurs syndicats. Il faut les embarquer », a-t-elle déclaré.

ACHETEZ
ET RACHETEZ
LA PAIX

VOS PLACEMENTS ARRIVENT À TERME ?

La Banque Laurentienne vous offre un CPG rachetable à un taux exceptionnel.

7%

Taux de la 5^e année

CPG Option garantie*

- Rachetable sans pénalité aux dates d'anniversaire dès la première année**
- Capital assuré à 100 %
- Rendement garanti
- Admissible au REER

1 ^{re} année :	2,35 %
2 ^e année :	2,40 %
3 ^e année :	3,00 %
4 ^e année :	3,25 %
5 ^e année :	7,00 %



BANQUE
LAURENTIENNE

Appelez dès maintenant au 1 877 BLC-REER

* Taux moyen sur 5 ans de 3,586 %. Terme de 5 ans. Taux en vigueur au 30 octobre 2003. Le taux peut changer sans préavis.

** En cas de rachat avant terme, les intérêts sont calculés en fonction du taux en vigueur chaque année.

ÉQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS
modèles de fin de série, liquidation de fabric et surplus d'inventaire

L'authentique
SKI BAZAR
STONEHAM

ANCIENNEMENT
AU SOUS-SOL DU CHALET

Depuis 16 ans

La solution économique
pour toute la famille!

OUVERT

NOUVEAU LOCAL
Hôtel Faubourg Stoneham
825, Chemin du Hibou, Stoneham

Les fins de semaine de 9h00 à 16h30
du 20 septembre au 16 novembre

2 km à droite avant la station.

Nouvelle marchandise chaque semaine

Un don qui permettrait de sauver au moins quatre vies

Les parents du bambin renversé par un chauffard ivre autorisent le prélèvement de ses organes

SHERBROOKE (PC) — Les parents du petit garçon décédé jeudi après avoir été heurté par un chauffard ont autorisé le prélèvement des organes de leur fils, ce qui permettra au moins de sauver quatre vies, selon les autorités.

On sentait beaucoup d'émotion chez l'infirmière Annie Chouinard, du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS), qui agit comme personne-ressource en matière de dons d'organes. C'est elle qui a accompagné la famille Trottier dont le garçon de cinq ans, Marc-Antoine, renversé en début de semaine par un chauffard, à Lac-Mégantic, a succombé à des blessures irréversibles à la tête, jeudi matin.

CAS DIFFICILE

Hier matin, à l'issue de l'intervention qui s'est étalée sur près de 18 heures, M^{me} Chouinard avouait que, même si elle remplit cette fonction depuis deux ans et a ainsi fait de l'accompagnement dans au moins une trentaine de cas, celui du petit Trottier a été très difficile.

« Ça m'a particulièrement touchée. C'est très dur sur le plan émotionnel et je ne m'en cache pas, j'ai pleuré... Même si je travaille dans le domaine de la santé, je suis une mère aussi, surtout que j'ai deux enfants sensiblement du même âge que Marc-Antoine. »

Elle a signalé que comme dans tous les autres cas de don d'organes, son approche avec les gens qui doivent prendre la décision demeure toujours la même: respecter leur choix.

« Le plus important, pour aider les gens à accepter ou non un prélèvement d'organes, c'est de leur transmettre toute l'information, répondre à toutes leurs questions, leur expliquer par exemple qu'en mort cérébrale, quand une personne est maintenue artificiellement en vie, le prélèvement ne provoque aucune souffrance... À partir de là, peu importe le choix que les gens font, je vais les accompagner et les soutenir », a expliqué Annie Chouinard.

« Ça m'a particulièrement touchée. C'est très dur sur le plan émotionnel et je ne m'en cache pas, j'ai pleuré... »

M^{me} Chouinard témoigne qu'une fois que la décision d'accepter le prélèvement des organes est prise, il y a comme un soulagement.

« M. Trottier l'a bien résumé en disant que grâce à son fils, la vie va se poursuivre chez d'autres... C'est prouvé que pour les gens ayant librement accepté le prélèvement d'organes chez leur proche, ça aide au processus du deuil. C'est comme s'ils se disent que leur enfant ne sera pas mort en vain... »

Par ailleurs, Michel Bouchard, soupçonné d'être à l'origine de la tragédie, devra faire face à des accusations de négligence criminelle ayant causé la mort, à son retour devant le tribunal, le 7 novembre.

« Préoccupant pour l'avenir du Québec »

Le Parti québécois demande la tenue d'un débat public sur la démographie

MARTIN OUELLET
Presse canadienne

■ Alarmé par la baisse du taux de natalité, le chef péquiste Bernard Landry presse le premier ministre Jean Charest de mettre en place une commission parlementaire spéciale sur la démographie au Québec.

Dans une lettre transmise au premier ministre et rendue publique hier, M. Landry et les députés Stéphane Tremblay, de Lac-Saint-Jean et Jean-Claude Saint-André, de L'Assomption, font état des récentes données démographiques qu'ils jugent « préoccupantes pour l'avenir de notre nation. »

Avec un indice de fécondité de 1,4 enfant par famille, donc bien en deçà du seuil de remplacement de 2,1, le Québec vieillit à un rythme accéléré et se dirige tout droit vers un déclin de sa population.

Qui plus est, dans 20 ans, les vieillards formeront le quart de la population totale et les citoyens en âge de travailler seront de moins en moins nombreux pour affronter l'explosion inévitable des coûts de santé.

« La pression se fait déjà sentir. Avec un budget qui représente plus de 40 % du budget total de l'État québécois, le réseau de la santé est confronté à cette réalité démographique », écrit le chef de l'opposition.

La dénatalité touche le Québec en entier mais c'est en région qu'elle fait le plus de ravages, ajoute le député de Blainville, Richard Legendre.

« Le problème de natalité est partout au Québec mais en région, l'exode des jeunes s'ajoute au phénomène. À une époque, quand il n'y en avait un ou deux qui partaient c'était moins grave », a-t-il expliqué.

De plus, les régions peinent à attirer et à retenir les immigrants, ce qui aggrave encore davantage



Le chef du PQ, Bernard Landry

la situation, estime le porte-parole de l'opposition en matière de Développement régional.

Aux conséquences économiques, le Parti québécois joint le coût politique énorme que devra assumer le Québec à mesure que son poids démographique, et par conséquent son rapport de force, diminuera par rapport au reste du Canada.

Le premier ministre Jean Charest ne ferme pas la porte à la tenue d'une consultation publique sur le phénomène, mais a indiqué, hier, par l'entremise de son attaché de presse, Christian Barrette, que la décision finale appartenait aux membres de la Commission des affaires sociales.

Si le PQ saute dans l'arène du déclin démographique sur le tard, au moment où divers experts et chercheurs sonnent l'alarme, il n'en va pas de même pour l'Action démocratique du Québec qui a fait de cette question l'une des pièces maîtresses de son programme.

Le « choc démographique » est d'ailleurs le thème du Conseil général de l'ADQ qui se tient en fin de semaine à Québec.

Les délégués adéquistes seront appelés à alimenter des « corvées d'idées » visant à mieux préparer le Québec à faire face aux défis posés par le vieillissement de sa population.

PORTES OUVERTES

le mercredi 5 novembre 2003
de 18 h 30 à 21 h 30

Tu réussis bien dans tes études ?
Tu rêves de te dépasser dans une de nos spécialités ?

Nous avons ce qu'il te faut :

**LES PROGRAMMES ARTS,
LANGUES ET SPORTS !**

Offerts au Pavillon Déziel de l'École Pointe-Lévy, les programmes Arts, Langues et Sports s'adressent aux élèves de la 4^e année du primaire à la 5^e année du secondaire.

Quatre après-midi par semaine sont consacrés aux programmes spécialisés, le volet scolaire est donné le matin et le mercredi après-midi.

INFORMATION : (418) 838-8404

Date limite d'inscription : 19 décembre 2003
(bulletins de fin d'année 2002-2003 et de 1^{re} étape 2003 requis)

Pavillon Déziel, École Pointe-Lévy
55, des Commandeurs, Lévis, G6V 6P5

Vingt-six disciplines d'arts, de langues et de sports sont proposées aux élèves

ARTS :

- arts dramatiques
- arts visuels
- arts du cirque
- danse
- musique

LANGUES :

- programme d'anglais au primaire
- programme d'espagnol et d'anglais au secondaire

SPORTS :

- badminton
- baseball
- basket-ball
- cyclisme
- équitation
- golf
- gymnastique
- handball
- hockey
- judo
- karaté
- natation
- nage synchronisée
- patinage artistique
- ski de fond
- soccer
- squash
- tennis

COMMISSION SCOLAIRE DES
NAVIGATEURS

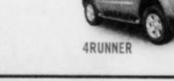
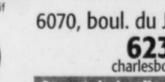


Pour toujours Toyota, c'est... Charlesbourg

N^o1
Satisfaction
à la
clientèle
pour 2002

GRANDE LIQUIDATION FINALE

DES 2003

	1 É VENDU
	10 Camry
	1 Avalon
	5 Celica
	5 Rav4
	1 4Runner



*photo à titre indicatif

6070, boul. du Jardin, Charlesbourg
623-9843
charlesbourgtoyota.com
Ouvert du lundi au vendredi de 9h à 21h






De la mode, on en mange !

Lorsque vous devez trouver tout ce qu'il vous faut pour créer tout un effet, choisissez Place Laurier ! Des chaussures aux boucles d'oreilles en passant par les robes de soirée, même les plus indécis seront conquis !

Place Laurier
c'est ma place

L'EST ET LA CÔTE-NORD

SEPT-ÎLES

Une conseillère « bavarde » est évincée du caucus

STÉPHANE TREMBLAY
Collaboration spéciale

SEPT-ÎLES — Bisbille au conseil municipal de Sept-Îles. La conseillère de la Rive, M^{me} Louise Doiron-Catto a été évincée du caucus pour avoir pris l'initiative d'écrire au ministre de l'Environnement, Thomas Muclair, dénonçant les pratiques des fonctionnaires dans le dossier du plan d'assainissement au secteur des plages, à l'extrême est de la municipalité.

Dans sa lettre, M^{me} Catto écrit notamment que « des témoignages reçus de plusieurs résidents font état de graves écarts, de la part des inspecteurs, par rapport à la méthodologie prévue par la ville », laissant entendre « que les inspecteurs auraient en quelque sorte "fabriqué" de la preuve ».

Conseillère depuis 1997 et réélue en juin 2003, M^{me} Catto accuse les fonctionnaires de ne pas avoir respecté le plan d'assainissement accepté en 2002 par le ministère de l'Environnement.

Le maire de Sept-Îles, Ghislain Lévesque réfute toutes ces allégations. Il est outré, surtout que la lettre n'a pas été envoyée en copie conforme au conseil municipal. « M^{me} Catto vous avez par votre attitude et vos agissements, perdu la confiance des autres membres du conseil. Vous avez porté des accusations graves et non fondées qui ont unanimement et profondément choqué vos collègues de travail. C'est donc à l'unanimité que vous êtes exclue des séances préparatoires aux séances publiques. Une décision irrévocable ».

Ces propos ont soulevé la colère chez des citoyens qui ont envahi la salle du conseil. « Dictature », a crié un citoyen.

M^{me} Louise Doiron-Catto demeure conseillère. Toutefois, les fonctionnaires municipaux exigent une rétractation de sa part, à défaut de poursuites judiciaires. « Ce sont des accusations graves, tendancieuses et non fondées qui remettent indûment en cause de façon injuste et vexatoire, l'intégrité de l'appareil administratif municipal dans l'application du plan d'assainissement », ont dit des fonctionnaires. « Ce qui me choque encore plus, c'est qu'elle a tenté ce soir (lundi) de les ridiculiser », a dit le directeur général, Claude Bureau.

Cette discorde résulte de l'ordonnance du gouvernement qui en mai 2002 ordonnait à la localité de 26 000 habitants de prolonger le système d'aqueduc pour l'ensemble des plages et celui d'égout dans le secteur de plage Ferguson. Les 150 résidents des plages Routhier et Lévesque possèdent toujours des installations septiques non conformes.

EN BREF

Manifestation contre le projet d'incinérateur de Belledune

POINTE-À-LA-CROIX — Les coalitions Retour à l'expéditeur, de Gaspésie, et Environnement vie, du Nouveau-Brunswick, organisent un grand ralliement demain, à midi, au pont interprovincial J.C. van Horne, reliant Pointe-à-la-Croix et Campbellton, afin d'exprimer leur opposition au projet d'incinérateur de sols contaminés de la firme Bennett à Belledune, au Nouveau-Brunswick. Les deux groupes veulent notamment mettre l'accent sur la participation des jeunes à cette manifestation. En Gaspésie, un service d'autobus est organisé avec des arrêts dans toutes les municipalités entre Paspébiac, à compter de 9 h 30, et Nouvelle, où le dernier véhicule quittera à 11 h 15. Les coalitions suggèrent également aux gens de covoiturer. Ce matin, à 9 h, les deux coalitions reçoivent Paul Connett, un expert américain en matière d'incinérateur et un chimiste enseignant à l'Université Saint Lawrence, dans l'État de New York. Il a signé de nombreux articles sur l'effet des dioxines et des furannes sur la santé humaine. La conférence aura lieu à l'école de la communauté autochtone de Listuguj. G.G.

TÉMISCOUATA

« Des gens meurent sur la 185 et Ottawa nous oublie »

MARC LAROUCHE
Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Adeline L'Italien en a assez. Trois fois en 16 ans, cette grand-mère du Témiscouata a perdu des êtres chers dans des accidents de la route, dont deux fois sur la 185. L'annonce d'un investissement de 26 millions \$ par Ottawa pour améliorer la sécurité sur « le corridor de la mort », est loin de la satisfaire. Elle et sa fille entendent rencontrer Jean Chrétien pour le sensibiliser en personne à l'urgence de faire cesser l'hécatombe.

« Nous sommes des oubliés. Il y a tellement de gens qui meurent sur cette route de seulement 94 kilomètres. Les statistiques parlent de plus de 100 morts en 10 ans. Mais les accidents mortels sur cette route ont débuté dès sa construction, en 1973. Multipliez le nombre de décès sur 30 ans et vous verrez », dit-elle. La liste noire s'allonge vite. La dernière victime en lice, Louise Grondin, 40 ans, de Saint-Louis-du-Ha!-Ha!, y est décédée samedi dernier dans une collision frontale.

Deux semaines auparavant, c'étaient deux frères qui y perdaient la vie dans les mêmes circonstances.

« Beaucoup de vies seraient sauvées si la 185 était une autoroute à quatre voies séparées. Seuls les tronçons de

Saint-Antonin et de Dégelis sont visés par des travaux. Ce n'est pas assez. Nous avons rencontré beaucoup de gens et tous sont découragés de voir comment ce dossier traîne en longueur. »

Le bloquiste Paul Crête loue le courage de ces dames du Témiscouata. « Elles ont pris seules l'initiative de débloquer une pétition et de faire pression pour que le dossier avance. Elles ont même tenu des kiosques dans des endroits publics. C'est un geste qui les honore. La réfection de la 185 coûterait 600 millions \$. Ce n'est pas 26 millions \$ qu'Ottawa doit investir, mais 300 millions \$ dans une formule de partenariat à 50%-50% avec Québec, et c'est faisable. Au 31



Adeline L'Italien et sa fille Lisa ont l'appui du député bloquiste Paul Crête dans leur démarche auprès du gouvernement fédéral.

mars, le fédéral avait un surplus de 7 milliards \$ qu'il a utilisé pour payer la dette. Pourquoi n'en a-t-il pas utilisé une partie pour annoncer un investissement majeur et important », commente le député et ardent défenseur de la cause.

Adeline L'Italien et sa fille Lisa se sont rendues à Ottawa il y a un an. Elles ré-

cidiveront bientôt, dans l'espoir de rencontrer le premier ministre Jean Chrétien. Paul Crête travaille fort pour que la rencontre ait lieu. « Nous voulons lui dire que c'est urgent, que nos proches meurent et qu'il a le pouvoir de faire que cela cesse. » Une pétition de plusieurs milliers de signatures sera remise au premier citoyen du pays.

PLACE DU VIEUX QUAI À MARIA

Un projet qui captive les candidats à la mairie

GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

MARIA — Le projet de la Place du vieux quai s'est attiré beaucoup d'attention lors de la campagne électorale municipale de Maria. Deux des trois candidats à la mairie, Michelle Landry, maire sortante, et Georges Fournier, conseiller sortant, supportent la poursuite du projet, mais plus lentement que prévu à l'origine, alors que Léonce Arsenault veut le soumettre en référendum.

Le projet, assez modeste à 350 000 \$, a donné lieu à un appel au registre à l'issue duquel 389 personnes ont signé, suffisamment pour justifier un référendum. Mais le conseil sortant a tout simplement mis sur la glace le projet de règlement d'emprunt, quitte à réaliser le déménagement et la restauration de la maison Mowat, ou « maison ancestrale », bâtie en 1809, en plusieurs années.

Michelle Landry, qui vient de terminer un premier mandat à la mairie après deux mandats comme conseillère, trouve dommage que la Place du vieux quai soit mise sur la voie lente. « Nous avons des subventions couvrant la moitié du projet. Il aurait fallu un règlement d'emprunt de 175 000 \$. La situa-

tion financière de Maria est excellente. En 11 ans, le taux de taxe foncière n'a augmenté que d'un cent, de 1,29 à 1,30 \$ ».

Enseignante à l'éducation des adultes, M^{me} Landry estime que la Place du vieux quai est un projet rassembleur, qui aura un effet positif sur la vie culturelle et communautaire de Maria, en plus de constituer un poste d'accueil pour les visiteurs. « Actuellement, rien n'incite les gens à arrêter à



Léonce Arsenault

Maria, située entre les deux pôles touristiques de Carleton et Bonaventure ».

Si elle est réélue, M^{me} Landry veut travailler davantage à l'essor économique de sa municipalité, tout en réglant l'épineuse question de trouver une source d'eau potable. Son ex-colleague au conseil, Georges Fournier, et Léonce Arsenault, croient eux aussi qu'il est encore possible de poursuivre les recherches en ce sens.

« Il y a encore une recherche à faire pour trouver une source de qualité et qui assure la quantité. Sinon, il faudra se tourner vers une usine de filtration et ça, ça se magasinne », assure M. Fournier, un infirmier auxiliaire de 46 ans qui vient de terminer son premier mandat au conseil.

PROBLÈME D'INFORMATION

Il pense que le projet de la Place du vieux quai a été mal servi par « un pro-

blème d'information ». En ce qui a trait au controversé dossier du lieu d'enfouissement régional pour la Baie-des-Chaleurs, M. Fournier dit favoriser l'emplacement de New Richmond, « mais en écoutant la population de cette ville ». Il veut en outre stimuler le commerce au détail à Maria.

Léonce Arsenault, un ambulancier de 55 ans, a été conseiller pendant neuf ans entre 1975 et 1988. Il est associé au camp qui s'est opposé au projet de Place du vieux quai, « tel qu'il était proposé. On peut le réaliser avec un règlement d'emprunt, mais il faut le soumettre en référendum, le règlement d'emprunt. La population décidera ».

M. Arsenault souhaite mettre sur pied un train touristique, une collaboration qui doit se faire à l'échelle régionale, un festival de musique et accélérer le développement domiciliaire, s'il est élu.



Michelle Landry



Georges Fournier

Enviabable

Réservez en ligne et obtenez un rabais additionnel de 5%*

Confortable, pratique et abordable, choisissez VIA Rail dès aujourd'hui.

QUÉBEC

Montréal 85,12 \$
Ottawa 124,23 \$
Toronto 211,65 \$

Tarifs allers-retours avec taxes**

N'attendez plus! Réservez vos sièges dès aujourd'hui à www.viarail.ca

Une autre offre alléchante!
Les Maritimes à 50% de rabais — téléphonez-nous pour plus d'information.

Pour de plus amples renseignements, contactez votre agent de voyages ou appelez VIA Rail Canada au 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245) ☎ ATS 1 800 268-9503 (malentendants).

* Les réservations par Internet doivent être faites avant le 1^{er} décembre 2003 et le voyage doit être effectué entre le 1^{er} novembre 2003 et le 5 janvier 2004. Le rabais de 5% est applicable au prix avant taxes et pour les voyages dans le corridor Québec-Windsor seulement.

** Tarifs allers-retours en classe Confort (économique). Conditionnels à l'achat 10 jours à l'avance. Nombre limité de places. Les tarifs et les conditions peuvent changer sans préavis. D'autres conditions s'appliquent, ainsi que des frais en cas d'échange ou d'annulation.

*** Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

www.viarail.ca

VIA Rail Canada





Canada 

LIQUIDATION FINALE 2003

DERNIÈRE CHANCE



PONTIAC  SUNFIRE

0%



CHEVROLET  CAVALIER



PONTIAC  MONTANA

DE FINANCEMENT À L'ACHAT*
PENDANT 60 MOIS



CHEVROLET  VENTURE

+

2000\$

DE RÉDUCTION*
À L'ACHAT



PONTIAC  GRAND AM



Oldsmobile  ALERO



Les Associations des concessionnaires Chevrolet et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *Taux de financement à l'achat de 0% s'appliquant à la plupart des véhicules neufs sélectionnés 2003 en stock. Termes allant jusqu'à 60 mois sur la plupart des modèles 2003. Exemple de financement : 10000\$ à 0% : 60 versements de 166,67\$, coût en intérêts 0\$, coût total de financement 10000\$. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas aux modèles Cadillac, Corvette de Chevrolet, SSR de Chevrolet, Hummer, aux camions série W et poids moyens et aux fourgonnettes passagers et marchandises/coupées. *La réduction de 2000\$ s'applique uniquement à l'offre de financement à l'achat. Elle s'applique à tous les modèles 2003 suivants : Sunfire, Grand Am, Montana, Cavalier, Alero, Venture et Silhouette. Elle comprend les taxes applicables et la réduction de 500\$ reliée à l'essai routier 24 heures, le cas échéant. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Quantités limitées, jusqu'à épuisement des stocks. Un échange entre concessionnaires peut être requis.



Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

LE MONDE



AFFAIRE IOUKOS

Kassianov se dissocie de Poutine

MOSCOU (d'après AFP et AP) — Le premier ministre russe Mikhail Kassianov a critiqué hier la saisie, la veille, des actions du pétrolier Ioukos et l'arrestation de son patron Mikhail Khodorkovski, confirmant, en s'opposant au président Vladimir Poutine, qu'un conflit politique fait rage au sein du pouvoir russe.

« Je suis profondément préoccupé par cet événement, dont les conséquences sont difficiles à évaluer », a déclaré M. Kassianov, réputé proche des « oligarques » russes, en évoquant la saisie la veille de 44% des actions de Ioukos par le Parquet général dans le cadre des poursuites contre M. Khodorkovski et deux de ses associés pour escroquerie et évasion fiscale.

« Kassianov a pris la défense de Ioukos », notait le quotidien en ligne *Gazeta.ru* hier après les déclarations du premier ministre.

Le Parquet a indiqué hier avoir levé la saisie de 4,5% de ces actions, dont les vérifications auraient montré qu'elles appartenaient « à des personnes physiques qui n'ont aucun rapport avec les enquêtes criminelles en cours ».

Concernant l'arrestation de M. Khodorkovski, Mikhail Kassianov a indiqué n'avoir « pas modi-

fié sa position déjà énoncée à plusieurs reprises » sur la détention d'hommes d'affaires.

Le premier ministre avait réagi en juillet à l'arrestation du principal associé de M. Khodorkovski, Platon Lebedev, en jugeant injustifiée la mise en détention d'hommes d'affaires pour des cas de délits économiques.

La chaîne NTV a relevé que le premier ministre avait désobéi au président Poutine qui, déclarant lundi son soutien au Parquet général dans cette affaire, avait en outre demandé au gouvernement de « ne pas intervenir dans cette discussion ».

Les poursuites contre Ioukos sont considérées comme inspirées par la fraction montante au sein du pouvoir russe, celle des forces de l'ordre et des anciens des services secrets amenés avec lui par l'ex-agent du KGB Vladimir Poutine. Elles seraient motivées à la fois par la montée en puissance et l'indépendance de Ioukos, les ambitions d'influence politique et le soutien aux partis d'opposition libérale affichés ouvertement par son patron Mikhail Khodorkovski à l'appro-

Lutte féroce pour le pouvoir au Kremlin

che des législatives de décembre.

Le chef du gouvernement a également commenté devant la presse la démission, entérinée jeudi soir par Vladimir Poutine, du très influent chef de l'administration présidentielle Alexandre Volochine.

La presse et les experts ont vu le signe avant-coureur d'une crise politique majeure dans la démission de ce responsable considéré comme une figure clef du groupe d'influence des libéraux et des oligarques, hérité par le président russe de son prédécesseur Boris Eltsine, face à la montée des « tchékistes de Saint-Petersbourg ».

Le premier ministre a déclaré hier qu'il espérait que la démission de M. Volochine « n'aurait pas de conséquences » sur les rapports entre le Kremlin et le gouvernement.

La bourse de Moscou a enregistré au total une baisse de 15% de son indice de référence RTS sur la semaine, rythmée par les rebondissements de l'affaire Ioukos, malgré une séance de hier clôturée en hausse de 1,90%.

Le gouvernement allemand, dont le pays est le

premier investisseur en Russie, a-t-il dit, se déclare qu'il observait « avec une grande attention » les développements de l'affaire Ioukos, et comptait sur le respect des « principes de l'État de droit », soulignant qu'il en allait de l'intégration de la Russie à l'économie internationale et de l'avenir des investissements étrangers dans ce pays.

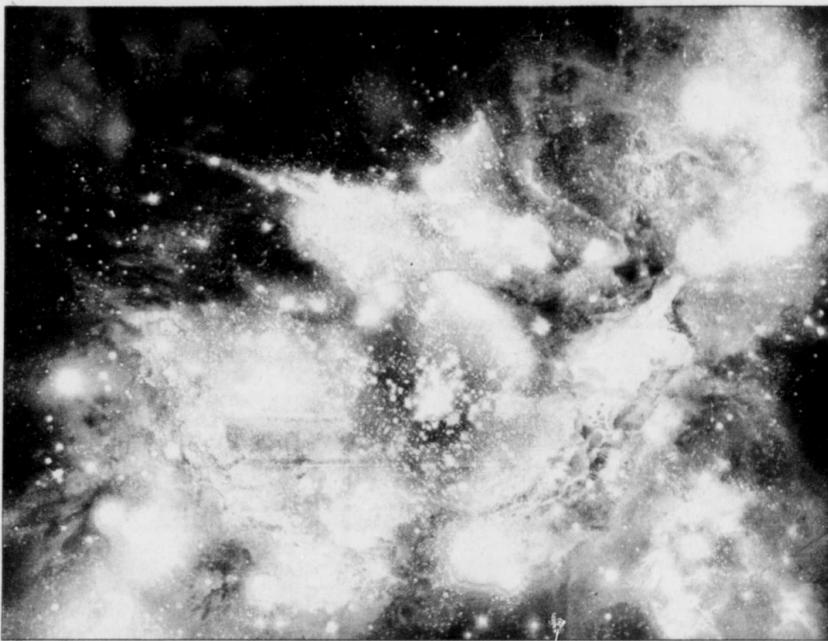
Par ailleurs, le nouveau chef de l'administration présidentielle russe, Dmitri Medvedev, 38 ans, qui remplace M. Volochine, dont il a déjà été l'adjoint, est un technocrate, juriste brillant mais discret, très proche de Vladimir Poutine sans avoir servi dans les services spéciaux, ce qui fait de lui en principe un « homme du milieu » dans l'affrontement des clans au Kremlin.

Fonctionnaire efficace plus qu'animal politique, il n'entre en conflit avec aucun des deux clans. Il dit publiquement n'avoir jamais servi dans les services spéciaux, tout en disant respecter l'expérience de ceux qui l'ont fait.

À LIRE AUSSI :

■ Presque un coup d'État Page A 22

■ Les « durs sortent de l'ombre » Page A 23



Arc du Lynx est aussi la plus chaude des galaxies.

La plus brillante des galaxies sort de l'ombre

HONOLULU, Hawaï (AP) — Une équipe internationale d'astronomes utilisant de puissants télescopes à Hawaï affirme avoir découvert la galaxie la plus grande, la plus brillante et la plus chaude jamais observée dans l'univers.

Située à 12 millions d'années-lumière, Arc du Lynx contiendrait plus d'un million d'étoiles brûlantes. Sa découverte a été annoncée jeudi par les observatoires W.M. Keck à Hawaï et rapportée dans le dernier numéro de *Astrophysical Journal*.

En temps normal, la galaxie ne peut être observée car ses étoiles sont apparues il y a très longtemps et sont très éloignées de la Terre. Mais l'utilisation de puissants télescopes et surtout un phénomène naturel dit de « lentille gravitationnelle », qui améliore la vision de l'objet céleste depuis la Terre, ont permis de changer la donne.

Le super-amas d'étoiles serait apparu seulement deux milliards d'années après le « big bang ». S'il n'est pas unique, la vue qu'en ont obtenu les chercheurs l'est, souligne l'astronome Bradford Holden, de l'Université de Californie.

L'attraction gravitationnelle de la lumière venant d'une galaxie proche a été étiré et amplifié naturellement l'image de l'amas. Ce phénomène a rendu Arc du Lynx plus brillant et visible que d'autres amas similaires.

Auparavant, la galaxie apparaissait aux astronomes comme un « arc rouge curieux » derrière la galaxie la plus proche, précise Bradford Holden.

Il ajoute que l'observation de l'amas, favorisée par l'effet de lentille gravitationnelle, est une « coïncidence heureuse ».

Cette percée marque une nouvelle étape dans les recherches qui pourraient permettre un jour d'observer les premières étoiles apparues après la création de l'univers.

« Cet objet remarquable est le plus proche de ce à quoi les objets primordiaux pourraient ressembler lorsque nous aurons des télescopes assez puissants pour les observer », a-t-il expliqué.

Arc du Lynx contient plus d'un million d'étoiles deux fois plus chaudes que les étoiles de notre galaxie, la Voie lactée, a souligné Bob Fosbury.

IRAK

Week-end de terreur appréhendé

BAGDAD (d'après AFP et AP) — Les forces de la coalition et la police irakienne étaient en état d'alerte hier après une mise en garde américaine contre des attentats à Bagdad.

Hier, la rumeur courait dans la capitale irakienne qu'un « jour de la résistance » commémorerait l'annonce, il y a six mois jour pour jour, de la fin des combats majeurs par le président américain George W. Bush, le 1^{er} mai. C'était aussi le premier vendredi du ramadan.

« Il y a certaines rumeurs sur une « journée de résistance » à travers Bagdad aujourd'hui et demain », a indiqué le bureau américain des affaires consulaires, ajoutant que « les citoyens américains sont encouragés à faire preuve de vigilance accrue et à continuer de prendre les mesures nécessaires pour leur sécurité ».

Ces rumeurs sèment la peur parmi les habitants. Certains ont décidé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école ou se rendre à leur travail aujourd'hui, premier jour de la semaine en Irak.

« Je ne vais pas envoyer mes frères à l'école car des tracts ont été distribués pour avertir d'une série d'opérations », a déclaré à l'AFP Mohammad Ali, un professeur de 31 ans, en précisant ne pas avoir vu ces tracts.

Un tract attribué aux membres du parti Baas déchu et distribué dans les rues annonçait une « Journée de résistance » et appelait à une grève générale de trois jours à compter d'aujourd'hui.

Six mois après l'annonce de la fin de la guerre, le sang continue de couler avec la multiplication d'attentats meurtriers.

À Abou Gharib, la banlieue ouest de Bagdad, trois civils et un policier irakiens ont été tués et deux soldats américains blessés dans des accrochages entre des manifestants d'un côté et les forces américaines et la police irakienne de l'autre dans le secteur du marché.

À Khaldiya, à 80 km à l'ouest de Bagdad, un soldat américain a été tué et quatre autres ont été blessés dans une attaque à l'explosif.

Ce décès porte à 118 le nombre de soldats américains tués dans des attaques depuis six mois.

À Bagdad, des policiers irakiens et des soldats américains ont bouclé le secteur de l'hôtel Sheraton, où résident de nombreux Occidentaux, à la suite d'une alerte à la voiture piégée.

La Syrie accueille par ailleurs aujourd'hui et demain une réunion des voisins de l'Irak, préoccupés par l'instabilité persistante dans ce pays et ses répercussions sur la sécurité régionale.

Cette rencontre, la première du genre depuis la chute de Saddam Hussein en avril, doit se tenir au niveau des chefs de diplomatie, selon le ministre syrien des Affaires étrangères.

La Syrie a adressé des invitations à l'Arabie saoudite, à l'Iran, à la Turquie, à la Jordanie, à l'Égypte, au Koweït et à l'Irak.

Un certain flou a entouré la participation de Bagdad à la réunion avant qu'un porte-parole du Conseil de gouvernement transitoire irakien n'indique hier soir que le chef de la diplomatie irakienne Hoshiyar Zebari s'était rendu à Damas dans le but d'y participer.

La porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Bouchra Kanafani, a confirmé qu'une invitation avait été transmise à M. Zebari mais, a-t-elle précisé, les participants débattront aujourd'hui de sa participation.

Un haut responsable arabe avait prévenu que Ryad, Koweït et Amman boycotteraient la réunion si Bagdad n'y était pas invité.

La question de l'envoi de forces de stabilisation des pays voisins en Irak sera évoquée à Damas.

Seule la Turquie a décidé, à la demande pressante de Washington, d'envoyer des soldats en Irak, sans que ce projet se matérialise pour l'instant.

À LIRE AUSSI :

■ Un ennemi insaisissable Page A 18

■ La CIA, bouc émissaire Page A 18

Spéciaux valides les samedi 1^{er}, dimanche 2 et lundi 3 novembre 2003, dans toutes nos succursales. Ouvert 7 jours, 7 soirs de 9h à 21h.

<p>Chou-fleur de la Californie</p> <p>grosseau #12 catégorie no 1</p> <p>97¢ chacun</p>	<p>Haricots verts des États-Unis préemballés</p> <p>catégorie no 1 4345 g</p> <p>1⁹⁷¢ la livre</p>	<p>FRUITS ET LÉGUMES FRAIS</p> <p>Le JAKUIN MOBILE</p>	<p>Champignons frais entiers, BLANCS de l'Ontario</p> <p>catégorie no 1 contenant de 227 grammes</p> <p>87¢ le contenant</p>	<p>Carottes «Nantaise» SAC DE 10 LIVRES (4,54 kg) du Québec</p> <p>97¢ le sac</p>	
<p>Ananas «GOLDEN RIFE» du Costa Rica mûr sur le plant prêt à manger très sucré</p> <p>grosseau #12 catégorie no 1</p> <p>2⁹⁷¢ chacun</p>	<p>Mangue du Brésil</p> <p>grosseau #12</p> <p>97¢ chacune</p>	<p>Eau de frisée verte de la Californie</p> <p>grosseau #24 catégorie no 1</p> <p>97¢ chacune</p>	<p>Pampelousses «FOSES STAR RUBY» NOUVELLE RÉCOLTE DE LA FLORIDE préemballés grosseau #56</p> <p>300 g</p> <p>1⁴⁷¢</p>	<p>Radis du Québec SAC DE 1 LIVRE (454 grammes)</p> <p>catégorie no 1</p> <p>97¢ le sac</p>	<p>Zucchini importés préemballés</p> <p>catégorie no 1 2303 g</p> <p>1²⁷¢ la livre</p>

Ces spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

IRAK

Un ennemi insaisissable

JIM MANNION

Agence France-Presse

■ WASHINGTON — Six mois après l'annonce par le président George W. Bush de la fin des principaux combats en Irak, les militaires américains sont toujours victimes quotidiennement d'attaques surprise contre des convois, d'assassinats et d'attentats suicides par des ennemis dont ils ne savent pas grand-chose.

Les responsables américains semblent incertains de la nature de la résistance qu'ils rencontrent — qui sont les ennemis, à quel point ils sont organisés, quels liens ils entretiennent avec des éléments étrangers — et commencent à se demander si la guerre n'est pas entrée dans une nouvelle phase, comme le laisse penser la série d'attentats coordonnés intervenus lundi à Bagdad.

« Je crois que c'est difficile à mettre en perspective alors que c'est en cours, concédait jeudi le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. Il peut s'agir d'une poussée isolée. Ça pourrait être lié au ramadan. Peut-être que ça s'inscrit dans le cadre d'une hausse à venir du nombre d'incidents, c'est possible. Et aucun de nous ne peut prévoir l'avenir », ajoutait-il.

De petite ou de grande ampleur, les attaques ont un effet démoralisateur certain, pour les forces américaines qui tentent de stabiliser le pays, mais surtout pour les Nations unies et la Croix-Rouge, qui ont annoncé un retrait de leur effectif sur place.

Elles ont ainsi un bilan humain qui s'alourdit, avec 120 morts tués par des attaques depuis que le président George W. Bush a annoncé la fin des combats majeurs en Irak le 1^{er} mai, contre 114 morts tués dans la phase de guerre active lancée le 20 mars.

Les chefs militaires sur le terrain dé-



Même les enfants de Fallouja ont commencé à lancer des pierres aux occupants américains.

crivent les attaques subies comme des opérations mineures, militairement peu significatives, mais leur impact dans l'opinion publique est cependant important, au point que de hauts responsables se plaignent de la couverture médiatique de ces difficultés qui, selon eux, passe sous silence les succès enregistrés.

Les attaques coordonnées suscitent l'inquiétude sur des liens pouvant unir d'anciens responsables baassistes et des éléments étrangers

En revanche, les attaques visiblement coordonnées suscitent une véritable inquiétude sur des liens pouvant unir d'anciens responsables baassistes, proches du régime renversé, et des

éléments étrangers, et font craindre que l'opposition aux forces de la coalition s'élargisse et s'organise mieux.

Un responsable du Pentagone a affirmé mercredi qu'un ancien général irakien, Ezzat Ibrahim Al-Douri, est soupçonné de coordonner les attaques en Irak menées par des combattants étrangers et des partisans de l'ancien régime irakien.

Selon le *New York Times* d'hier, de récents rapports des services de renseignement semblent indiquer que Saddam Hussein serait le catalyseur de l'opposition armée, voire son organisateur.

Parallèlement, les attaques sont de plus en plus sophistiquées, au point qu'un engin explosif en bord de route a pu tuer deux militaires et en blesser un troisième qui se trouvait à bord de l'un des chars les plus perfectionnés au monde, le M-1 Abrams.

Pour y répondre, le Pentagone essaie de mettre au point dès que possible des lasers qui pourraient détecter un tireur isolé ou des senseurs électromagnétiques susceptibles de repérer à l'avance une bombe télécommandée. Mais au-delà de la technologie, c'est la langue elle-même qui est une difficulté majeure pour les militaires américains, pour la plupart incapables de communiquer en arabe.

Ce qui conduit le Pentagone à mettre les bouchées doubles pour former et déployer des forces de sécurité irakiennes. Selon M. Rumsfeld, plus de 100 000 Irakiens ont déjà été déployés.

Quant au chef du commandement central, le général John Abizaid, il réclame des moyens humains supplémentaires, en interprètes, interrogateurs et agents du renseignement, pour faciliter la lutte contre un ennemi invisible et tenace.

Le directeur de la CIA, un parfait bouc émissaire

PATRICK ANIDJAR
Agence France-press

WASHINGTON — Le patron de la CIA, George Tenet, déjà critiqué pour n'avoir pas prévu les attentats du 11 septembre 2001, pourrait cette fois servir de bouc émissaire à l'administration Bush empêtrée en Irak.

La commission du renseignement du Sénat lui a demandé de répondre aux questions des sénateurs enquêtant sur les insuffisances de la CIA sur l'Irak avant l'intervention militaire.

John Rockefeller, sénateur démocrate de premier plan, a récemment accusé la majorité républicaine au Congrès de chercher à faire porter à la CIA et à son directeur l'entière responsabilité du fiasco des armes de destruction massive (ADM) en Irak, toujours introuvables.

Selon M. Rockefeller, Pat Roberts, président républicain de la commission du Renseignement au Sénat, « ne fait que dire que toute la responsabilité revient à la CIA et qu'aucune question ne devrait être posée à la Maison-Blanche ».

Alors, Tenet « bouc émissaire » de l'administration Bush ? « Cela pourrait arriver », confie à l'AFP Peter Crooks, un ancien agent de la communauté américaine du renseignement, qui enseigne à la Southern Connecticut State University.

UN SURVIVANT

À 50 ans, ce fils d'un propriétaire de restaurant grec, est devenu l'un des personnages les plus puissants de la scène politique américaine. Il a survécu à l'administration Clinton et aux polémiques qui ont suivi les attaques du 11 septembre.

C'est sous son « règne » et sur la base de « ses » informations que des avions américains ont bombardé l'ambassade de Chine à Belgrade, le 8 mai 1999.

Il n'avait pas non plus prévu les attentats d'Al-Qaïda contre deux ambassades américaines en Afrique, en août 1988, pas plus que les essais nucléaires, quatre mois avant, de l'Inde et du Pakistan.

Mais c'est la vague d'attentats anti-américains en Irak, qui a pris de court l'administration, qui pourrait faire tomber en disgrâce l'habile « maître-espion », considéré comme « un bon soldat » de George W. Bush après avoir été celui de Bill Clinton.

Même si rien ne filtre à Washington, certains signes sont subtilement apparus ces derniers semaines, susceptibles de renforcer l'hypothèse d'un certain mécontentement de l'administration à l'égard de la CIA et de son directeur.

George Tenet pourrait s'être protégé lui-même en gardant des traces écrites des évaluations données à la Maison-Blanche

Le secrétaire d'État, Colin Powell s'est ainsi récemment dit surpris par l'ampleur des attaques anti-américaines en Irak. « Si ce qui se passe aujourd'hui en Irak, n'apparaissait pas dans les évaluations de la CIA, la faute en reviendrait au renseignement. Si cela apparaissait et que cela n'ait pas été pris au sérieux, c'est l'administration qu'il faudra blâmer », explique Peter Crooks.

Mais, ajoute ce spécialiste, George Tenet n'est pas encore au tapis. « Il paraît être suffisamment organisé pour s'être protégé lui-même en gardant des traces écrites » des évaluations confidentielles données à la Maison-Blanche avant le début de l'intervention en Irak.

« S'il y a quelque chose que (Tenet) sait faire, c'est survivre à un échec du renseignement », renchérit Nick Cullather, un spécialiste de la CIA enseignant à Indiana University.

Déjà en juillet, des parlementaires, dont le très influent sénateur républicain John McCain, avaient réclamé, en vain, la démission de George Tenet.

Ce dernier avait admis qu'un paragraphe sur la menace nucléaire irakienne avait été introduit dans le discours de l'état de l'Union prononcé fin janvier par M. Bush au Congrès sur la base d'informations erronées.

Mais, estiment des experts, George Tenet pourrait vendre cher sa peau en accusant les « politiques » d'une mauvaise exploitation de ses informations.

Des RABAIS à faire PEUR à la concurrence

CHAISE OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN NOIR, GRIS OU BLEU
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

SANS BRAS

34⁹⁹*

Rég. 39⁹⁹

AVEC OPTION BRAS FIXES

44⁹⁹*

Rég. 49⁹⁹

FAUTEUIL OPÉRATEUR

- DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU ROUILLE
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

89⁹⁹

Rég. 99⁹⁹

FAUTEUIL ERGONOMIQUE

- DISPONIBLE EN NOIR OU DEUX TONS GRIS SUR NOIR
- AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
- BASCULEMENT SYNCHRONISÉ DE L'ASSISE ET DU DOSSIER
- RÉGLAGE DE LA TENSION DU BASCULEMENT
- BRAS FIXES ET BASE EN ALUMINIUM

159⁹⁹*

Rég. 179⁹⁹

BIBLIOTHÈQUE

- FINI CERISIER
- 3 TABLETTES AJUSTABLES ET 1 FIXE
- DIMENSIONS : 24" L X 9,5" P X 67,5" H

39⁹⁹*

Rég. 49⁹⁹

CAISSON MOBILE

- DISPONIBLE EN RESINE GRIS
- 2 TIROIRS FILIÈRES AVEC SERRURES (FORMAT LETTRE OU LEGAL)
- DIMENSIONS : 11" L X 15" P X 24" H

49⁹⁹

Rég. 59⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE MOBILE

- DISPONIBLE EN FINI BLEU SUR PIÉTEMENT DE METAL ARGENT
- TABLETTE - ESPACE POUR ORDINATEUR
- TIROIR-CLAVIER
- DIMENSIONS : 37" L X 15,5" P X 29,5" H

59⁹⁹*

Rég. 69⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE MOBILE

- DISPONIBLE EN FINI BLANC GRANITE SUR UN PIÉTEMENT DE METAL ARGENT
- TIROIR-CLAVIER
- TIROIR UTILITÉ
- TABLETTES
- SUPPORT INCLINABLE POUR MONITEUR
- DIMENSIONS : 31,5" L X 27" P X 54,5" H

99⁹⁹*

Rég. 119⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE EN FINI ERABLE SUR PIÉTEMENT DE METAL ARGENT
- TIROIR-CLAVIER
- TABLETTE DE RANGEMENT
- DIMENSIONS : 29,5" L X 22,5" P X 29,5" H

79⁹⁹*

Rég. 99⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE

- DISPONIBLE EN FINI ERABLE SUR GRAPHITE
- TIROIR-CLAVIER 28"
- RANGEMENT POUR 32 CD
- DIMENSIONS : 48" L X 47" P X 57" H

129⁹⁹*

Rég. 169⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE DE COIN

- DISPONIBLE EN FINI CERISIER SUR ERABLE
- TIROIR-CLAVIER 35"
- TIROIR UTILITÉ ET ESPACE POUR ORDINATEUR
- RANGEMENT POUR 36 CD
- DIMENSIONS : 48" L X 28,5" P X 54" H

179⁹⁹*

Rég. 199⁹⁹

FAUTEUIL INCLUS
COULEUR SABLE AVEC BASE ARGENT

LES VRAIS EXPERTS DU BUREAU

MAGASIN ET SALLE DE MONTRE

1415, BOUL. CHAREST OUEST

QUÉBEC 682-3113

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES
OUVERT 7 JOURS

EN LIGNE : www.denis.co

LIVRAISON GRATUITE**
MÊME LE SAMEDI!

PLAN DE FINANCEMENT
SANS INTÉRÊT DISPONIBLE

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 4 NOVEMBRE 2003 OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. **ASSEMBLAGE REQUIS. **TERRITOIRES LIMITÉS. POUR APPROBATION DU SERVICE DE CRÉDIT VISA DESJARDINS. VOIR DÉTAILS EN MAGASIN.



« C'est sûrement une des pires catastrophes qu'ait jamais connues la Californie, et l'une des plus coûteuses », a déclaré mercredi le gouverneur démocrate sortant Gray Davis.

Les incendies, occasion pour Schwarzie d'« oublier » sa promesse d'équilibre budgétaire

MARIA LORENTE
Agence France-press

■ LOS ANGELES — Les incendies qui ravagent le sud de la Californie vont avoir des conséquences économiques catastrophiques pour un État qui se débat déjà avec un déficit abyssal.

« C'est sûrement une des pires catastrophes qu'ait jamais connues la Californie, et l'une des plus coûteuses », a déclaré mercredi le gouverneur démocrate sortant Gray Davis, qui la veille avait évalué à deux milliards de dollars le coût des incendies.

Les incendies ont déjà changé l'objectif d'une visite cette semaine à Washington de son successeur, le gouverneur républicain élu Arnold Schwarzenegger: venu développer des contacts personnels afin de restaurer l'image de son État endetté de 8 milliards \$ cette année, et de 38 milliards en déficit cumulé, l'acteur s'est retrouvé en position de quémander une aide fédérale « le plus vite possible » pour faire face aux incendies.

« J'étais venu à Washington pour prendre des contacts et m'assurer que nous obtiendrions une aide fédérale », « Mais les incendies catastrophiques ont un peu changé l'ordre du jour », a reconnu la vedette. « Il nous faut de l'aide, le plus vite possible », a-t-il ajouté à l'issue d'une rencontre avec des élus de la majorité républicaine au Congrès américain.

« Je suis ici pour obtenir davantage d'argent pour la Californie. Nous ne savons pas combien de temps ces incendies vont continuer. La chose la plus importante est de travailler ensemble », a souligné Arnold Schwarzenegger.

Au moins 22 personnes sont mortes, dont deux au Mexique, plus de 3000 bâtiments, dont 2800 habitations, ont été détruits, et 300 000 hectares — soit plus de trois fois la superficie de New York — ont été ravagés.

Pas moins de 14 468 pompiers et 121 hélicoptères ou avions de lutte contre les incendies sont mobilisés.

La facture sera salée pour les collectivités, qui ont notamment dû organiser des hébergements d'urgence, mais les assureurs devraient être les premiers concernés. Selon l'institut de notation Fitch, la seule valeur des habitations détruites est évaluée à entre 500 millions et 1,25 milliard \$.

« Les pertes dues aux incendies qui continuent de s'étendre dans le sud de la Californie pourraient finir par représenter la plus grosse perte jamais infligée par des incendies », souligne l'institut.

Au niveau politique, les coûts pourraient aussi avoir un retentissement important.

Arnold Schwarzenegger s'était fait élire le 7 octobre après avoir promis de réduire le déficit public de l'État en coupant dans les dépenses, sans augmentation des impôts. Cette promesse pourrait désormais être difficile à tenir.

Il avait toutefois pris soin de souligner que cet engagement ne tiendrait que « s'il n'y a pas de catastrophe naturelle, comme un tremblement de terre ». Les incendies pourraient à cet égard lui fournir l'occasion de revenir sur ses promesses de campagne électorale.

« C'est l'excuse idéale pour Schwarzenegger », souligne un expert, John Matsusaka, de l'Université de Californie

du sud. « Je ne crois pas qu'il veuille augmenter les impôts, mais il n'a pas vraiment le choix. S'il cherchait une excuse, la voilà: ce n'est pas un tremblement de terre, mais c'est quand même une catastrophe naturelle ».

« Nous n'avons pas de projets d'augmentation des impôts pour le moment », a assuré jeudi à Washington le porte-parole de Schwarzenegger, Rob Stutzman.

La Maison Renaud

vous propose sa nouvelle
collection de coutellerie

signée MIKASA



Modèle Classico Satin 8 couverts 42 pièces
Prix rég. 324\$ Spécial : 240\$

Renaud & cie

L'expérience à votre service

355, rue Marais
Vanier
(voisin de Tomas Tam)
681-1944

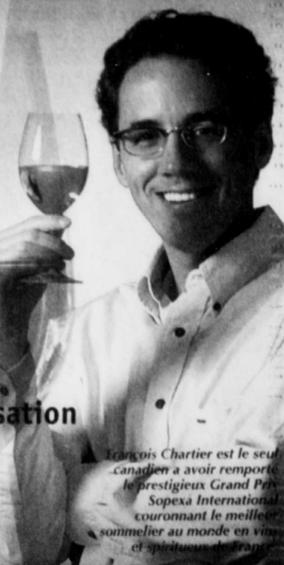
La météo en aide aux pompiers

■ BIG BEAR LAKE, Californie — Une baisse des températures et un brouillard épais ont ralenti hier la progression des incendies dans le sud de la Californie, où les feux qui font rage depuis une semaine ont fait 22 morts, détruit 2817 maisons et brûlé 300 000 hectares, selon le dernier bilan des autorités. « Mère Nature commence enfin à nous aider ici », a commenté

Andrea Tuttle, directeur du département des forêts de la Californie, dans une interview à la chaîne de télévision NBC. « Nous espérons qu'avant la fin de la semaine, les flammes seront éteintes et que nous pourrions commencer le processus de nettoyage. » Toutefois les vents soufflaient encore à 50 km/h. Et le brouillard — qui apporte une humidité dont les soldats du feu ont bien besoin mais réduit également beaucoup la visibilité — a aussi diminué la vision des pompiers. (AP)

LA SÉLECTION CHARTIER 2004

Guide
d'achat
des Vins
et
d'harmonisation
avec
les Mets



François Chartier est le seul canadien à avoir remporté le prestigieux Grand Prix Sopexa International couronnant le meilleur sommelier au monde en vins et spiritueux.

Les Éditions
LA PRESSE

Best-seller
depuis 1996

Notation de plus de
1 000 vins et autres
produits

2 000 suggestions
de combinaisons
mets-vins

Liste détachable
à conserver

En vente partout
dès maintenant
24,95 \$

NOUVEAUTÉS

Recommandations sur :
l'union des vins avec
les mets asiatiques,
les fromages québécois
et les desserts

les liqueurs et
eaux-de-vie — brandy,
bourbon, cognac,
grappa, etc.

les meilleurs produits
artisanaux québécois —
cidres, eaux-de-vie,
hydromels, liqueurs et vins

PARTEZ EN Toscane!

Détails du concours dans le Guide

DÉCO & style

Tous les samedis dans Le Soleil

Fusilli de semoule
de blé dur
(Provenance: Campanie, nord de l'Italie)



MOMENTO
RESTO-BISTRO DÉDIÉ À LA
VRAIE SAVEUR ITALIENNE

2480, CHEMIN SAINTE-FOY 652.2480

1144, AVENUE CARTIER 647.1313

WWW.RESTAURANTMOMENTO.COM



Je me laisse éblouir...
par la montagne.



RICHARD GIGUÈRE
OPTICIEN
La vue est belle!

NOUVEAU

Examen de la vue
sur place par un
optométriste

50% de rabais
en tout temps sur une vaste
sélection de montures mode

12 mois pour payer
Certaines conditions s'appliquent.
Détails en magasin.

Maintenant 15 succursales Nouvelle boutique, Place Sainte-Anne 827-4320

Boutique Esty-Clip, Parc Riccartville, Galeries de la Capitale 627-1188, Édifice Delta 1, 2875, boul. Laurier 651-0052, Galeries Chagnon 837-4563, Galeries Charlesbourg 626-7519, Galeries de la Casartière 667-2911, Galeries de la Capitale (1) 627-5860 (2) 626-6216, Galeries Montmagny (418) 248-0999, Mail Cap-Rouge 654-9181, Place des Quatre-Bourgeois 659-5075, Place Fleur de Lys 525-4771, Place l'Ornière 845-3049, Place Sainte-Anne 827-4320, Polyclinique Lebourgneuf 627-0677, Promenades Beauport 666-3060

Sharon contraint de renoncer au droit au silence

En chute dans les sondages, le PM israélien s'explique devant les policiers sur la corruption au sein de son parti

■ JÉRUSALEM (AFP) — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a commencé jeudi, pour la première fois, à répondre aux questions de la police sur des affaires de prévarication et de financement illégal de campagne électorale impliquant ses deux fils, Omri et Gilad.

Deux équipes d'enquêteurs de la police se sont rendues à la résidence privée à Jérusalem de M. Sharon, et ce dernier a annulé tous ses rendez-vous

pour répondre à leurs questions. Le conseiller juridique du gouvernement, également procureur général, Elyakim Rubinstein, a mandaté la police pour

procéder à cet interrogatoire. M. Sharon répond seul, sans la présence d'un avocat, à cet interrogatoire qui pourrait se poursuivre demain, après le repos hebdomadaire du shabbat. Les enquêteurs veulent faire la lumière sur un prêt de 1,5 million \$ octroyé par l'homme d'affaires sud-africain Cyril Kern à M. Sharon, que ce dernier qualifie d'«ami personnel». Son fils Omri serait intervenu à cet effet.

La somme ainsi obtenue aurait été utilisée pour rembourser des contributions illégales ayant alimenté la campagne de M. Sharon lors des primaires de son parti, le Likoud, en 1999.

M. Sharon doit par ailleurs répondre à propos de son fils Gilad, soupçonné d'avoir reçu à la même époque d'importants pots-de-vin, estimés à des centaines de millions de dollars, de la part de l'homme d'affaires israélien David Appel afin que son père, alors chef de la diplomatie, favorise un contrat portant sur un important projet touristique dans une île grecque.

En échange, M. Appel, important

baillieur de fonds du Likoud, devait injecter de l'argent dans les Sycomores, le ranch privé du premier ministre dans le désert du Néguev que gère Gilad, économiste de formation.

Jusqu'à présent, ce dernier a refusé de fournir à la police des documents comptables sur le projet touristique en Grèce qui n'a finalement pas vu le jour. Ce projet avait été évoqué lors d'une rencontre dans les locaux de la mairie de Jérusalem, à l'époque tenue par Ehud Olmert, baron du Likoud et actuel ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le premier ministre a indiqué vouloir coopérer avec les enquêteurs pour se défaire de l'impression désastreuse laissée par ses deux fils.

Gilad a usé de son droit au silence, tandis qu'Omri, député depuis janvier, a répondu de manière évasive uniquement sur les faits remontant au début de sa vie publique.

Tout Israélien soumis à une enquête de police a le droit de se réfugier dans le silence pour éviter que ses réponses ne se retournent contre lui.

Pourtant, au début de l'année, M. Sharon avait qualifié de «calomnies méprisables» les accusations de corruption portées contre lui. Mais sa cote de popularité est à la baisse, et il aurait été malvenu qu'il se réfugie lui aussi dans le silence.

Juste avant les législatives de janvier, le premier ministre avait précisément limogé sa vice-ministre des Infrastructures, Naomi Blumenthal, en lui reprochant de manquer à ses devoirs d'élu pour avoir refusé de répondre à la police sur une affaire d'achats de voix aux primaires.

À la fin des années 1990, la police avait interrogé Benjamin Netanyahu, alors premier ministre, dans le cadre de «l'affaire Bar-On».

En vertu d'un arrangement, cet obscur avocat devait être promu au poste prestigieux de conseiller juridique du gouvernement afin qu'il classe le dossier de l'ex-chef du parti Shass, Arié Déri, impliqué dans une affaire de corruption pour laquelle il a depuis purgé une peine de prison.

un à zéro



0\$*

LG TM250

Mobilité

Un téléphone à zéro dollar avec l'un des forfaits Tout-en-un :

- aucuns frais d'activation
- aucuns frais cachés

En prime, trois mois d'appels locaux illimités

Magasins Espace Bell et Bell Mobilité
1 888 4MOBILE www.bell.ca/mobilité



Et bien simple.™

Espace Bell

Alma

Plaza 1
(418) 662-0469

Amqui

14, rue St-Benoît O.
(418) 629-6054

Baie-Comeau

997, boul. Laffèche
(418) 295-1294

Chicoutimi

1915, boul. Talbot
(418) 696-0506
Place du Royaume
(418) 693-1188

Gaspé

157, boul. de Gaspé
(418) 368-5004

Havre St-Pierre

111 B, rue Boréale
(418) 538-1301

Lévis

Galeries Chagnon
(418) 833-3848

Maria

111, boul. Perron O.
(418) 759-5225

Matane

1105, rue du Phare O.
(418) 562-9000

Québec

1171, boul. Charest Ouest
(418) 687-2121
1100, rue Bouvier,
bureau 350
(418) 627-6000
Les Galeries de la Capitale
(418) 627-2555
Les Galeries de
la Capitale (kiosque)
(418) 627-8962
Place Fleur-de-Lys
(418) 529-9292

Rimouski

341, 2e rue Est
(418) 722-7717
76, rue St-Germain Ouest
(418) 723-0999

Rivière-du-Loup

Centre commercial
Rivière-du-Loup
(418) 868-8888

Sept-Îles

1230, boul. Laure
(418) 962-6568

St-Georges-de-Beauce

8450, boul. Lacroix
(418) 277-3223

Ste-Anne-des-Monts

44, boul. Ste-Anne Ouest
(418) 763-7723

Ste-Foy

2785, boul. Laurier
(418) 650-1000
Place Laurier
(418) 658-8678

FUTURESHOP

Dumoulin

STEREQ

LA CABINE
TELEPHONIQUE

Aussi offert chez les agents autorisés
et dépositaires Bell Mobilité.

GRANDE-BRETAGNE

Michael Howard, l'intérimaire

Le nouveau favori du Parti conservateur est encore loin d'une victoire sur Tony Blair

BEN PERRY

Agence France-Presse

■ LONDRES — Michael Howard a beau être le favori pour prendre la tête de l'opposition conservatrice au premier ministre travailliste Tony Blair, une victoire des « tories » aux prochaines élections législatives est loin d'être acquise, estiment les experts.

« Les tories ne vaincront pas aux prochaines élections... Ils ne vont pas passer de zéro à 100 km/h en deux ans et remporter les élections », selon Simon

Atkinson de MORI (Market and Opinion Research International), un institut de recherches et de sondages d'opinion.

« Howard est un intérimaire. C'est sa fonction, estime Paul Kelly, professeur de sciences politiques à la London School of Economics (LSE). Je pense qu'une fois qu'il aura été battu, il pourrait bien se retirer et passer la main à quelqu'un d'autre, dit-il. Mais on voit mal qui cela pourrait être.

« Mais s'ils (les « tories ») sont vraiment très mauvais, alors Michael Howard pourrait rester car cela prendra beaucoup plus de temps pour poser les bases d'une renaissance » conservatrice, souligne-t-il.

Howard, eurosceptique modéré et ancien ministre de l'Intérieur, s'est déclaré jeudi candidat à la succession de Iain Duncan Smith pour diriger le parti. La plupart des caciques du parti se sont ralliés à sa candidature et il devrait être élu sans difficulté au cours des prochains jours. « S'il y a une cho-

se dont le public a horreur, ce sont bien les partis divisés », souligne M. Atkinson dans un entretien à l'AFP.

« Nous l'avons constaté avec le Labour dans les années 80 et l'avons vu avec les « tories » depuis 1989 environ », année qui a précédé l'éviction de l'ancien premier ministre Margaret Thatcher de la direction du Parti conservateur.

Jeudi, le prédécesseur de M. Duncan Smith, William Hague, estimait qu'il était « temps de se rassembler ». Les députés conservateurs ont désavoué mercredi Iain Duncan Smith, incapable de mettre en échec Tony Blair, lui-même en pleine crise de popularité à la suite de l'engagement dans le conflit irakien.

M. Howard, âgé de 62 ans, est considéré comme un bon orateur, mais, selon Paul Kelly, cela pourrait bien se révéler insuffisant pour gagner les suffrages des électeurs. « Présenter quelqu'un de très bon à la tribune de la chambre des Communes ne va pas

changer (l'opinion) du grand public », estime-t-il. Les conservateurs « ont besoin de quelqu'un qui va motiver les gens. Ceux qui n'ont pas voté pour les « tories » depuis plusieurs élections et les jeunes électeurs, qui ne se sont pas encore engagés » en politique.

Pour M. Atkinson, quelqu'un de plus jeune que Michael Howard ne serait pas nécessairement plus efficace pour séduire l'électorat.

L'analyste reconnaît toutefois que, « en Grande-Bretagne, la question de l'âge semble inquiéter davantage qu'en Amérique ou même en France ».

« Nous sommes peut-être un peu plus sensibles à cet aspect (l'âge) parce que nous avons eu Blair », élu premier ministre en 1997 à l'âge de 43 ans.

À court terme, ces experts s'accordent à dire que les « tories » s'en tirent plutôt bien aux élections européennes de l'an prochain, mais seulement parce que le taux de participation risque d'être faible.

C'est garanti!

ON CÉLÈBRE NOTRE

10^e ANNIVERSAIRE

RÉNO DÉPÔT®

VOUS NE POURREZ TROUVER MOINS CHER AILLEURS!

BEAUPORT
225, Joseph-Casavant

QUÉBEC
999, rue du Marais,
Ville de Québec

Honeywell

28⁸⁸

HZ-315C (278096)

CHAUFFERETTE CÉRAMIQUE «QUICK HEAT»
1 500 W. Fini blanc ou noir. Réglages de chaleur variés. Thermostat réglable.

OUVERT :
• LUN. AU VEN. DE 8 H À 21 H
• SAM. DE 8 H À 17 H
• DIM. DE 8 H À 17 H

Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, que nous pouvons vérifier, nous vous offrirons au même prix que notre concurrent, moins

10% SUR-LE-CHAMP... GARANTI!

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 6 novembre 2003. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Notre garantie de prix imbattables, avec 10 % de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations.
© Réno-Dépôt inc. 2003.

TÉLÉCOMMANDE INCLUSE!

59⁷⁶

13-05001 (278728)

CHAUFFERETTE HUMIDIFICATEUR OSCILLANT
Noir. 1 500 W. 115 V. Fonctionnement combiné ou séparé. 2 vitesses.

INTERRUPTEUR SÉCURITAIRE EN CAS DE BASCULE!

48⁷⁷
(260290)

CHAUFFERETTE RADIANTE OSCILLANTE PARABOLIQUE
700/1 400 W.

HUMIDIFICATEUR «COOL MOISTURE»
4 gal. par jour. Contrôle numérique. 4 vitesses. Arrêt automatique au degré d'humidité désiré.

58⁷⁷
(278091)

RADIATEUR À CONVECTION
750/1 500 W. Avec thermostat. Silencieux. Boîtier en métal robuste.

69⁹⁵
HC-1500 (279257)

HUMIDIFICATEUR «WARM MOIST»
2 gal. Blanc. 12 heures d'opération par remplissage. 2 options de réglage. Arrêt automatique. Contenant pour médicaments. Garantie limitée 3 ans.

38³³
(284851)

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION® À QUÉBEC!

La Russie au cœur d'une crise d'envergure et presque inévitable

MICHEL VIATTEAU
Agence France-Presse

MOSCOU — La saisie de près de la moitié du capital du géant pétrolier Ioukos et le limogeage du chef de l'administration présidentielle Alexandre Volochine ont fait éclater au grand jour hier la crise politique majeure

que le Kremlin s'était longtemps efforcé de présenter comme une affaire judiciaire ordinaire.

Les deux développements risquent non seulement d'accroître encore la spirale descendante de la bourse de Moscou, mais aussi d'introduire une inconnue dans la campagne électorale pour les législatives du 7 décembre.

Le limogeage de M. Volochine, survivant de l'ère Eltsine, marque la fin de l'équilibre instable entre les deux clans qu'un affrontement de moins en moins feutré a opposé au Kremlin ces derniers mois.

En effet, le chef de l'administration présidentielle — que des analystes placent au troisième rang dans la hiérarchie du pouvoir, juste après le président et le premier ministre — était considéré comme le principal adversaire du « clan » des « tchékistes » (anciens des services spéciaux), arrivés au Kremlin dans le sillage de M. Poutine, lui-même ex-agent du KGB.

Le départ de M. Volochine, aussitôt remplacé par un adjoint, Dmitri Medvedev, marque donc une victoire importante du « clan des tchékistes ». En même temps, il risque de gêner la préparation par le Kremlin de la campagne électorale pour les législatives prévues le 7 décembre prochain. C'est M. Volochine qui était considéré comme le grand artisan des campagnes victorieuses de M. Poutine et de ses partisans pour les législatives de décembre 1999 puis pour la présidentielle de mars 2000.

Cependant, c'est la saisie jeudi soir d'un important paquet d'actions de Ioukos qui porte en germe des risques à plus long terme pour la stabilité économique et politique du pays.

En effet, elle semble confirmer que la campagne judiciaire contre le numéro un du pétrole russe s'achemine de facto vers une redistribution de la fortune de son patron Mikhaïl Khodorkovski, l'homme le plus riche de Russie.

Elle apporte également de l'eau au moulin de nombreux analystes et médias qui dénoncent depuis plusieurs jours l'intention présumée du « clan des services secrets », de remettre en question les privatisations controversées des années 90.

Et, du même coup, de faire un exemple en poussant dans la trappe le premier « oligarque » qui ait affiché des ambitions politiques et les ait appuyées par des actes, en finançant des partis d'opposition.

EXPROPRIATION?

Le Parquet général a affirmé que la saisie avait pour objectif de « garantir la réparation des préjudices ». Mais la valeur des titres saisis — au moins dix milliards \$, même en tenant compte de la chute abrupte du titre Ioukos jeudi soir — dépasse de loin le préjudice imputé par le Parquet lui-même à M. Khodorkovski, arrêté samedi dernier, et à son partenaire Platon Lebedev, en prison depuis juillet, soit au total un milliard de dollars.

Pour Alexandre Bim, analyste du cabinet conseil IMAGE-Contact, la saisie de jeudi soir « fait penser à une expropriation ». Iouri Korgoniouk, de l'Institut d'analyses politiques Indem, analyse quant à lui que « dans la lutte entre la bureaucratie et la bourgeoisie, le président Poutine s'est rangé du côté de la bureaucratie ».

Sur le plan purement économique, les analystes craignent non seulement un coup de frein pour les investissements étrangers, mais aussi la reprise de la fuite des capitaux.



Un employé d'une banque russe s'affaire à son bureau, à Moscou. Les fuites de capitaux ont repris de plus belle depuis le début des procédures contre Ioukos.

Presqu'un coup d'État

MOSCOU (D'après Libération) — Contrairement aux télévisions, toutes normalisées, qui se sont montrées très discrètes, la presse écrite, largement financée par les oligarques, a fait ses choux gras de l'arrestation du patron de Ioukos, en se montrant très critique envers le président Poutine.

Elle était, dès lundi, unanime à considérer que cet événement était annonciateur d'un changement de régime dans le pays. La journaliste Ioulia Latynina, connue pour ses investigations des affaires, parle même de « coup d'État ».

L'hebdomadaire *Moskovskie Novosti*, dirigé par l'ex-vedette des télévisions NTV et TVS alors indépendantes, Evgueni Kiseliou, et financé par Khodorkovski, a quant à lui appelé à « la résistance civique » pour « faire face à l'arbitraire ».

« En acceptant cette démission, relève le politologue Andreï Piontkovski, cela signifie que Poutine a choisi les *siloviki* », nom que l'on donne à ces hommes qui ont un passé dans la police, l'armée ou les services secrets. Alexandre Volochine, lui-même ancien financier, était considéré comme un protecteur des hommes d'affaires russes. Et, bien que le premier ministre, Mikhaïl Kassianov, un des derniers piliers de l'équipe Eltsine chez Poutine, ait tenté de prévenir les hommes d'affaires contre toute panique, le pessimisme prévaut dans les milieux économiques.

« Les hommes d'affaires vont voter avec leurs jambes et leur argent », a souligné un des responsables de l'Union des entrepreneurs et industriels russes, Igor Iourgens. La fuite des capitaux, un mal endémique, qui avait commencé à se résorber ces deux dernières années, s'est accentuée depuis le début des procédures contre Ioukos en juillet.

Au troisième trimestre, plus de 8 milliards de dollars ont quitté la Russie, contre 7,4 pour toute l'année 2002.

Derrière Volochine, c'est le processus des privatisations, qui a débouché sur la concentration d'immenses fortunes dans quelques mains, qui est mis en cause. Ioukos pourrait ne pas sortir indemne de l'affaire qui a mené son patron en prison.

Plusieurs régions du Grand Nord annoncent déjà qu'elles vont procéder à des contrôles des licences accordées à Ioukos. Un député, Vladimir Ioudine, celui-là même qui avait déclenché le scandale en demandant une enquête sur Ioukos, a cette fois réclaté une procédure similaire sur la privatisation de Sibneft, l'entreprise avec laquelle Ioukos achève un processus de fusion qui en ferait la quatrième compagnie pétrolière du monde. À qui le tour, s'interrogeaient ces jours-ci les milieux d'affaires russes ?

MEMBRES club elite SEULEMENT

FABRICVILLE

SOLDE
D'AVANT-PREMIÈRE

MYSTÈRE **2 JOURS**

LUNDI ET MARDI LES 3 ET 4 NOVEMBRE

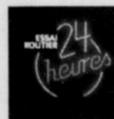
ESCOMPTE club elite + RABAIS ADDITIONNELS!!

Sécurité cinq étoiles. Performance cinq étoiles.

Essai routier

cinq étoiles.

Mériter la cote cinq étoiles des rigoureux essais de collision Euro NCAP n'est pas un mince exploit. Autant dire que lorsque la Saab 9-5 2003 et la Saab 9-3 2003 ont obtenu la cote maximale pour les collisions frontales et latérales¹, nous avons été enchantés. Et lorsque l'Insurance Institute for Highway Safety a attribué à la Saab 9-3 2003 sa meilleure note, en plus de la nommer « meilleur choix »², nous avons été transportés. Mais il restait un test important à passer. Si les experts avaient pris le temps de faire un tour dans la Aero, ils se seraient aperçus que l'une des voitures les plus sécuritaires au monde est également l'une des plus amusantes à conduire.



Pour un temps limité, arrangez un essai routier 24 heures³ de pratiquement n'importe quelle Saab 2004 auprès de votre détaillant. Profitez-en pour vous renseigner sur une économie additionnelle de 500 \$⁴ sur une Saab 2004 (excluant le cabriolet Saab 9-3).

1 888 888-SAAB ou saabcanada.com

Berline sport Saab 9-3 2004
À partir de

34 900\$*

Berline Saab 9-5 2004
À partir de

43 000\$*



PDSF de la Saab 9-3 Aero
à partir de 43 900\$*



PDSF de la Saab 9-5 Aero
à partir de 53 000\$*

Saab 93 et Saab 95 2004



un état d'esprit™

*Le PDSF de 34 900\$-43 000\$ s'applique aux modèles berline sport Saab 9-3 Aero 2004/berline Saab 9-5 Aero 2004. Le transport (1000\$), la taxe d'accès (1000\$), la préparation à la route, l'immatriculation, l'assurance, les droits, les frais relatifs à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RPSA), les frais d'administration, les taxes et l'ajoutement en option ne sont pas inclus. Les détaillants peuvent varier pour moitié. L'essai routier est offert par l'organisme Euro NCAP. Analysez les divers modèles européens en relation avec les résultats de l'essai de collisions effectués selon une échelle allant de une à cinq étoiles. La cote de cinq étoiles est accordée à la meilleure performance en matière de sécurité. Il se peut qu'il y ait des différences entre les modèles de Saab vendus en Europe et ceux vendus ailleurs dans le monde. Renseignez-vous sur www.euroncap.com pour plus de renseignements. Les résultats sont basés sur la performance lors d'un crash frontal à 64 km/h avec un obstacle déformable. En fonction de ces résultats, l'essai évalue les aspects de la collision des véhicules de tourisme et attribue un grade entre six modèles à base. Si un véhicule obtient la cote cinq, cela signifie qu'il possède une structure de carrosserie rigide de même nature que celle d'un véhicule de tourisme. Visitez www.iihs.org pour plus de renseignements. Visitez également www.saabcanada.com ou appelez au 1 888 888-SAAB. (Ne s'applique pas à tous les véhicules. La disponibilité des véhicules peut varier selon la conception. L'offre se termine le 30 novembre 2003. S'applique aux consommateurs d'au moins 21 ans, ayant un permis de conduire valide et étant un conducteur qualifié. Le crédit additionnel de 500\$ comprend les taxes et sera appliqué aux mensualités de location ou de financement, au prix d'achat (comportant ou non) par le détaillant. **Ne s'applique pas au cabriolet Saab 9-3. **Taxes additionnelles en vertu de la loi sur les droits de douane, au prix d'achat (comportant ou non) par le détaillant.

\$\$\$\$\$\$

IMPORTANT

- Gagnez-vous moins de 15\$ / h?
- Travaillez-vous à temps plein?
- Aimez-vous travailler avec l'informatique?
- Vous êtes bilingue et bon vendeur.

reception@personnelcle.com
Téloc. : 525-8632

\$\$\$\$\$\$

ESPAGNOL

École
LATINO-AMÉRICAINNE
vous offre, cet automne,
des cours d'espagnol pour
tous les niveaux

- Matin, après-midi, soir
- Inscription jusqu'au 10 novembre 2003
 - Maximum 5 étudiants par groupe
 - Nous vous offrons également des cours d'espagnol sur vidéo.

Local : 2850, rue Fontaine, Ste-Foy
(près de Place Laurier et Hotel de Ville de Ste-Foy)
652-1013

LE MONDE

Le «clan des durs» sort de l'ombre

L'affaire Ioukos met en lumière la rivalité
entre milieux d'affaires et anciens agents du KGB

PIERRE CELERIER
Agence France-Presse

■ MOSCOU — Le clan des «durs» du Kremlin est sorti de l'ombre, en obtenant la démission du chef de l'administration présidentielle Alexandre Volochine à la suite de l'offensive de la justice contre le groupe pétrolier Ioukos, selon les adversaires de cette faction.

Les références à l'influence sur le pouvoir des *siloviki*, ces membres ou ex-membres des organes de «force», autrement dit du FSB (ex-KGB), se sont multipliées dans le cadre de l'affaire Ioukos.

Dans la tradition des luttes byzantines de la politique russe, la révélation de leur identité restait taboue, jusqu'à ce qu'un homme politique libéral brise la loi du silence.

Interrogé sur les raisons de l'arrestation samedi dernier du patron de Ioukos, Mikhail Khodorkovski, le chef de l'Union des forces de droite, Boris Nemtsov, a répondu: «Demandez donc à Vladimir Oustinov, Viktor Ivanov et Igor Setchine».

Le premier, en tant que procureur général, est en pointe dans l'offensive entamée contre Ioukos en juillet avec l'arrestation d'un de ses principaux actionnaires, Platon Lebedev, et qui a culminé jeudi avec la saisie des actions censées appartenir à M. Khodorkovski.

Les deux autres, directeurs adjoints de l'administration présidentielle, sont issus des services de sécurité et furent toute publicité. Ils sont les premiers bénéficiaires et instigateurs de la démission de M. Volochine.

Le harcèlement judiciaire contre Ioukos était interprété jusqu'ici comme une punition pour un puissant homme d'affaires, soutenant des partis libéraux à la Douma, envisageant une carrière politique, et favorable à une prise de participation de sociétés étrangères à son groupe.

Autant d'anathèmes pour les conservateurs que sont MM. Ivanov et Setchine, formés au même moule du KGB que le président Vladimir Poutine, et qu'ils ont servi dans sa ville natale de Saint-Petersbourg avant de le suivre à Moscou pour muscler son emprise sur l'administration présidentielle.

Ils incarnent une «bureaucratie toute-puissante et agissant en toute impunité», qui a pour «but de contrôler complètement la vie de la société, de l'individu, et de l'économie dans le pays», selon M. Nemtsov.

Ce clan était engagé depuis le début dans une lutte feutrée avec M. Volochine, réputé diriger le clan rival de la «famille», en référence aux protégés de l'ex-président russe Boris Eltsine.

Son départ laisse le champ libre à MM. Ivanov et Setchine, le remplaçant de M. Volochine, Dmitri Medvedev, étant avant tout un gestionnaire fidèle à M. Poutine depuis qu'il a travaillé sous ses ordres à Saint-Petersbourg.

La plate-forme idéologique des *siloviki* repose selon leurs adversaires sur un manifeste du Conseil national de stratégie, diffusé en mai, intitulé *Un coup d'État des oligarques se prépare en Russie*.

Il accuse les hommes d'affaires enrichis dans les années 90 d'avoir privatisé les richesses du pays et de vouloir transformer le régime présidentiel en système parlementaire. Pour y faire échec, le manifeste prône un «renforcement cardinal de l'État russe».

La sociologue Olga Krichtanovskaïa, auteur d'une étude sur l'influence croissante des hommes des services



Alexandre Volochine, chef de l'administration présidentielle démis de ses fonctions, avait la réputation d'être un protecteur des hommes d'affaires russes.

secrets, a évoqué jeudi ceux de «l'équipe présidentielle, qui ont conçu un plan: les ressources stratégiques seront nationalisées».

Les hommes d'affaires restants seront divisés selon elle en deux catégories: «les uns considérés loyaux et patriotes, les autres comme des cosmo-

polités défendant les intérêts du capital international».

En guise de relais politique, les *siloviki* comptent sur le parti populiste Narodnaïa Partia de Guennadi Raïkov (43 députés sur 440 à la Douma), le seul à s'être félicité ouvertement de l'arrestation de M. Khodorkovski.

LE SOLEIL
ABONNEZ-VOUS
686-3344
1 866 686-3344

École
de diction
de communication
orale

DÉBUT DES COURS
8 ou 10 novembre 03
15 ou 30 heures
5 semaines

Quelques jours
seulement
pour vous inscrire



MARIE-LAURENCE NADEAU
professeur de diction



JEAN MARTIN, professeur
de communication orale

Formateur agréé, Emploi Québec
Pour information: 653-1127

Bureaux ouverts samedi et en semaine de 9h à 16h

Pour les fonctionnaires provinciaux, l'École est inscrite au R.A.P.
2669, ch. Ste-Foy (à proximité de l'hôpital Laval)

VOUS APPRENDREZ À:

- Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
- Vaincre la nervosité, la timidité, le trac
- Respirer, poser et projeter votre voix
- Être naturel, crédible et convaincant
- Acquérir plus d'aisance, d'assurance et de confiance
- Être performant en entrevue
- Perfectionner votre diction et votre français parlé (articulation, débit, pauses, messages téléphoniques...)

Accréditation de la Chambre
de la Sécurité financière
et de la Chambre de l'Assurance
de dommages (UFC)



«Avec marchandise pareille,
le câble à l'air ben dépassé!»

Le Forfait

NOUVEAU

Qualité d'image exceptionnelle
de la télévision numérique
et navigation toujours rapide:
tout ça sur une seule facture
et à meilleur prix que le câble.*

Sympatico
+
ExpressVu

à partir de
59⁹⁵\$**
/mois

1 866 304-3248
www.bell.ca/forfait4
Magasin Espace Bell

ExpressVu^{MC}



Et bien simple.™

RENZO MASU

Huile d'olive d'importation privée
de Toscane



MOMENTO
RESTO-BISTRO DÉDIÉ À LA
VRAIE SAVEUR ITALIENNE

2480, CHEMIN SAINTE-FOY 652-2480

1144, AVENUE CARTIER 647-1313

WWW.RESTAURANTMOMENTO.COM

*Comparaison basée sur le tarif mensuel du service de base et Télémax plus avec le câble classique offert par Vidéotron et le tarif mensuel alloué au service ExpressVu avec le Forfait de Bell qui peut inclure le service Internet Sympatico DSL régulier ou Sympatico Haute vitesse de Bell. **Services disponibles aux clients résidentiels, là où la technologie le permet. Un engagement minimum de 12 mois pour chaque service est requis. Bell Canada doit être votre fournisseur d'interurbains. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent. Visitez le www.bell.ca/forfait4 pour savoir si vous êtes éligible au Forfait de Bell et pour plus de détails. Offre sujette à changement/annulation sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre de Sympatico, ExpressVu ou Mobilité. Sympatico est une marque de commerce Bell Canada. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.

VENEZ GÔTER LA DIFFÉRENCE!



Techniques d'éducation spécialisée
DIPLOME D'ETUDES COLLEGIALES
OFFERT SUR FIN DE SEMAINE

Observer
Analyser
Intervenir
Évaluer

Programme exclusif au Collège Mérici offert aux adultes intéressés à obtenir le DEC en Techniques d'éducation spécialisée.

Séance d'information : 10 novembre 2003 à 19 h
Début des cours : 10 janvier 2004
Date limite d'inscription : 28 novembre 2003
Programme admissible aux prêts et bourses du MEC

college MÉRICI

Service de Formation continue
418.683.2104 #2127

www.college-merici.qc.ca slc@college-merici.qc.ca

Les chansons d'amour de Berlusconi chez les disquaires

ROME (AFP) — Très attendues, les chansons d'amour de Silvio Berlusconi sont en vente depuis hier en Italie, mais le chef du gouvernement italien ne chante pas sur le disque enregistré par son troubadour personnel, le guitariste napolitain Mariano Apicella.

« Les gens demandent le disque de Berlusconi, et nous devons comprendre qu'il s'agit de celui d'Apicella », a expliqué à l'AFP le vendeur d'un magasin du centre de Rome.

En fin de matinée, les chansonnettes de Silvio Berlusconi avaient été achetées par trois personnes dans ce magasin.

Pas de publicité, aucun reportage dans la presse, la sortie du disque de Silvio Berlusconi, annoncée par les médias du monde entier, a été très discrète.

La pochette du disque est on ne peut plus banale : un couple en silhouettes marchant sur une plage éclairée par un coucher de soleil. En incrustation, le nom de l'interprète, Mario Apicella, en jaune et le titre de l'album — *C'est mieux en chansons* — en blanc.

Ce n'est qu'une fois déchirée l'enveloppe protectrice et la pochette ouverte que Silvio Berlusconi apparaît sur une petite photographie en couleur, puis sur une autre, plus grande, en noir et blanc, dans le livret, portant une dédicace : « À Mariano, avec affection ».

Le chef du gouvernement signe les textes de neuf des quatorze chansons et cosigne les autres avec Gino Giglio, un compositeur napolitain.

Giulio Andreotti innocenté du meurtre d'un journaliste

ROME — La Cour de cassation italienne a innocenté cette semaine l'ancien chef du gouvernement Giulio Andreotti, 84 ans, dans l'affaire de la mort d'un journaliste assassiné par la mafia en 1979, mettant un point final à l'une des plus grandes sagas politico-judiciaires de la péninsule. L'arrêt de la plus haute juridiction italienne met un terme définitif aux poursuites contre M. Andreotti dans cette affaire, rouverte en 1993 à la suite d'accusations avancées par le repent mafieux Tommaso Buscetta, décédé depuis. L'ancien chef du gouvernement, Sénateur à vie, figure du pouvoir politique italien depuis l'après-guerre, avait été condamné en appel à 24 ans de prison, le 17 novembre 2002, par un jury d'assises composé de six citoyens et deux magistrats pour complicité dans l'assassinat du journaliste Carmine Pecorelli. La Cour de cassation a prononcé l'annulation de ce jugement sans renvoi devant une nouvelle juridiction, estimant que M. Andreotti « n'a pas commis les faits ». (AFP)

ITALIE

Jean-Paul II tient aux crucifix dans les écoles

La décision d'un juge de supprimer des symboles religieux dans une institution primaire soulève une vive polémique

CITÉ DU VATICAN (d'après AP et AFP)

— Le pape Jean-Paul II est intervenu hier dans le débat sur la présence de crucifix dans les écoles publiques italiennes, en disant à des responsables européens que la suppression de symboles religieux chers à une partie de la société pouvait conduire à l'instabilité et même à des conflits au sein des communautés multiethniques en Europe.

Des hommes politiques italiens et des responsables de l'Église catholique ont dénoncé la décision d'un juge qui, la semaine dernière, a ordonné la suppression des crucifix dans une école primaire. Le juge était intervenu à la suite d'une plainte déposée par un militant islamiste dont les fils sont inscrits dans cette école.

Un tribunal a délivré hier une injonction temporaire contre la suppression des croix, en attendant une audience sur ce sujet le 19 novembre.

Jean-Paul II s'adressait à des dirigeants politiques chargés des forces de police de l'Union européenne qui avaient auparavant rencontré à Rome des responsables chrétiens, juifs et musulmans pour discuter de questions de religion et d'immigration, source de tensions croissantes sur le continent.

Il n'a pas mentionné spécifiquement le débat italien, mais il a souligné que « la reconnaissance du patrimoine religieux spécifique d'une société exige la reconnaissance de symboles qui la qualifient ».

Les supprimer « au nom d'une interprétation incorrecte du principe d'égalité » peut devenir un « facteur

d'instabilité et par conséquent de conflit », a-t-il prévenu. « La cohésion sociale et la paix ne peuvent être acquises en supprimant la singularité de chaque personne », a-t-il ajouté.

L'Italie, majoritairement catholique, est un État laïque, mais une loi datant des années 1920 stipule que les écoles doivent disposer de crucifix.

L'ordonnance lui donnant raison a déclenché un tollé de protestations en Italie, où l'Église a un poids réel dans la vie politique, renforcé par la présence de l'État du Vatican sur son territoire.

La demande a été déposée par un militant islamiste

Le plaignant, Adel Smith, 43 ans, dirigeant de l'Union des Musulmans

d'Italie, une petite organisation revendiquant 5300 adhérents, avait demandé le retrait des crucifix des murs de l'école publique de la localité d'Ofena, une petite ville située à 125 km au nord-est de Rome, où est scolarisé un de ses enfants.

Plusieurs experts judiciaires ont affirmé qu'une loi de 1924 exige l'exposition de crucifix dans les écoles, et que la décision du juge était une erreur.

La décision prise hier par un juge dans la ville d'Aquila est intervenue à la demande du ministère de l'Éducation. Des membres de la coalition gouvernementale de Silvio Berlusconi ainsi que des hommes politiques de centre-gauche ont dénoncé le premier jugement.

Des organisations islamiques s'y opposent également, et elles ont essayé de prendre leurs distances à l'égard de l'activiste, Adel Smith, membre de l'Union musulmane d'Italie, qui a lancé les poursuites.

sfbc Anapharm

Anapharm innove dans le domaine de la recherche clinique en offrant des services de qualité tout en se souciant du confort, du respect et de la sécurité de ses volontaires. Dans la majorité des cas, les études réalisées portent sur des médicaments déjà disponibles sur le marché.

Nous recherchons présentement des...

- Femmes ménopausées ou stériles par chirurgie
- 35 à 65 ans
- Fumeuses et non-fumeuses

Indemnité compensatoire jusqu'à 1500\$

Pour des renseignements additionnels, contactez l'équipe Anapharm ou visitez notre site web
418-527-3476 www.anapharm.com
1-866-ANAPHARM

LES OCCASIONS DE PRESTIGE

JAGUAR



2002 Jaguar XJR vert, V8,
17 100 km

Achat **69 000\$** Unité 1317A

2001 Jaguar Type S rouge, V8,
70 150 km

Achat **40 995\$** Unité 3070

Location 48 mois, comptant 5000\$ 675\$

2000 Jaguar Type S noir, V6,
59 500 km

Achat **35 000\$** Unité 3063

Location 36 mois, comptant 5000\$ 469\$

2000 Jaguar Type S noir, V6,
26 000 km

Achat **39 995\$** Unité 3061

Location 36 mois, comptant 5000\$ 485\$

1999 Jaguar VDP, noir,
43 500 km

Achat **42 000\$** Unité 3042

LINCOLN Ford JAGUAR

AutoCollection de Québec



175, rue Marais, Vanier (418) 683-4451
www.autocollectiondequebec.com

Un jour, inévitablement, c'est votre photo qui se retrouvera dans cet espace avec votre nom, l'endroit où vous êtes décédé, votre âge et le jour de votre décès. Il sera écrit que vous nous avez quittés dans la paix et entouré de l'amour des vôtres. On indiquera la date, l'heure et l'endroit où aura lieu le service religieux. Ensuite viendra l'énumération des proches que vous laissez dans le deuil. Il y aura votre épouse, vos enfants, vos frères et sœurs, vos neveux et nièces, vos oncles et tantes et tous vos amis. Et on suggérera d'exprimer les marques de sympathie par un don à une fondation quelconque. Ce jour où vous vous retrouverez tout en haut de cette colonne, nous serons là.



LA COOPÉRATIVE FUNÉRAIRE
DU PLATEAU

693, AV. NÉRÉE-TREMBLAY, SAINTE-FOY

152, DU MONT-MARIE, LÉVIS (SEPT. 2003)

950, RUE DES ÉRABLES, QUÉBEC

L'Église anglicane menacée de schisme

Gene Robinson, homosexuel avoué, sera consacré évêque demain au New Hampshire

■ LONDRES (AFP) — L'Église anglicane, qui revendique quelque 70 millions de fidèles dans le monde, est menacée de schisme, son aile américaine ayant décidé de consacrer demain un évêque homosexuel, Gene Robinson, en dépit de l'opposition de ses chefs religieux.

L'élévation en août par l'Église épiscopaliennne des États-Unis de Gene Robinson, homosexuel déclaré, divorcé et père de deux enfants, au rang d'évêque dans le diocèse du New Hampshire a fait l'effet d'une bombe au sein de la communauté anglicane.

De même que la décision de l'évêque canadien de New Westminster de bénir les couples homosexuels, soulignant encore les divisions entre deux courants qui semblent désormais s'affronter: les libéraux des Églises occidentales contre les évangélistes et traditionalistes, surtout présents dans les Églises du tiers-monde.

La convocation d'un sommet extraordinaire des 38 primats (responsables des zones géographiques) de la Communion anglicane mi-octobre à Londres n'a fait qu'entériner ce malaise.

À l'issue de deux jours de discussions, les primats ont, à l'unanimité, rejeté la décision de l'Église épiscopaliennne des États-Unis d'élire un évêque homosexuel.

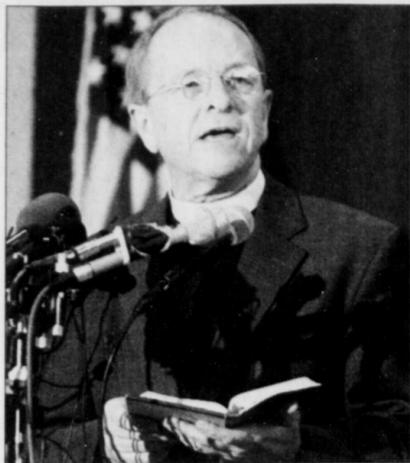
Si sa consécration a lieu, « nous devons conclure que l'avenir de la Communion sera mis en danger », ont-ils même mis en garde.

Les primats ont clairement affirmé que « le ministère de cet évêque (Gene Robinson) ne serait pas reconnu par la plus grande partie du monde anglican et de nombreuses « provinces » seraient susceptibles de se considérer elles-mêmes hors de communion avec l'Église épiscopaliennne des États-Unis ».

L'archevêque de Canterbury, Rowan Williams, chef spirituel de la Communion anglicane, pourtant favorable à titre personnel à l'ordination des prêtres homosexuels, est lui-même monté au créneau, appelant les membres de son église à l'unité.

Ce coup de semonce n'a pas fait plier le diocèse américain du New Hampshire qui, sauf repli de dernière minute, consacra demain le premier évêque homosexuel déclaré de l'église anglicane.

Le primate du Canada n'a donné lui non plus aucun signe d'une volonté de compromis: « nous sommes tombés d'accord sur le fait que nous ne som-



Gene Robinson

mes pas d'accord. Nous allons maintenant suivre notre propre chemin, comme l'Église du Nigeria par exemple, va suivre son propre chemin », avait déclaré Michael Peers lors du sommet des primats.

M^{gr} Peter Akinola, l'archevêque du Nigeria, la « province » qui compte le plus grand nombre de fidèles pratiquants (quelque 18 millions), a clairement menacé l'Église de schisme en cas d'ordination d'homosexuels.

Et d'autres Églises d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine pourraient suivre le même chemin.

M^{gr} Williams avait lui-même dû battre en retraite début juillet sous la pression de l'aile évangéliste de la Communion anglicane.

Il s'était résigné à accepter, début juillet, la décision d'un prêtre homosexuel, Jeffrey John, de renoncer à être intronisé évêque à la tête du diocèse de Reading, près de Londres).

Au sein même de l'Église épiscopaliennne américaine — qui compte 2,1 millions de fidèles — un groupe de 24 évêques conservateurs ont menacé de partir si Gene Robinson devenait évêque.

Pour tenter d'éviter un schisme, une commission a été mise en place en octobre pour réfléchir sur l'homosexualité, mais aussi étudier les conséquences pratiques d'une éventuelle séparation des Églises. Elle devrait remettre ses conclusions... dans un an.

« Au niveau du cinéma, Le Soleil m'a permis de découvrir les films indépendants, les films internationaux... »
Élaine Lajoie, Sainte-Foy

La nouvelle 325Xi 2004 arrive en ville.

A partir de	
Constant	Paiement
5 500 \$	429 \$
3 000 \$	505 \$
0 \$	595 \$

par mois pendant 36 mois

Le nouveau X5 2004 arrive à la campagne.

A partir de	
Constant	Paiement
8 000 \$	699 \$
5 000 \$	799 \$
0 \$	969 \$

par mois pendant 36 mois

QUATRE ROUES MOTRICES. LE PLAISIR INTÉGRAL DE CONDUIRE.

La nouvelle 325Xi de BMW est un mariage unique de motricité et de maniabilité, d'intelligence et d'instinct. Peu importe l'état de la route, la moindre accélération révèle le couple phénoménal de son six cylindres en ligne. Découvrez le plaisir intégral de conduire. Passez voir la nouvelle 325Xi chez votre concessionnaire BMW.

Vif et alerte dans la jungle urbaine. Féroce sur les routes de campagne. Le nouveau X5 de BMW est la quintessence des utilitaires sportifs de grand luxe. Mettez à l'épreuve son système intelligent xDrive. Exécutez la puissance exceptionnelle de son moteur de 3 litres. Son caractère sportif ne se dément jamais, peu importe le défi. Le X5 2004. Chez votre concessionnaire BMW.

4,9% Taux de location offert sur la 325Xi.

Automobiles Jalbert inc.
1885, boul. Central
Québec
Tél. : 418 687-4840
www.jalbert-auto.qc.ca

Offre valable sur les modèles suivants : 325Xi (EU33) et X5 3.0L (FA13) 2004 neufs en stock. Les taux de location sont ceux offerts exclusivement par les Services financiers BMW et sont disponibles auprès des concessionnaires BMW participants, conditionnellement à l'approbation du crédit. Les mensualités tiennent compte des rabais du manufacturier et sont établies en fonction d'un contrat de crédit-bail à terme de 36 mois. Les taux de location sont les suivants : 325Xi, 4,9% et X5 3.0L, 7,75%. Les valeurs résiduelles à la fin du terme sont les suivantes : 325Xi, 25 046\$ et X5 3.0L, 34 515\$. Des frais de 0,15\$ pour le 325Xi et de 0,25\$ pour le X5 3.0L sont applicables sur la portion du kilométrage excédant 20 000 km par année. Premier versement et dépôt de sécurité exigés (équivalant au premier versement) au moment de la livraison. Consultez Automobiles Jalbert pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 31 décembre 2003. Photos à titre indicatif seulement. Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km selon les intervalles recommandés par BMW. Fret, transport, préparation, frais d'administration et taxes en sus.

UN HONNEUR QUI NOUS HONORE!

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC

L'Ordre national du Québec constitue la plus haute distinction décernée par le gouvernement du Québec.

Il met en lumière les réalisations et l'excellence de citoyens du Québec.

Le 28 octobre dernier, à la salle du Conseil législatif de l'Hôtel du Parlement, à Québec, le premier ministre du Québec, monsieur Jean Charest, remettait l'insigne de l'Ordre national à 29 personnalités qui, par la ferveur de leur engagement, ont contribué de façon remarquable au prestige et au rayonnement du Québec.

À tous, félicitations!



Grands officiers

- Maurice Couture
- Robert Després
- Emmett Johns
- Ethel Stark
- Charles Taylor

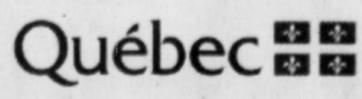
Officiers

- Yves Beauchemin
- Michel Braull
- Richard Cruess
- Marie-Hélène Falcon

- Vincent Lemieux
- Louise Otis
- Denise Ouellet-Grenier

Chevaliers

- François A. Auger
- Bernard Beugnot
- Germain Brisson
- Melvin Charney
- Yvan Desgagnés
- Marcel Deslauriers
- Jean-Pierre Ferland
- Paul-Émile Langevin
- Guy Latraverse
- Jacques Laurin
- Ghislain Picard
- Madeleine Plamondon
- Guy Provost
- Réri Quirion
- Alain Stanké
- Helen (Eleni) Stavridou
- Dora Wasserman



Pour soumettre une candidature à l'Ordre national du Québec, veuillez consulter le site Web www.mce.gouv.qc.ca/ordre.

SÉCURITÉ DE L'OMC À MONTRÉAL

Chagnon tient à l'argent du gouvernement fédéral

MONTRÉAL (PC) — Le ministre de la Sécurité publique du Québec, Jacques Chagnon, est catégorique: pas question pour Montréal et Québec de payer seuls les 4 millions \$ qu'ont coûté les mesures de sécurité à la réunion extraordinaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui a eu lieu du 27 au 29 juillet à Montréal.

C'est ce qu'a déclaré hier à *La Presse* le ministre, qui participait à l'inauguration des ateliers techniques du Service de sécurité-incendie de Montréal, où l'on répare les équipements des pompiers.

Mercredi, le ministre a fait parvenir une seconde lettre au solliciteur général du Canada, Wayne Easter, pour lui demander de réviser sa position et d'accueillir favorablement la réclamation du Québec pour les dépenses engagées au chapitre de la sécurité lors de cet événement.

Neuf cents policiers de Montréal et 300 de la SQ ont assuré la sécurité des dignitaires, alors que la Gendarmerie royale du Canada s'occupait de la protection rapprochée des participants.

«Je comprends mal que le fédéral refuse de participer à une opération qu'il a lui-même lancée», a précisé le ministre.

Le 8 septembre, M. Easter avait fait parvenir une lettre de refus au ministre Chagnon, précisant que les dépenses engagées par le Québec n'étaient pas admissibles à un remboursement. Le solliciteur général faisait alors allusion à une politique du gouvernement fédéral qui détermine le type de réunions admissibles à une aide financière d'Ottawa pour couvrir les dépenses extraordinaires liées à la sécurité.

Le ministre n'est pas d'accord avec la décision de M. Easter. Même si Ottawa ne semble pas montrer d'ouverture, M. Chagnon n'accepte pas ce refus comme une réponse définitive. Il rappelle que, depuis la réunion de l'OMC à Seattle en 1999, les observateurs s'entendent pour dire que toutes les réunions des représentants de l'OMC attirent des manifestants anti-mondialisation et présentent des risques élevés au chapitre de la sécurité des participants.

FORCES CANADIENNES

Un expert en explosifs disparaît

TORONTO — La disparition mystérieuse d'un soldat canadien, spécialiste des explosifs dans une unité d'élite de l'armée, suscite l'inquiétude des autorités militaires. Le sergent Monty Paisley, qui compte 16 ans de service dont six au sein de la Force opérationnelle interarmées, une unité d'élite secrète, est porté disparu depuis juillet. Jeudi, les enquêteurs ont reconnu disposer de très peu d'indices pour comprendre ce qui s'est produit. Il y a trois mois, l'homme de 40 ans serait parti deux semaines en Thaïlande pour des vacances. Il n'a pas été revu depuis. «Nous ne savons pas ce qui lui est arrivé, mais le ministère de la Défense veut le retrouver», a dit un porte-parole de la Force opérationnelle interarmées, le major James Simiana. Le sergent Paisley a servi en Afghanistan l'année dernière, notamment dans le cadre de la lutte menée contre Al-Qaïda. Le soldat disparu faisait partie des spécialistes qui travaillent en soutien des actions menées sur le terrain. Rien, dans le passé de M. Paisley ou dans sa vie personnelle, ne permet de comprendre ce qui lui est arrivé. (PC)

UNE MAIN DANS LE BOL

Trafic paralysé

NEW YORK — Le trafic des trains de banlieue new-yorkais a été perturbé plusieurs heures, après qu'un voyageur se fut coincé le bras dans les toilettes d'une rame en tentant de récupérer son téléphone portable. Une fois son bras plongé dans le conduit, l'homme, un habitant du Bronx de 41 ans, s'est retrouvé dans l'impossibilité de le retirer. Le contrôleur, alerté par un passager, mais incapable de dégager le malheureux, a appelé à la rescousse un des responsables de la ligne, qui, tout aussi impuissant, a alors prévenu les services de secours. Le train a dû être immobilisé dans une station pour permettre aux pompiers d'intervenir et de découper la cuvette. Pendant ce temps, les voyageurs étaient évacués du train, tandis que plusieurs milliers d'autres ont dû emprunter d'autres itinéraires, en cette heure de pointe mercredi soir. «Cela signifie pour nos clients un transport plus long et plus compliqué, et pour nous des milliers de dollars», a dit au *New York Times* Dan Brucker, porte-parole du Metro-North, cette ligne de transport urbain desservant le nord de la ville. Le téléphone lui n'a pas été retrouvé. (AFP)

Colorant cancérigène

OTTAWA — L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) avise la population de ne pas consommer le Tandoori Masala de marque Rajah: il pourrait contenir un colorant non autorisé, le sudan I, considéré comme un cancérigène. Le Tandoori Masala de marque Rajah vendu en sacs de 100 g, de 400 g et de 1 kg, ou en boîtes de 100 g, et portant une date de «Meilleur avant» antérieure au 18 072 005 (18 juillet 2005) est visé par le présent rappel. Le produit pourrait avoir été distribué à l'échelle nationale. Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lyle Vancielief, a émis une ordonnance de rappel qui exige que toute personne qui vend, commercialise ou distribue le produit visé le retire du marché. Le sudan I, colorant rouge, est interdit d'usage comme colorant alimentaire au Canada. Il a été démontré qu'il cause le cancer chez les animaux de laboratoire, et ces résultats pourraient être importants en termes de santé humaine. Sa présence dans le Tandoori Rajah a été détectée en Europe. On n'a signalé aucun cas de maladie. (PC)



LOUEZ POUR
199\$⁺ ou **17 280\$⁺**
/MOIS/LOCATION 48 MOIS PDSF PLUS FRAIS DE
2 600 \$ COMPTANT TRANSPORT DE 975 \$

Coupé Quad ION 2004



Berline ION 2004

140 chevaux et beaucoup de plaisir

LOUEZ POUR
178\$⁺ ou **14 625\$⁺**

/MOIS/LOCATION 48 MOIS PDSF PLUS FRAIS DE
2 450 \$ COMPTANT TRANSPORT DE 975 \$

Nouveau pour 2004

• MP3 disponible



Vue 2004 de Saturn

Robuste et spacieux — parfait pour une partie de pêche ou de golf

LOUEZ POUR
269\$⁺ ou **22 375\$⁺**

/MOIS/LOCATION 48 MOIS PDSF PLUS FRAIS DE
3 020 \$ COMPTANT TRANSPORT DE 975 \$

Nouveau pour 2004

• 3,5 litres de 250 HP avec capacité de remorquage de 3 500 lb



L'Intermédiaire L300 2004

Chargée à bloc mais abordable

LOUEZ POUR
289\$⁺ ou **22 790\$⁺**

/MOIS/LOCATION 48 MOIS PDSF PLUS FRAIS DE
3 020 \$ COMPTANT TRANSPORT DE 975 \$

Nouveau pour 2004

• ABS de série / Traction asservie

Prenez votre temps. En fait, prenez donc 24 heures.

Voici l'essai routier 24 heures 2004 de Saturn^{††}

Avec l'essai routier de 24 heures de Saturn, facile de trouver le modèle 2004 qui vous convient. Alors, allez-y, faites le tour de votre pâté de maisons — toute la nuit, si le cœur vous en dit. Partez au bureau, au centre commercial ou même au zoo. Découvrez comment votre véhicule négocie les courbes du quartier et comment il se stationne dans votre entrée. Nous sommes certains qu'après 24 heures au volant d'une Saturn, vous n'aurez plus envie de la quitter.

Économisez un **500\$** supplémentaire sur TOUS nos véhicules Saturn 2004.



Faites le 1 888 4-SATURN ou visitez saturncanada.com pour réserver votre essai routier.



SATURN

Chaque Saturn comprend une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe propulseur. Achetez en ligne à saturncanada.com ou appelez au 1 888 4SATURN. ^{††}Ces offres réservées aux particuliers sont d'une durée limitée et ne peuvent être jumelées. Elles s'appliquent aux nouveaux modèles 2004 de l'ION 2 1SG, de l'ION 1SA, du VUE 1SA et de la L300 1SA en inventaire. ^{*} Le transport (975 \$) et la taxe d'accise (100 \$) en sus. ^{**} L'immatriculation, l'assurance, les frais d'administration, les droits, les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers/PPSA et les taxes ne sont pas incluses à moins d'avis contraire. [†] Pendant la durée du bail (48 mois), le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Autres offres de location disponibles. Nos offres de location comprennent les frais de transport (975 \$-tous), la préparation à la route et la taxe d'accise (100 \$), lorsque cela s'applique. Sujettes à l'approbation de crédit de GMAC. Offres valides sur les véhicules livrés au plus tard le 30 novembre 2003. Le crédit supplémentaire de 500 \$ comprend les taxes et sera appliqué aux mensualités de location ou de financement, au prix d'achat (comptant ou non) par le détaillant. ^{†††} Ne s'applique pas à tous les véhicules. La disponibilité des véhicules peut varier selon la concession. L'offre se termine le 30 novembre 2003. S'applique aux consommateurs de plus de 21 ans, ayant un permis de conduire valide et étant un conducteur qualifié. Des restrictions s'appliquent et une assurance automobile est requise. Visitez saturncanada.com ou votre détaillant Saturn pour en savoir plus. ^{*} Ces offres peuvent changer sans préavis. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Une commande ou un échange de véhicules entre détaillants peut être requis. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails.

Saturn Saab Isuzu de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Isuzu de Sainte-Foy
3330, rue Watt
Sainte-Foy
653-1312

Saturn Isuzu du Saguenay
1330, boul. du Royaume
Chicoutimi
549-3320

La mort douce, cette solution extrême

Leuthanasie est loin de faire l'unanimité

ARIANE KROL
La Presse

« Docteur, faites quelque chose, je n'en peux plus... » Ce cri du cœur que Justine Farley entend parfois d'un de ses patients en phase terminale, elle refuse de le prendre au pied de la lettre. « Ce n'est pas un désir de mort, c'est un désir de ne plus souffrir », affirme l'omnipraticienne qui dirige le service des soins palliatifs du Centre hospitalier de St. Mary, à Montréal.

Les médecins spécialisés en soins palliatifs sont nombreux à s'opposer à l'euthanasie. « Les médecins en soins palliatifs sont là pour aider les patients, pour essayer qu'ils soient le mieux possible en dépit de la maladie, pas pour les euthanasier », dit-elle.

En 1993, la Cour suprême a refusé de modifier le Code criminel pour permettre à Sue Rodriguez d'obtenir l'aide d'un médecin pour mettre fin à ses jours. Deux ans plus tard, un comité spécial du Sénat sur l'euthanasie et l'aide au suicide a réitéré le *statu quo*.

Mais pour plusieurs, ça n'a pas de sens. « J'ai vu des gens choisir d'arrêter leur dialyse, tomber dans le coma après environ 24 heures et agoniser pendant 20 jours. Ça a servi à quoi? », dit Yvon Bureau, un travailleur social de Québec qui défend depuis plus de 15 ans les droits des individus confrontés à l'imminence de leur mort.

Aujourd'hui, il réclame l'adoption de la « pilule sans lendemain », qui permettrait aux mourants de raccourcir

L'ampleur des meurtres par compassion reste inconnue

L'histoire d'Evelyn Martens, une septuagénaire de la Colombie-Britannique, n'a pas eu beaucoup d'échos au Québec. Mais son procès, qui doit débiter au printemps, risque de raviver la controverse sur le meurtre par compassion. Elle est accusée d'avoir aidé deux femmes à se suicider. L'une d'elles, Monique Charest, est originaire de Trois-Rivières. La seconde, Leyanne Burchell, vivait à Vancouver.

L'été dernier, une autre résidente de la Colombie-Britannique, Julianna Zsiros, a été reconnue coupable d'avoir aidé une amie atteinte de maladie chronique à mourir en s'asphyxiant avec les gaz d'échappement de sa voiture. La juge l'a condamnée à purger neuf mois chez elle, assorti de 18 mois de probation. Evelyn Martens, elle, risque jusqu'à 14 ans de prison.

La fréquence du meurtre par compassion est impossible à évaluer. Pour un cas médiatisé comme celui du fermier saskatchewanais Robert Latimer, condamné à 10 ans de détention pour avoir tué sa fille atteinte de paralysie cérébrale, combien passent inaperçus parce que le décès de la victime apparaît plausible?

« Au moment où on se parle, on pratique probablement une euthanasie qui, le plus souvent, n'est ni signalée ni découverte. Même dans le procès dont je me suis occupé, les possibilités de détection étaient très minces », a fait remarquer David Thomas, un procureur de la Couronne ontarien, devant le comité spécial du Sénat sur l'euthanasie et l'aide au suicide, au milieu des années 90.

Le mouvement Right to Die Network of Canada a déjà vendu dans Internet des sacs appelés Exit, qui permettent de se donner la mort par asphyxie. La police irlandaise soupçonne d'ailleurs Evelyn Martens d'avoir fourni un de ces sacs à une résidente de Dublin, qui l'aurait utilisé pour se suicider.

En public, les médecins canadiens se montrent peu enthousiastes à ajouter cette pratique à leur champ d'expertise. « Je ne suis pas sûre que comme groupe, on veuille avoir cette responsabilité. Notre formation ne nous a pas préparés à ça », explique Marie-Josée Caron, médecin en soins palliatifs au Centre hospitalier de St. Mary de Montréal.

« Un médecin qui aiderait un individu à mourir n'irait pas en parler publiquement parce qu'il serait poursuivi et jeté en prison », fait valoir Cathy St. John, directrice générale de Dying with Dignity, un organisme canadien qui milite pour une amélioration des choix offerts aux Canadiens à l'approche de la mort.

Il y a bien le Dr. Joseph Raphaël Boutin qui, en 1994, a livré un vibrant plaidoyer pour l'euthanasie. « Le jour où notre société, si fière de ses luttes pour la liberté et le respect des droits individuels, reconnaîtra à chacun de ses membres le droit, au terme de son existence, de mourir à son heure dans la dignité, elle aura grandement contribué au progrès de la civilisation », écrivait-il dans une lettre ouverte aux journaux. Mais ce médecin respecté qui a été directeur médical de l'Hôpital Notre-Dame durant 36 ans, n'a pas eu à répondre de ses déclarations: il a envoyé sa lettre juste avant de se suicider, à l'âge de 82 ans. A.K.

leur agonie. « On ne choisit pas entre la vie et la mort, on choisit entre différentes façons de mourir. Pour moi, c'est la grosse nuance. »

Ouvrir la porte à l'euthanasie et au suicide assisté comporte des risques énormes, objectent les opposants. « Entre le droit de mourir et le devoir de mourir, la couche est mince. J'aurais trop peur des abus auprès des personnes vulnérables, qui n'ont pas la force de se défendre », dit Justine Farley.

En 1995, le comité spécial du Sénat recommandait aux provinces d'accor-

der une grande priorité aux soins palliatifs. Cinq ans plus tard, le sous-comité chargé du suivi réclamait de nouveau une stratégie pour offrir des soins de fin de vie de qualité.

Au Québec, l'offre publique de soins palliatifs, que ce soit dans les hôpitaux ou à domicile, est loin de répondre à la demande.

« On estime qu'environ 10% des personnes qui ont besoin de soins palliatifs y ont accès », dénonce le médecin Michelle Dallaire, de l'hôpital Notre-Dame, à Montréal.

C'est pourquoi elle refuse qu'on ajoute l'euthanasie à la liste des moyens susceptibles de soulager la souffrance des mourants. « Commençons par adopter une loi qui exige que toute personne ait accès à des soins palliatifs de qualité. Tant qu'on ne pourra pas offrir ces soins, comment pourra-t-on être certain d'avoir étudié tous les autres moyens? », demande-t-elle.

Et avec le vieillissement de la population, l'euthanasie risque d'apparaître comme une solution bien commode.

Déjà, « il y a des patients qui arrivent ici et qui ont peur qu'on les extermine. Il y en a qui ont peur de parler de leur douleur par crainte qu'on leur donne de la morphine qui, dans leur esprit, risque de les tuer », dit Justine Farley.

Mais fermer complètement la porte à l'euthanasie et au suicide assisté n'est pas sans risque, fait valoir Yvon Bureau. « Si on ne se permet pas ça, c'est sûr qu'il y a des personnes âgées qui vont mettre fin à leur vie. Quand une petite-fille de 17 ans trouve grand-papa pendu dans la cave, c'est terrible. »

Un chèque de 5 000 000 \$, ça vous irait ?



Ce soir 5 000 000 \$

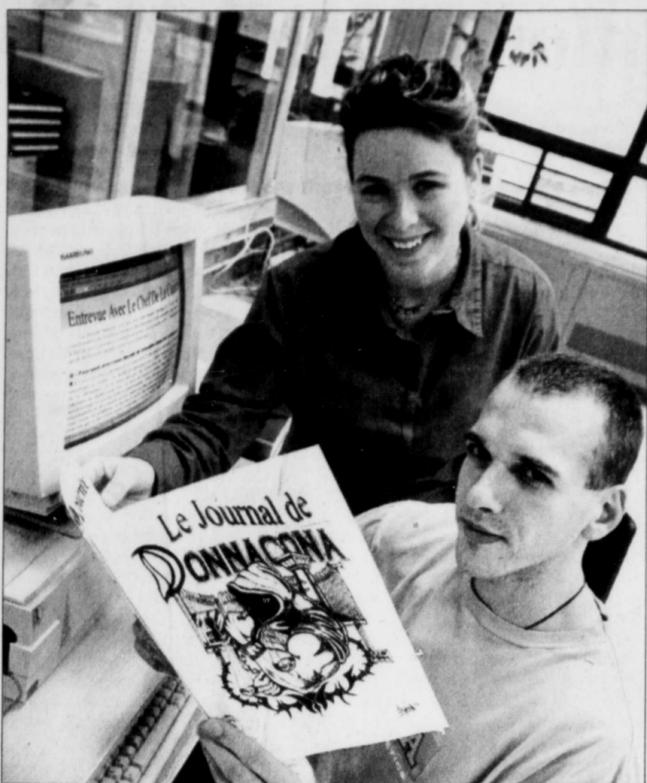
ça change pas le monde, sauf que...

18 ans +



MISE SUR TOI
1 866 SOS-JEUX

www.loto-quebec.com



Danny Bouchard-Asselin, le «journaliste» officiel du pénitencier, en compagnie de la prof de maths, Françoise.

À l'école derrière les murs

À Donnacona, des détenus retrouvent une estime d'eux-mêmes en étudiant

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

DONNACONA — Tout récemment, Danny a accédé à un nouveau métier, celui de journaliste. Et son entourage a tellement apprécié le premier numéro de son journal, dit-il, qu'il pondra le second plus vite que prévu.

Danny risque peu d'aller très loin pour faire ses reportages. Mais n'empêche, il a quand même de quoi s'occuper. Après tout, il s'en passe des choses dans un pénitencier!

Comme une centaine d'autres détenus de Donnacona, Danny Bouchard-Asselin fréquente l'école derrière les murs. Et ce sont ses bonnes performances qui lui ont permis de décrocher son poste.

À l'occasion de la Semaine québécoise des adultes en formation, les professeurs de Donnacona ont présenté mercredi des kiosques d'information aux détenus, histoire de montrer que «l'école, ça fait pas mal».

«Un succès bœuf», a commenté la superviseuse de l'école, Lise Blais, en regardant défiler les «gars».

Tout sourire, ceux-ci semblaient effectivement apprécier.

«On leur dit toujours: ici, c'est l'école, c'est pas la prison. Si tu te comportes en élève, je vais me comporter en prof. Si tu te comportes en bandit, je vais me comporter en police.»

De fait, les rapports avec les enseignants, qui sont de «vrais profs» de la commission scolaire de Portneuf, sont des plus cordiaux.

Pierre, un détenu de 54 ans, vient même leur donner un coup de main, bien qu'il ait maintenant dépassé le niveau de cinquième secondaire offert au pénitencier à sécurité maximum.

Avec son diplôme d'études collégiales en arts plastiques, il conçoit des affiches. Ses dessins démontrent un talent certain.

ÉTUDIER POUR L'AVENIR

Selon Lise Blais, les statistiques démontrent que plus les détenus augmentent leur scolarité, moins ils risquent de récidiver.

Ce n'est toutefois pas toujours évident pour ces types qui ont pas mal d'années à tirer avant de remettre le pied sur un trottoir. «Il faut les motiver», admet la prof de français.

À 25 ans, Danny est justement à l'âge où l'on fait normalement des

plans d'avenir. Il espère devenir programmeur-analyste en informatique.

Sauf que son avenir est encore loin. Condamné à perpétuité il y a quatre ans, il ne peut espérer de libération conditionnelle avant 21 ans. Ou dans 11, peut-être, si son comportement est réellement exemplaire.

Mais d'ici là, il y a le présent. Et comme bien d'autres élèves rencontrés, hier, il constate que l'école améliore son quotidien.

Pierre, l'artiste, soutient quant à lui que la scolarisation a été «une fenêtre sur les autres».

«Bien sûr, c'est aussi une satisfaction personnelle. Mais j'ai aussi une meilleure compréhension de la société.»

Le mot de la fin revient à René, qui livre un touchant témoignage écrit:

«À 54 ans, j'ai recommencé l'école en troisième année au primaire. Aujourd'hui à 62 ans ma persévérance me permet de poursuivre mon secondaire trois. Je suis maintenant capable de m'exprimer sans baisser les yeux car mon vocabulaire s'est enrichi. (...)

«J'ai vécu dans le silence les deux tiers de ma vie parce que je ne savais ni lire ni écrire. Aujourd'hui, je n'ai plus honte, je suis un homme libre.»

CALGARY Des dossiers de police retrouvés dans un dépotoir

CALGARY (PC) — Un homme qui s'est rendu la semaine dernière porter des vieux tapis dans un dépotoir a eu toute une surprise en découvrant, parmi les déchets, des dossiers informatisés appartenant à la police.

M. Cameron Rhodes a raconté comment son attention a été attirée par des cédéroms au milieu de rebuts de construction. Sur un des disques, où le logo du Service de police de Calgary était en évidence, une étiquette indiquait *Measures pour l'an 2000*, a-t-il dit.

M. Rhodes a ensuite découvert que ce cédérom contenait un registre de 1999 des véhicules — description, adresses et téléphones — appartenant à des milliers d'automobilistes de Calgary et d'Edmonton. «Sur le disque, le registre comptait 35 000 pages. N'importe qui aurait pu s'emparer des cédéroms pour revendre les informations à des voleurs de voiture», a dit M. Cameron.

Un des cédéroms contenait un registre de plusieurs véhicules

D'autres disques étaient dans une boîte et contenaient semble-t-il des informations sur des mandats d'arrestation, des avis de recherche et des permis de système d'alarme.

L'inspecteur Brian Sembo a dit que plusieurs des cédéroms retrouvés étaient des copies de secours effectuées en prévision du bogue de l'an 2000 et des problèmes informatiques anticipés. La version papier de ces dossiers a été détruite récemment durant des travaux de rénovation dans les bureaux de la police de Calgary.

«Les employés d'entretien se sont fait répondre que les cédéroms ne contenaient rien d'important, ce qui explique qu'on s'en soit débarrassé de cette façon inappropriée», a dit l'inspecteur Sembo.

Les cédéroms ont depuis été rendus à la police et détruits.

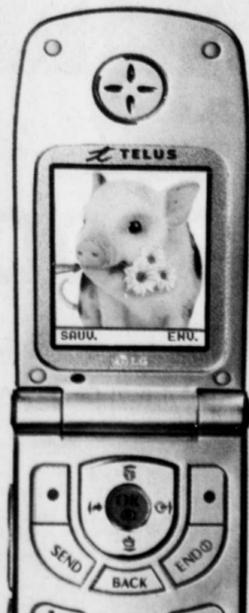
EN BREF

Le «tueur de la Green River» avoue 48 meurtres

■ SEATTLE — Un ancien peintre de carrosserie a avoué avoir tué 48 femmes dans la région de Seattle, mettant fin à une enquête de 20 ans sur «le tueur de la Green River», l'une des plus grosses affaires de meurtres en série aux États-Unis, selon les médias locaux. Gary Ridgway, 54 ans, aurait, grâce à un accord avec l'accusation, échappé à la peine de mort en échange de ces aveux, selon le *Seattle Times*. Quarante-neuf meurtres de femmes au total avaient été imputés au «tueur de la Green River», entre juillet 1982 et février 1984. Le suspect aurait reconnu 42 de ces meurtres, ainsi que six autres, commis notamment en 1990 et en 1998. Les services de procureur et les avocats de Gary Ridgway ont refusé de commenter ces informations. La plupart de ses victimes étaient des prostituées. (AFP)

Vous ne trouvez pas les mots ?

Dites-le presto avec une photo.



■ Une fois votre photo prise, vous pouvez l'envoyer instantanément à un autre photo-téléphone TELUS*, à une adresse électronique ou à un album en ligne.

■ Toutes vos photos peuvent être accompagnées de sons, de messages vocaux ou de texte.

■ De plus, envoyer une photo coûte 25 cents seulement.

Obtenez 30 jours GRATUITS de messagerie photo* PLUS
Jusqu'à 6 mois d'appels locaux illimités au Canada†

TELUS
mobilité^{inc}

le futur est simplesm



BOUQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

QUÉBEC

Galerias de la Capitale
Place Fleur-de-Lys
Place Laurier
Expert-Cell Télécom
5237, boul. Wilfrid-Hamel, local 115

F.M. Electroniques
41, rue Saint-Vallier Est

Vanier

Radio-Orde
550, rue Marais, bureau 140

Alma

Carrefour Alma
(ouverture en décembre)

Baie-Comeau

Boutique Mingan
Centre régional Manicouagan
600, boul. Laféche, local 3

Beauport

Cité Sans-Fil
Promenades Beauport
3333, rue du Carrefour, kiosque 5
DOT Électronique enr.
371, boul. Armand-Paris

Charlesbourg

F.M. Electroniques
Carrefour Charlesbourg
8500, boul. Henri-Bourassa, kiosque 57

Donnacona

Radio Shack
Place Donnacona
325, rue de l'Église

Chicoutimi

449, rue Racine Est
(ouverture en décembre)
Place du Royaume
(ouverture en décembre)

Gaspé

Erso Informatique inc.
Place Jacques-Cartier
167, rue de la Reine, local 2
Vitrier Dupuis
Auto Glaces inc.
164, boul. de Gaspé

Carleton

Radio Service M.B.C. inc.
1051, boul. Perron

La Malbaie

Services Info-Comm
1005, boul. de Comporté

Lévis

Kiosque Normand Nadeau TV
Galerias Chagnon

Montmagny

Picard Électronique/Clef de sol
80, boul. Taché Ouest
Stéréo Plus L. Chabot inc.
4, boul. Taché Ouest

Sainte-Foy

Place Sainte-Foy
Communications Cellweb
1995, rue Jean-Talon Sud, local 102

Saint-Georges

Kiosque Normand Nadeau
Carrefour Saint-Georges
8585, boul. Lacroix
CJ Électronique
13175, boul. Lacroix
Dumoulin Électronique Larivière
573, 90^e Rue

Sainte-Marie-de-Beauce

Galerias de la Chaudière
Kiosque Normand Nadeau
Normand Nadeau TV
Dumoulin Électronique & Informatique
500, boul. Vachon Nord
Napert Électronique
1078, boul. Vachon Nord

Pour en savoir plus, visitez telusmobilité.com ou l'un de nos marchands ou détaillants TELUS Mobilité autorisés.

FUTURE SHOP

STARS

RECYCLED

TELUS

BUMAX

WAL-MART

COMPLIXITTE

CompuService

in Home

WAL-MART

Zellers

Ce téléphone n'est pas offert dans tous les emplacements. La messagerie photo est seulement offerte dans nos zones de couverture numérique 1X. Pour obtenir plus de détails et voir nos cartes de couverture, visitez telusmobilité.com. Nouvelles mises en service seulement. Offres valables jusqu'au 31 décembre 2003.
*Seuls les clients de TELUS Mobilité abonnés à la messagerie photo pourront visualiser les messages photos à l'aide de leur appareil. Tous les autres clients devront visualiser les messages photos en ligne sur un ordinateur personnel. †Cette offre inclut la messagerie photo (envoi et réception gratuite pendant 30 jours à partir de la date de mise en service). ‡Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ans. Obtenez 6 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 3 ans. Offre valable avec les forfaits Parlez 20, Parlez 25, Parlez 50, Parlez 75, Parlez 100, Parlez 150, Parlez Week-end, Temps libre TELUS 30 et Parlez 40 Plus. © 2003 SOCIÉTÉ TÉLÉMOBILE.